J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

MARDI 27 AOÛT 2024 / N° 8010

Portrait

Alan Geaam, passé de migrant à chef étoilé, a repris une table à Lausanne ●●● PAGE 18



Environnement

Le tourisme de masse, une menace pour les ressources en eau ●●● PAGE 9

Horlogerie

Gratuits et ouverts au public, les Geneva Watch Days sont de retour sur la Rade ●●● PAGE 13

Tennis

Après dix ans sur le circuit, les doutes et les certitudes d'Antoine Bellier ●●● PAGE 16

Fraude et vin coupé en procès à Sion

JUSTICE Cédric Flaction est jugé pour avoir vendu plusieurs centaines de milliers de litres de vin espagnol et schaffhousois sous l'appellation AOC Valais

■ Pour la procureure générale adjointe, l'encaveur «a eu recours à un édifice de mensonges, il a travesti la réalité et mis en place un système opaque»

■ Il aurait ainsi réalisé des gains de 12 millions de francs. Le Ministère public requiert 5 ans de prison. L'accusé nie, mais évoque de fausses factures

■ Ses liens avec Dominique Giroud, également dans le viseur de la justice, étaient omniprésents lors de cette audience. Le verdict est attendu le 2 septembre

●●● PAGE 6

A La Bâtie, l'excellence austère de Lucinda Childs



FESTIVAL Une prouesse ouvrira jeudi la manifestation genevoise riche d'une soixantaine de spectacles: à 84 ans, Lucinda Childs, grande dame de la danse contemporaine, jouera un solo au Théâtre de Carouge. Elle revisite «Geranium», qu'elle a créé en 1965. (ALEXANDRA POLINA)

●●● PAGE 17

Les enjeux de l'arrestation de Pavel Durov

TELEGRAM La garde à vue en France du patron russe et cofondateur du service de messagerie pour des infractions relevant notamment de la «criminalité organisée» pose de nombreuses questions sur la modération des contenus postés, le chiffrement des données ou encore la libre expression. L'interpellation a suscité de nombreuses réactions, notamment en Russie, où le service est prisé par 85 millions de personnes, mais aussi par l'armée russe pour coordonner ses opérations en Ukraine. ●●● PAGE 3

Un drame qui secoue l'Allemagne

RÉACTIONS L'attaque au couteau qui a fait trois morts à Solingen rebat les cartes politiques et alimente les discours de la droite dure

■ En Suisse alémanique, ce tragique événement fait les choux gras de la presse qui éreinte la politique migratoire de Berlin et s'inquiète de la capacité helvétique à éviter ces actes violents

●●● PAGE 5

ÉDITORIAL

A la synagogue de La Grande-Motte, une tentative d'attentat si prévisible

ALINE JACCOTTET
@AlineJaccottet

Les juifs d'Europe ont peur. Et plus encore depuis samedi, jour où les fidèles de la synagogue de La Grande-Motte ont failli être massacrés dans un attentat. Certes, le coupable a été rapidement arrêté et son acte, largement condamné. Mais il n'est que la spectaculaire manifestation d'une haine anti-juive que rien ne parvient à endiguer.

Les chiffres donnent la nausée. Quelques exemples? En Suisse romande, on déplore 68% d'augmentation des actes antisémites en un an. En France, pire encore: 300% de cas en plus, les auteurs s'attaquant directement aux personnes dans 60% des situations. En Angleterre, les atteintes à des personnes juives ont plus que doublé – 1978 incidents au premier semestre de 2024, contre 964 en 2023.

Rien d'étonnant à ce que ces événements se soient multipliés depuis le 7 octobre dernier, ou que l'assaillant de La Grande-Motte se soit revêtu d'un drapeau palestinien pour attaquer. Millénaire, irrationnel, l'antisémitisme a trouvé dans le conflit israélo-palestinien de quoi nourrir et répandre mieux encore son poison. Ça marche, et depuis longtemps: le sentiment anti-juif en Europe a recommencé d'augmenter à partir des années 2000, relevait récemment le sociologue Michel Wieviorka, soit la période de la seconde Intifada.

L'Europe devrait réprimer encore plus sévèrement l'antisémitisme

La rencontre entre cette très vieille haine et ce conflit qui s'éternise est dramatique pour les juifs, qui désespèrent de pouvoir vivre tranquillement. Et qui sont pris à partie d'un conflit qui, majoritairement, leur échappe: 54% des personnes appartenant à cette confession vivent hors d'Israël. Ils sont donc les spectateurs impuissants de la politique du gouvernement Netanyahou. Mais c'est problématique aussi pour les Palestiniens. Le message de ceux qui cherchent sincèrement à les défendre est décrédibilisé par cet antisémitisme rampant, alors que leur combat est plus important que jamais.

Aujourd'hui donc, les juifs d'Europe ont peur, mais c'est l'Europe qui devrait avoir peur pour les juifs. Ce continent à la si lourde histoire devrait réprimer plus sévèrement encore l'antisémitisme mais, surtout, agir par le biais de l'éducation, du dialogue, de la culture, seuls remèdes à la haine sur le long terme. Il en va de l'avenir de nos démocraties, garantes de la protection des communautés qui cherchent à y vivre en paix. ●●● PAGE 4

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tel +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



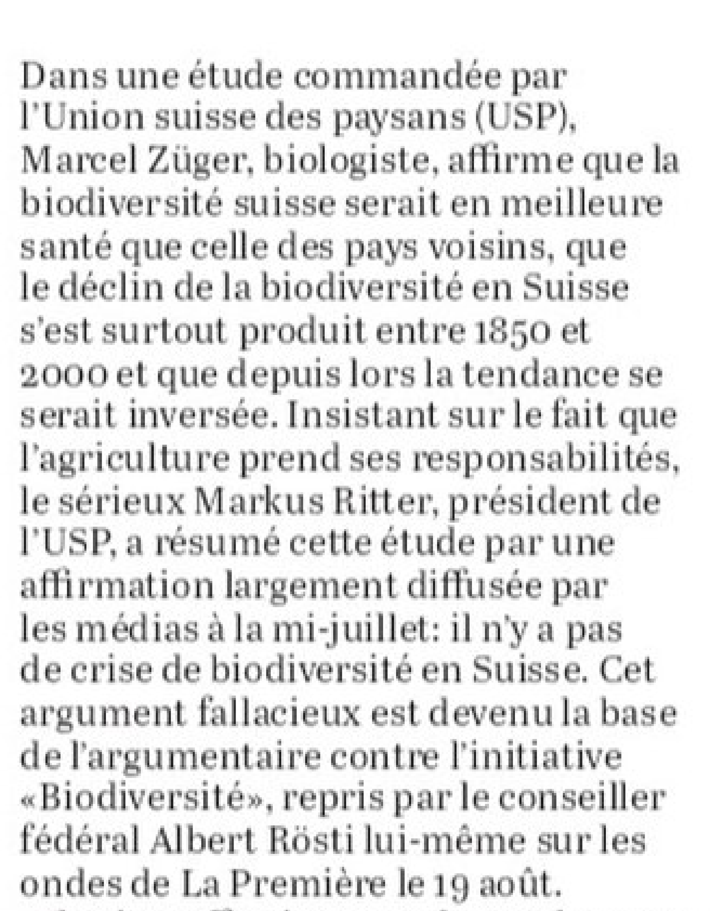
La paysannerie prise en otage

OPINION



FRANÇOIS MARGOT
INGÉNIEUR AGRONOME

Par quel tour de passe-passe la paysannerie est-elle devenue la chair à canon des lobbies des multinationales et du néolibéralisme?



Dans une étude commandée par l'Union suisse des paysans (USP), Marcel Züger, biologiste, affirme que la biodiversité suisse serait en meilleure santé que celle des pays voisins, que le déclin de la biodiversité en Suisse s'est surtout produit entre 1850 et 2000 et que depuis lors la tendance se serait inversée. Insistant sur le fait que l'agriculture prend ses responsabilités, le sérieux Markus Ritter, président de l'USP, a résumé cette étude par une affirmation largement diffusée par les médias à la mi-juillet: il n'y a pas de crise de biodiversité en Suisse. Cet argument fallacieux est devenu la base de l'argumentaire contre l'initiative «Biodiversité», repris par le conseiller fédéral Albert Rösti lui-même sur les ondes de La Première le 19 août.

Il existe effectivement de nombreuses espèces en augmentation, surtout des espèces généralistes qui s'accommodent bien, par exemple, de l'agriculture intensive. Et il faut évidemment se réjouir que certaines mesures de conservation et de promotion de la biodiversité portent leurs fruits. Cependant, prétendre que la biodiversité se porte bien parce que c'est le cas des populations des espèces les plus visibles, c'est un peu comme prétendre que l'agriculture se porte bien parce qu'on observe qu'elle est très bien représentée dans la politique fédérale et que son organisation faîtière est très présente dans les médias!

La réalité est malheureusement tout autre, pour la biodiversité comme pour l'agriculture: différentes études publiées dans des revues scientifiques renommées chiffrent les taux d'extinction actuels de 100 à 1000 fois plus élevés que les changements naturels survenus dans le passé. Le rapport du Conseil fédéral de décembre 2022 sur l'état de l'environnement le résume de manière limpide: «La biodiversité en Suisse est sous pression. Et si les mesures de promotion produisent des effets localement, la biodiversité demeure en mauvais état et ne cesse de décliner».

Il est regrettable que l'USP esquive le débat en diffusant des «vérités» qui arrangent ceux qui les propagent et font écran à la vérité des faits lorsque celle-ci dérange. La voie sur laquelle s'est engagée la plus importante organisation agricole de Suisse est consternante, dangereuse pour notre démocratie et délétère pour la paysannerie. La propagation de tels écrans de fumée s'apparente de manière très préoccupante à ce qui s'est passé pour dissimuler le réchauffement climatique, quand les moyens investis par les compagnies pétrolières pour propager le climatoscepticisme, niant leurs propres constats, ont retardé significativement la prise de conscience politique du réchauffement climatique, de son ampleur et de ses causes anthropiques.

Ce qui est également affligeant, c'est qu'avec cette stratégie de communication agressive, qui tue le débat dans l'œuf, les organisations agricoles exacerbent la victimisation des agricultrices et agriculteurs, présentés comme victimes de la volonté de conserver les ressources naturelles. L'écologie (scientifique comme politique) devient le bouc émissaire du mal-être bien réel des principaux concernés. Les divers problèmes à l'origine de ce mal-être sont de ce fait tirés en corner: faible reconnaissance par la société des spécificités et de la qualité du travail agricole et de la nécessité de payer le juste prix des produits, dépendance de l'agrobusiness et de la grande distribution, bureaucratie excessive engendrée par la complexification de la politique agricole, nécessité de réorienter l'ensemble du système agroalimentaire pour faire face aux limites planétaires, etc.

Comme en 2021 lors de la campagne sur les initiatives concernant les pesticides, la transition écologique demandée à l'agriculture (au même titre qu'aux autres secteurs) est présentée comme l'origine de tous les maux. Ses fondements sont dès lors exclus du débat public, et la diversité des opinions au sein même de la profession est muselée. Les blessures ressenties par les paysannes et les paysans ont objectivé a posteriori le statut de victimes dans lequel le discours de leurs propres organisations, et les répliques sans ménagement de leurs détracteurs, les avaient encerclés. A court terme, cette stratégie du bouc émissaire a été gagnante: les initiatives ont été refusées. Mais les agricultrices et agriculteurs en ont payé le prix fort et le nécessaire débat sur les enjeux qu'elles soulevaient a régressé plus qu'il n'a progressé.

Il semble malheureusement que la campagne contre l'initiative «Biodiversité» soit du même tabac. Par quel tour de passe-passe la paysannerie est-elle devenue la chair à canon des lobbies des multinationales et du néolibéralisme? Notre démocratie, notre agriculture et la biodiversité méritent mieux que ça. Si la biodiversité se porte bien alors il n'y a rien à craindre d'une initiative qui veut simplement inscrire sa protection dans notre Constitution fédérale. Et si ce n'est pas le cas, discuter des faits serait plus responsable que de partir en guerre sous l'étendard d'arguments fallacieux. ■

Pour assurer notre sécurité nationale, gardons Beyond Gravity en Suisse!

OPINION




ISABELLE CHAPPUIS
CONSEILLÈRE NATIONALE (LE CENTRE/VD)

PASCAL BROULIS
CONSEILLER AUX ETATS (PLR/VD)

Si sa privatisation pouvait être défendue il y a quelques années, il est nécessaire à l'heure actuelle de revoir cette décision



Il y a cinq ans, la Confédération a décidé d'entreprendre des démarches pour vendre RUAG Space, qui a changé de nom depuis en Beyond Gravity. Cette décision se basait principalement sur le fait que le domaine spatial ne répondait pas directement aux besoins de notre armée. D'ici à la fin de cette année, les deux Chambres vont traiter de la vente, ou pas, de cette activité.

Or, le contexte du domaine spatial et de défense a radicalement changé depuis 2019. En effet, le domaine spatial se développe davantage et est à la pointe de l'innovation. Le continent européen a également retrouvé une place de premier plan dans l'industrie spatiale. L'espace est devenu hautement politique pour les Etats. Tristement, la guerre est revenue en Europe. A ce titre, la veille de l'invasion de l'Ukraine en février 2022, le réseau satellitaire utilisé par les forces armées ukrainiennes a été victime d'une cyberattaque. De manière collatérale, celle-ci a touché des infrastructures critiques et des milliers de particuliers en Europe. Cette situation démontre l'utilité des systèmes spatiaux pour les armées, qui permettent de mieux organiser la défense terrestre, aérienne et spatiale. Elle met en exergue la vulnérabilité des systèmes satellitaires et spatiaux aux cyberattaques. Cette vulnérabilité sera un réel défi pour nos nations ces prochaines décennies. Il existe ainsi un intérêt primordial pour notre armée à disposer de compétences supplémentaires dans le domaine spatial et de pouvoir s'appuyer sur l'expertise de Beyond Gravity.

Beyond Gravity est un pionnier de l'industrie spatiale mondiale. Cette société emploie plus de 1600 personnes, réparties en Suisse et dans six autres pays. Elle a et aura un rôle pivot dans le développement des capacités spatiales de notre pays et de l'Europe. Si sa privatisation pouvait être défendue il y a quelques années, il est nécessaire à l'heure actuelle de revoir cette décision. En effet, la vente de Beyond Gravity n'est pas encore actée et il est encore temps pour notre pays de faire le choix sensé en conservant cette société d'intérêt national. Le maintien de Beyond Gravity en main de la Confédération permettra de garantir la poursuite du leadership de la Suisse en technologie spatiale.

Les atouts de Beyond Gravity sont nombreux. La société est experte dans les systèmes de propulsion et les composants satellitaires. Ceux-ci sont cruciaux notamment pour les missions de l'Agence spatiale européenne. La présence de Beyond Gravity permet à notre pays d'influencer la politique spatiale européenne et, ce faisant, de renforcer son pouvoir de négociation dans d'autres domaines stratégiques, tels que l'éducation ou les accords bilatéraux. La présence de Beyond Gravity favorise les collaborations académiques internationales, permettant aux universités et institutions de recherche suisses de s'associer à des homologues mondiales et de stimuler l'innovation dans des domaines tels que l'astrophysique et l'ingénierie spatiale. Le rôle clé de Beyond Gravity doit ainsi être conservé dans notre pays.

Si la vente de Beyond Gravity peut apporter des revenus immédiats, les avantages à long terme de sa conservation l'emportent largement sur les gains immédiats.

En somme, si nous abandonnons la technologie spatiale maintenant, nous la perdrons à tout jamais. Il est ainsi nécessaire de maintenir Beyond Gravity en main de la Confédération et de reconnaître ses missions comme tâche prioritaire de l'Etat. ■

SUR NOTRE SITE

La guerre en Europe

Dans les esprits et sur notre territoire, la guerre est revenue. Retrouvez une série de tribunes publiées début août qui explorent ce à quoi la guerre de demain pourrait ressembler, ce que devrait être une meilleure sécurité, et les implications de ces bouleversements massifs sur le continent et sur la neutralité suisse. Avec le chercheur **Jean-Marc Rickli**, du Centre de politique de sécurité; l'ex-député européen **Arnaud Danjean**; mais aussi l'UDC **Marie-Bertrande Duay**, le Vert **Nicolas Walder**, et **David Baverez**, l'investisseur et auteur du tout récent «Bienvenue en économie de guerre!» Retrouvez ce dossier sur notre site ou à l'aide de ce code QR:



Prendre au sérieux la menace hybride qui pèse sur nous

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La commission d'étude sur la politique de sécurité, qui publiera son rapport le 29 août prochain, souffrait de deux défauts d'origine. Mme Viola Amherd, présidente de la Confédération, qui l'a instituée, n'a pas écouté ceux de ses collègues qui auraient préféré que le mandat émane du Conseil fédéral lui-même et non du seul Département de la défense. De la sorte, on aurait obtenu un meilleur équilibre dans sa composition et une définition plus rigoureuse de ses tâches. Elle aurait eu une meilleure assise dans l'opinion et plus d'impact. De plus, le choix des membres de la commission relève de la confusion des genres: des professeurs, des hauts fonctionnaires et des représentants d'institutions civiles y côtoyaient des parlementaires désignés par leur parti. Or, le parlement aura à se prononcer sinon sur le rapport du moins sur les orientations qu'il préconise. Un député s'est retiré en cours de route, deux autres ont songé à l'imiter. Ils ne peuvent être à la fois juge et partie.

Cela dit, la commission comptait de fortes personnalités en son sein, qui ont exprimé leur opinion propre et ne se sont pas contentées de relayer la vérité officielle. Ses membres ont pris leur travail au sérieux, ils se sont rendus à Bruxelles au siège de l'OTAN et de l'UE. La commission n'était pas chargée de disserter sur les relations internationales mais de décrire la situation stratégique de la Suisse et de proposer des moyens pour mieux la maîtriser. La plupart des experts sont conscients de la menace qui pèse sur notre pays du fait de la dégradation de la situation stratégique de l'Europe, depuis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. La Suisse fait face comme tous les pays européens à un risque d'attaques hybrides, menées à coups de tentatives de déstabilisation, de désinformation, d'espionnage et de sabotage.

Son rôle de centre commercial, économique et financier, de nœud de communication, et son système de valeurs démocratique, libéral, artisan du multilatéralisme et défenseur des droits de l'homme, la rattachent au destin des peuples d'Europe occidentale. La Suisse n'est pas en mesure de se défendre seule. Elle doit renforcer sa collaboration avec ses partenaires traditionnels. Il convient d'utiliser davantage les ressources du Partenariat pour la paix établi avec les pays de l'OTAN depuis 1996. L'Union européenne fait montre d'une nouvelle dynamique en matière de sécurité, de défense et d'armement qui ouvre d'intéressantes perspectives de coopération. Il faut savoir saisir ces occasions. Ce message n'est pas nouveau: le Conseil fédéral le répète rapport après rapport depuis 2022.

Comme le relève l'un des membres de la Commission dans la *NZZ am Sonntag*, Daniel Möckli, les bouleversements de la scène stratégique ne se limitent pas aux agissements de la Russie. «Les pays du Sud et notamment les Etats autoritaires gagnent en force; un arc de crises s'étend autour de l'Europe jusqu'au Sahel. Les institutions internationales ne sont plus en mesure de faire appliquer l'interdiction générale du recours à la violence. L'économie est devenue un enjeu géopolitique, que ce soit par l'intrusion des Etats (sanctions, protectionnisme, politiques industrielles, contrôle des exportations) ou par la dépendance des chaînes de production (accès aux matières premières, aux matériaux rares, au transport maritime…).»

La commission rejoint le Conseil fédéral en proposant de multiplier les exercices militaires communs avec les armées de pays voisins, de veiller à la compatibilité des équipements et de s'entraîner à la cyberguerre. Elle devrait aussi proposer de redéfinir la politique de neutralité, en vue notamment de moderniser la doctrine en matière de réexportation d'armes. Jusqu'ici, le Conseil fédéral s'est montré réfractaire à toute tentative de limiter sa liberté d'action en fixant des critères et des obligations nouvelles. Il est douteux qu'il accepte maintenant de renoncer à la flexibilité dont il dispose en la matière. Ce ne serait pas habile alors qu'il s'apprête à combattre l'initiative de l'UDC sur la neutralité qui l'entraverait méchamment. ■

Telegram: un choc mondial se dessine

TECHNOLOGIE L'arrestation à Paris de Pavel Durov, patron de la messagerie Telegram, a suscité de la stupeur. Elle soulève des questions sur la modération en ligne, le chiffrement des données ou la libre expression. L'onde de choc pourrait toucher, entre autres, WhatsApp

ANOUCH SEYDTAGHIA
@Anouch

Ce samedi 24 août restera une date majeure dans l'histoire des communications sur le web. Pour la première fois, le directeur d'une application de messagerie majeure a été arrêté, puis placé en garde à vue. On ne parle pas d'une obscure app utilisée par un cercle d'initiés. Il s'agit de Telegram, une messagerie utilisée par plus de 900 millions de personnes et aux fonctions comparables à WhatsApp. L'arrestation de Pavel Durov, cofondateur et directeur de Telegram, dépasse sa personne et même son entreprise: derrière son interpellation, c'est une partie de l'avenir des messageries qui se joue, du chiffrement des données à la modération du contenu, en passant par la liberté d'expression. Voici les enjeux de cette affaire hors norme.

Pourquoi Pavel Durov a-t-il été arrêté?

D'origine russe, l'entrepreneur de 39 ans, qui possède aussi un passeport français, était poursuivi en France par l'Office chargé de la lutte contre les violences faites aux mineurs. Le mandat de recherche de ce milliardaire – sa fortune est estimée à 9 milliards de dollars selon Bloomberg – listait des infractions telles l'escroquerie au trafic de stupéfiants, le cyberharcèlement, la criminalité organisée ou l'apologie du terrorisme et la fraude. Des accusations très larges, à la mesure de la liberté d'expression quasi totale régnant sur Telegram. Il y est possible de créer des chaînes publiques, pouvant rassembler 200 000 personnes, pour diffuser n'importe quel type de contenu.

L'app est un hybride entre messagerie et réseau social. «Pavel Durov gère Telegram en accord avec ses propres convictions libertariennes. Cela revient à refuser toute forme de censure sur sa plateforme. Cette approche se heurte frontalement aux législations en vigueur dans de nombreux pays qui considèrent qu'il est illégal de distribuer du matériel pédopornographique, de faire l'apologie de groupes terroristes, ou de disséminer des informations en lien avec des activités (cyber-)criminelles (escroquerie, trafic de stupéfiants, etc.)», note Pascal Junod, cryptographe et directeur de la société Modulo P.

Pour rappel, Telegram est un service de messagerie à la base gratuit, très facile d'utilisation, sans contrôle d'âge et immensément populaire. Ses 900 millions d'utilisateurs sont à comparer aux quelque 3 milliards d'accros à WhatsApp, première messagerie au monde.

Rapidement, la société, qui ne compte que 60 employés, a réagi. «Telegram respecte les lois de l'Union européenne, y compris celle sur les services numériques. Sa modération est conforme aux normes de l'industrie et s'améliore constamment», a écrit la firme. Selon Telegram, «Pavel Durov, n'a rien à cacher» et «il est absurde de prétendre qu'une plateforme ou son propriétaire sont responsables des abus commis sur cette plateforme».


PAVEL DUROV
COFONDATEUR ET DIRIGEANT DE TELEGRAM

Telegram allait-il trop loin?

On l'a dit, l'app ne réagit que très rarement aux injonctions des autorités. Cela permet aussi à des personnes persécutées de s'y exprimer, à des défenseurs des droits de l'homme de communiquer ou à des Russes de s'informer sans censure, par exemple. Pour Edward Snowden, cette arrestation est ainsi «une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, à savoir la liberté d'expression et d'association». Le lanceur d'alerte s'est dit, sur X, «surpris et profondément attristé que Macron se soit abaissé au point de prendre des otages pour accéder à des communications privées. Cela rabaisse non seulement la France, mais le monde entier.»

La situation est ainsi loin d'être en noir et blanc: Telegram est parfois une scène de crime, parfois un refuge pour la libre expression. «Contrairement aux autres messageries sécurisées (WhatsApp, iMessage, Signal, Threema, etc.) et contrairement à une croyance populaire tenace, Telegram n'utilise par défaut pas de chiffrement de bout-en-bout. Cela signifie que la majorité des messages échangés transitent en clair sur leurs serveurs. En d'autres termes, cette plateforme serait dans une position très favorable, techniquement parlant, pour identifier et éliminer les contenus illégaux», relève Pascal Junod.

Pour Jean-Pierre Hubaux, directeur académique du Center for Digital Trust (C4DT) de l'EPFL, cette arrestation est «un événement rare. C'est un message fort des autorités». Et cela pourrait avoir une influence sur la liberté d'expression, poursuit le professeur: «Il y a une volonté des pouvoirs publics, en tout cas des services de maintien de l'ordre, d'affaiblir les systèmes de chiffrement utilisés dans les messageries. C'est une démarche qui comporte des risques importants, car elle va à l'encontre de la protection des données. La bonne solution est à rechercher du côté de la surveillance ciblée des personnes suspectes, et pas dans l'affaiblissement de la protection globale.»

Quel sera l'impact sur le chiffrement des messages?

Telegram permet de chiffrer les conversations paramétrées par les utilisateurs comme «secrètes» – personne, ni les autorités, ni l'entreprise, ne peuvent avoir accès aux messages. Par contre, toutes les autres communications peuvent en théorie être accessibles par des polices, par Telegram ou d'autres entités étatiques. Telegram est donc hybride à ce sujet. Depuis des années, de nombreux pays, dont la France, exigent un affaiblissement du chiffrement des communications sur WhatsApp ou Telegram. Sans succès.

L'arrestation de Pavel Durov va relancer ce débat, selon Jean-Pierre Hubaux. «Notre société veut deux choses. D'un côté, assurer la sécurité des citoyens, en protégeant notamment les enfants (lutte contre la pédopornographie) ou encore en réprimant les tendances extrémistes et violentes, etc. De l'autre, elle veut assurer la protection des données et donc de la sphère privée. Sur internet, l'Etat n'a pas les moyens de remplir lui-même ces deux fonctions. Ce sont des entreprises privées telles que Telegram qui de fait doivent s'en charger. C'est une responsabilité énorme et une tâche très complexe. Le problème ne va pas disparaître de sitôt.»

Les législateurs, notamment au niveau de l'Union européenne, cherchent à résoudre ce problème. Comme le relève Pascal Junod, «les options sur la table sont soit d'interdire le chiffrement de bout-en-bout, soit de l'affaiblir en y intégrant des portes dérobées à l'usage exclusif des forces de l'ordre, soit de scanner les échanges à l'entrée du tuyau, c'est-à-dire sur les téléphones ou les ordinateurs des usagers.»

Mais comme le précise le spécialiste en cryptographie, «aucune de ces alternatives n'est satisfaisante: interdire le chiffrement de bout-en-bout consisterait à redonner plein pouvoir aux grandes plateformes sur les données privées de milliards de personnes et augmenterait les risques de surveillance massive en ligne. De plus, des portes dérobées sont susceptibles d'être abusées soit par des gouvernements peu scrupuleux de la vie privée de leurs citoyens, soit par des cybercriminels. Enfin, il n'est pour l'instant techniquement pas possible de scanner les échanges avant de les chiffrer d'une manière qui soit à la fois suffisamment fiable et respectueuse de la vie privée des utilisateurs.»

D'autres messageries devront-elles s'adapter?

WhatsApp, Signal ou Threema pourraient devoir évoluer drastiquement. «En fonction de la législation qui sera adoptée et mise en place, il est possible que les grandes plateformes aient à choisir entre quitter le marché et abandonner leurs utilisateurs dans certains pays (une option qui serait privilégiée par Signal, par exemple), ou de s'y plier et de renoncer au chiffrement de bout-en-bout, voire de scanner le contenu avant de le chiffrer», avance Pascal Junod. ∎

La Russie vent debout pour sauver le «soldat Pavel Durov»

RÉACTIONS La garde à vue du patron de Telegram a mis en lumière l'utilisation massive de cette application en Russie, y compris par les militaires pour leurs opérations en Ukraine

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA

Hier, la Russie retenait toujours son souffle concernant le sort réservé en France au fondateur du réseau sécurisé Telegram, Pavel Durov, arrêté samedi dernier à la descente de son jet privé à l'aéroport du Bourget. Selon la presse hexagonale, ce milliardaire de 39 ans, natif de Saint-Pétersbourg (qui a également la nationalité française), faisait l'objet d'un mandat d'arrêt pour une série d'infractions graves, allant de l'apologie du terrorisme à la diffusion d'images pédopornographiques en passant par le trafic de stupéfiants. Autant de délits rendus possibles par le pseudonymat – Telegram a accès aux numéros de téléphone des utilisateurs, même si ceux-ci peuvent le cacher aux yeux des autres – que le service garantit à ses utilisateurs.

Dans la Russie d'aujourd'hui, cette précision est tout sauf anodine. Pavel Durov est certes un «enfant du pays» et l'un des membres les plus secrets de la jet-set internationale, mais il est surtout le créateur d'une application dont personne ne semble plus pouvoir se passer dans le pays de Vladimir Poutine. Selon des chiffres de la fin de l'année 2023, la Russie compte 85 millions d'utilisateurs, et leur nombre ne cesse de croître.

Un pied de nez au Kremlin

Les Russes utilisent Telegram pour communiquer en toute discrétion mais aussi pour s'informer. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, c'est sur Telegram que l'on trouve les meilleures analyses et informations sur la guerre, les voix des propagandistes se mêlant à celles des opposants. «L'immense popularité de Telegram s'explique par un constat très simple: même les plus fervents partisans du régime ne croient plus à ce que leur raconte la télé», explique au *Temps* l'écrivain et scénariste Ivan Filippov, qui passe ses journées à étudier les publications des «Z patriotes» russes.



Le vice-président de la Douma russe, Vladislav Davankov, a diffusé dimanche cette image montrant des membre de son parti Nouvelles personnes arborant des avions en papier en référence au logo de Telegram, en soutien à Pavel Durov, devant l'ambassade de France à Moscou. *(COMPTE TELEGRAM D'ANDREI DAVANKOV/AFP)*

> «C'est grâce à Telegram que nous définissons nos cibles pour les missiles balistiques, l'artillerie et l'aviation»
> KIRILL FIODOROV, EXPERT RUSSE

Pavel Durov lui-même affirme qu'il a créé en 2014 ce réseau comme un pied de nez aux autorités de son pays qui l'auraient poussé à l'exil après avoir pris le contrôle de sa précédente création VKontakte, le «Facebook russe» (en échange tout de même d'une coquette somme). Depuis, il entretient une relation en dents de scie avec la Russie, alimentant bon nombre de spéculations sur la véritable nature de ce «deal» avec le Kremlin.

C'est à cette lumière qu'il faut lire les déclarations d'un certain nombre de responsables russes qui ont pris contre toute attente sa défense ce week-end. La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova s'est ironiquement interrogée si les organisations internationales de défense de la liberté de la presse allaient prendre la défense de Pavel Durov alors que la commissaire aux droits de l'homme Tatiana Moskalokva, a dénoncé une tentative de réduire au silence «une plateforme où l'on peut apprendre la vérité sur les événements qui se déroulent dans le monde». Cette dernière reste en revanche muette sur les tentatives russes de restreindre l'accès de leurs citoyens à la Toile – c'est la plateforme YouTube qui est actuellement dans le viseur des autorités – et n'a rien dit lorsqu'elles ont mis des bâtons dans les roues de ce même Pavel Durov en Russie.

Un réseau utile pour attaquer l'Ukraine

Une hypothèse, avancée par bon nombre de spécialistes militaires à Moscou, pourrait expliquer ce soudain acharnement des fonctionnaires russes à sauver «le soldat Durov» des griffes de la justice française. A savoir l'utilisation de Telegram par l'armée russe pour coordonner ses opérations en Ukraine – ce qui pourrait, avancent même certains, être la véritable raison de l'arrestation de son fondateur par Paris.

«Que cela vous plaise ou non, c'est grâce à Telegram que nous définissons nos cibles pour les missiles balistiques, l'artillerie et l'aviation. C'est aussi grâce à Telegram que nous communiquons également avec nos sources en matière de renseignement militaire», expliquait récemment à la télévision l'expert Kirill Fiodorov. «La détention de Durov n'aurait peut-être pas eu d'écho en Russie, s'il n'y avait pas eu ce détail: dans l'absence d'un système interne suffisamment sécurisé, Telegram est devenu le principal service de messagerie de notre armée», assure quant à lui Andreï Medvedev, un ancien officier des forces spéciales.

Tous s'interrogent, bien évidemment, sur les conséquences si cette mine d'informations se retrouvait aux mains des services occidentaux. Margarita Simonian, la directrice de la chaîne de télévision Russia Today, principal vecteur de la propagande du Kremlin à l'étranger, a aussitôt appelé militaires et fonctionnaires à «immédiatement effacer» leurs échanges sur Telegram. ∎

Kamala Harris passe aux choses sérieuses

ÉTATS-UNIS A partir de demain, la candidate démocrate à la Maison-Blanche sera en campagne en Géorgie, un Etat clé. Son équipe sollicite les élus du Congrès pour porter son message ainsi qu'une cohorte de juristes pour anticiper une contestation des résultats

STÉPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

Après l'euphorie de la convention démocrate de Chicago, qui a montré l'unité du parti derrière sa candidate à la Maison-Blanche et un enthousiasme hors norme, les choses sérieuses commencent pour Kamala Harris. Et il y a urgence. Les premiers votes anticipés auront déjà lieu au cours des deux dernières semaines de septembre. Sur le radar de la démocrate, il y a tout d'abord sa première interview avec un grand média américain d'ici à samedi. Il y a aussi le 10 septembre prochain son premier débat télévisé avec Donald Trump qui semble toutefois hypothétique. Ce dernier, jugeant la chaîne ABC biaisée, serait prêt à renoncer à y participer.

Eviter l'erreur d'Hillary

Il y a ensuite le travail de terrain qui se concentrera avant tout sur sept Etats déterminants pour le résultat de l'élection du 5 novembre: Géorgie, Arizona, Michigan, Nevada, Caroline du Nord, Pennsylvanie et Wisconsin. Kamala Harris est consciente que la victoire se jouera à peu de chose. Elle évitera l'erreur qu'avait commise Hillary Clinton il y a huit ans. Cette dernière n'avait pas jugé nécessaire à l'époque de faire campagne, dans la dernière ligne droite, dans des Etats comme le Michigan et le Wisconsin, deux Etats qu'elle finira par perdre pour quelques milliers de voix.

Alors que son rival Donald Trump devait parler lundi devant l'Association de la Garde nationale des Etats-Unis à Détroit dans l'Etat clé du Michigan, où il s'est déjà rendu sept fois cette année, la démocrate va concentrer ses efforts cette semaine sur la Géorgie. Un Etat que Joe Biden avait remporté avec quelque 11 000 suffrages d'avance en 2020 face à Donald Trump. C'était la première fois depuis 1992 qu'un démocrate gagnait cet Etat au passé ségrégationniste. Le candidat Trump y avait gagné en 2016 face à Hillary Clinton.

A bord du bus de campagne et en compagnie de son colistier Tim Walz, elle va sillonner cet Etat du Sud et s'adresser à différents électorats, urbains et suburbains d'un côté, ruraux de l'autre. La candidate, qui visite la Géorgie pour la septième fois cette année, va s'attarder notamment dans les comtés comprenant un fort électorat afro-américain. En 2020, grâce aux efforts accomplis par la figure démocrate Stacey Abrams, les électeurs noirs avaient joué un rôle décisif dans la victoire de Joe Biden.

> **Les influenceurs ont été particulièrement sollicités pour diffuser le message de la candidate**

A l'échelle américaine, on n'a jamais vu une entrée en lice aussi tardive dans la course à la Maison-Blanche. Mais Kamala Harris semble mettre les bouchées doubles car il ne reste qu'un peu plus de 70 jours d'ici au 5 novembre. L'actuelle vice-présidente a recruté de nombreux démocrates de la Chambre des représentants pour servir de porte-parole (*surrogates*) de la campagne. Quand il était encore candidat, Joe Biden avait plutôt snobé ces élus, estimant que son cercle rapproché était suffisant pour diffuser le message de sa campagne, relève le média Axios. Aujourd'hui, sollicités par la démocrate de 59 ans, ils sont tout enthousiastes. A Savannah, jeudi, Kamala Harris devra relever le défi de présenter le bilan positif d'un président démocrate désormais impopulaire et montrer qu'elle incarne le changement. A Chicago, elle a réussi ce prodige, insistant sur le grand potentiel des Etats-Unis, l'espoir, le patriotisme et surtout une notion qui semblait être monopolisée par les républicains: la liberté.

Le travail de terrain importe. Mais l'actuelle présidentielle s'inscrit dans un contexte nouveau. S'il est essentiel de rencontrer la population en personne, il est tout aussi important de mener une puissante campagne électorale sur les réseaux sociaux. A la récente convention démocrate, les influenceurs ont été particulièrement sollicités pour diffuser le message de la candidate Harris.

Sujets tabous

Dans la campagne la plus étonnante de ces dernières décennies, Kamala Harris a tôt fait de choisir un président de sa future équipe de transition dans la perspective d'une victoire le 5 novembre. Cette dernière sera dirigée par l'actuel ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), Yohannes Abraham. Ce n'est pas tout. Le camp démocrate a déjà mis en place une flopée de juristes et d'experts juridiques qui superviseront des centaines d'avocats et des milliers de volontaires. Motif? Il anticipe déjà les probables actions que mèneront en justice les républicains pour contester des votes, des règles électorales, voire le résultat des élections. En 2020, les républicains, sous la coupe du président Trump, avaient déposé plusieurs dizaines de recours devant la justice pour contester la victoire de Joe Biden. En vain. La justice leur avait donné tort.

Pour continuer de surfer sur une vague positive, Kamala Harris a besoin de fonds pour arroser les chaînes de télévision et de radio de publicités électorales. Dans le sillage de la convention de Chicago, cela semble plutôt bien marcher. Son équipe a levé en date du 25 août 540 millions de dollars en cinq semaines, un record dans l'histoire des présidentielles américaines. Durant la seule convention, 82 millions ont été levés. A titre de comparaison, Donald Trump n'a levé «que» 268 millions entre janvier et juillet 2024. Le message plus centriste de la démocrate paraît davantage convaincre. Par le passé, elle militait pour une «caisse unique» (*single payer system*) sous le nom de «Medicare for all». Elle était favorable à interdire la fracturation hydraulique (gaz et pétrole de schiste). Aujourd'hui, elle n'en parle plus. ▬

La Russie reprend ses frappes contre le réseau énergétique ukrainien

GUERRE Plus de 200 drones et missiles se sont abattus hier sur le pays. Le président Zelensky a dénoncé «l'une des attaques les plus massives» et exhorté ses alliés à faire davantage pour la protection du ciel ukrainien

PIERRE ALONSO, KIEV
X @pierre_alonso

Hier à l'aube, des rafales d'armes lourdes ont retenti dans la capitale ukrainienne: la défense antiaérienne tentait d'abattre des drones Shahed, plus de soixantaine, lancés par la Russie à travers le pays. Ce n'était en réalité que la première phase d'une «attaque combinée», qui se révélera être «l'une des plus massives» contre l'Ukraine, comme la qualifiera plus tard le président Volodymyr Zelensky.

La deuxième phase, dans la matinée, a pris forme d'une pluie de missiles. «Plus de centaine», de tous types, a expliqué le chef de l'Etat, en énumérant: missiles de croisière tirés par l'aviation russe et les navires en mer Noire, missiles balistiques de conception nord-coréenne ainsi que des Kinjal hypersoniques… De fortes explosions ont alors été entendues à Kiev, où les stations de métro se sont remplies d'habitants venus s'y abriter. Des drones Shahed ont continué à survoler le pays pendant plusieurs heures. Les derniers ont été abattus en début d'après-midi.

Des drones de diversion

Pour l'expert militaire Valeriy Romanenko, cité par la radio Novoe Vremia, les drones ont servi de diversion pour la défense antiaérienne afin que les missiles, plus difficiles à intercepter, aient davantage de chances de toucher au but. «Les drones ne font que jouer un rôle de soutien. Ils changent de trajectoire à plusieurs reprises. Comme la portée du drone peut atteindre 1500 km, celui-ci peut faire plusieurs cercles dans une même région ou dans des régions voisines», souligne-t-il, ajoutant que les Shahed peuvent voler «sept ou huit heures sans problème».

L'alerte aura duré près de huit heures à Kiev, où la précédente attaque d'une ampleur comparable remonte au 8 juillet, lorsque l'armée russe avait, entre autres, touché l'hôpital pour enfants Okhmatdyt. Les autorités ukrainiennes ont indiqué qu'en tout, 15 régions avaient été touchées hier. Au moins quatre personnes ont été tuées, et des «dizaines» blessées.

Dans une allocution diffusée à la mi-journée, Volodymyr Zelensky a dénoncé une «attaque vile qui ciblait des infrastructures civiles», à savoir le secteur énergétique, qui a subi des «dégâts importants». Plusieurs quartiers de Kiev ont connu des coupures d'électricité de plusieurs heures dans la journée. L'administration locale a annoncé l'ouverture de centres d'aide d'urgence, où il est possible de recharger ses batteries et appareils, et de se connecter à internet. Ces «points d'invulnérabilité» avaient déjà été déployés à l'hiver 2022-2023, lorsque la Russie avait mené sa première campagne contre le système énergétique ukrainien.

Barrage hydroélectrique

Au nord de la capitale, au moins un missile a atteint l'immense barrage hydroélectrique, qui retient un bassin d'eau douce appelé «la mer de Kiev». Selon Rouslan Kravchenko, le chef de l'administration militaire régionale, l'édifice n'est pas gravement endommagé, malgré un départ d'incendie.

> **«Un tel raid a été précédé d'une longue et très minutieuse préparation»**
> VALERIY ROMANENKO, EXPERT MILITAIRE

Dans un communiqué, le Ministère de la défense russe a revendiqué avoir «mené une frappe massive […] contre les infrastructures énergétiques importantes permettant le fonctionnement du complexe militaro-industriel de l'Ukraine». Moscou assure que «toutes les cibles ont été atteintes».

La première campagne contre le réseau énergétique ukrainien vaut aux deux plus hauts responsables de l'armée russe des mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale. Délivrés en juin 2024, ils visent Sergueï Choïgou, alors ministre de la Défense, et Valeri Guerassimov, le chef d'état-major, pour des faits commis entre le 10 octobre 2022 et le 9 mars 2023.

Au printemps 2024, la Russie a de nouveau pris pour cible le réseau énergétique, en se concentrant sur ses capacités de production. Depuis, l'Ukraine connaît des coupures régulières, avec une période critique en juillet à cause d'une vague de chaleur. La situation s'améliorait ces dernières semaines.

Dans son allocution, Volodymyr Zelensky a exprimé sa frustration vis-à-vis de ses alliés, qu'il exhorte à «mettre en place tout ce qui a fait l'objet d'un accord». Au-delà des livraisons d'armes, il les invite à participer plus directement à la protection du ciel de l'Ukraine: «Nous pourrions beaucoup mieux [nous] protéger si l'aviation de nos voisins européens travaillait de concert avec nos F-16 et notre défense antiaérienne», a lancé le président, en rappelant qu'Israël a bénéficié de cette assistance de Paris, Londres et Washington lorsque l'Iran l'a attaqué en avril.

Hier, Varsovie a fait décoller ses avions pour protéger le territoire polonais, mais ils ne sont pas intervenus contre les missiles qui s'abattaient à quelques kilomètres, dans l'ouest de l'Ukraine. L'armée polonaise enquête pour déterminer la nature de «l'objet volant» qui est brièvement entré dans son espace aérien avant de disparaître. «Il pourrait s'agir, avec une grande probabilité, d'un drone Shahed», a déclaré un porte-parole de l'armée.

Ces frappes russes interviennent alors que l'Ukraine a célébré ce week-end les 33 ans de son indépendance. L'ambassade américaine à Kiev avait émis une alerte la semaine dernière à propos d'une possible attaque autour de cette date. Pour l'expert militaire Valeriy Romanenko, «un tel raid a été précédé d'une longue et très minutieuse préparation».

C'est le premier de cette ampleur depuis que l'Ukraine a lancé une offensive dans la région russe de Koursk, où Kiev contrôle environ 1200 kilomètres carrés après trois semaines. D'après la presse américaine, cette opération a fait dérailler des pourparlers indirects, via le Qatar, visant à ce que les deux Etats en guerre cessent de cibler leurs infrastructures énergétiques respectives. ▬

MAIS ENCORE

Macron écarte l'option d'un gouvernement de gauche
Le président français Emmanuel Macron a exclu hier l'option d'un gouvernement de gauche, au nom de la «stabilité institutionnelle», et annoncé à partir d'aujourd'hui de nouvelles consultations «avec les responsables des partis» et des «personnalités», selon un communiqué de l'Elysée. (AFP)

La Grande-Motte entre deux feux

FRANCE Alors que l'enquête se poursuit sur l'attaque déjouée samedi contre la synagogue de la cité balnéaire de l'Hérault, une fusillade en marge d'un concert a fait un mort et un blessé grave lundi à l'aube

AFP

L'enquête sur l'attaque de la synagogue de La Grande-Motte (Hérault) se poursuivait hier afin notamment de déterminer le projet du principal suspect et le rôle des trois autres personnes placées en garde à vue, a indiqué une source proche du dossier.

L'homme, un Algérien de 33 ans en situation régulière en France qui a été blessé au visage lors de son interpellation samedi soir à Nîmes, n'est plus hospitalisé et devait être entendu par les enquêteurs. Selon la source proche du dossier, l'analyse des images de vidéosurveillance est en cours afin de déterminer les armes détenues par le suspect.

Samedi matin, il a été filmé par des caméras de vidéosurveillance, le visage découvert et un drapeau palestinien à la ceinture, alors qu'il tentait de mettre le feu à la synagogue, avant l'office matinal du shabbat qui accueille de nombreux fidèles. Cinq personnes seulement, dont le rabbin, se trouvaient à l'intérieur et le suspect a dû prendre la fuite du fait de l'intervention rapide des forces de l'ordre.

Proches du rappeur SCH ciblés

Alors que la station balnéaire de l'Hérault, proche de Montpellier, était toujours placée sous haute sécurité hier et se recueillait autour d'une communauté juive en choc, un autre évènement dramatique est venu perturber ses habitants, moins de 48 heures après l'attaque déjouée contre la synagogue.

Un proche du rappeur marseillais SCH a été tué par balles et un autre grièvement blessé lundi à l'aube, à leur départ de la célèbre discothèque La Dune, où l'artiste venait de se produire. Dans l'après-midi, le parquet de Montpellier a précisé dans un communiqué qu'«une trentaine de douilles de gros calibre» avaient été retrouvées par les enquêteurs sur place et qu'une enquête était ouverte pour «meurtre en bande organisée, tentative de meurtre en bande organisée et participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation des crimes précités».

Toujours selon le parquet, «plusieurs proches du rappeur SCH» étaient dans le véhicule ciblé, et quatre hommes, «activement recherchés», se trouvaient à bord du véhicule des tireurs, qui a pris la fuite après les faits. Selon une source proche du dossier, ce véhicule a été retrouvé sur la commune voisine de Lunel, sans être incendié, un procédé habituel dans les affaires de grand banditisme ou de narcobanditisme.

«Règlements de comptes»

Les deux hommes ont été pris pour cible aux alentours de 6h, à quelques centaines de mètres de la boîte de nuit, sur une route ultra-fréquentée la journée mais déserte la nuit, qui longe le bord de mer vers Carnon.

Selon une source proche du dossier, confirmant une information initiale du quotidien régional *Midi Libre*, les deux victimes étaient à bord d'un des véhicules que peut emprunter habituellement SCH, 31 ans, Julien Schwarzer de son vrai nom.

Le passager, décédé, a été atteint de deux balles dans le thorax et le conducteur a été grièvement blessé. Son pronostic vital est engagé, selon la gendarmerie.

De source proche du dossier, le mode opératoire de ce guet-apens semble se rapprocher de celui des «règlements de comptes» entre trafiquants de stupéfiants qui ont ensanglanté l'année 2023 à Marseille, avec 49 morts, des «narchomicides». ▬

Le drame de Solingen fait le jeu de la droite dure

ALLEMAGNE L'attaque au couteau de vendredi passé a été perpétrée par un réfugié syrien radicalisé qui aurait dû être expulsé. La classe politique tente de réagir tandis que la droite conservatrice et l'extrême droite surfent sur la vague



Des fleurs, des bougies et des messages (au centre, une inscription «L'amour au lieu de la haine») ont été déposés près de l'endroit de l'attaque au couteau, qui a fait trois morts et plusieurs blessés. *(SOLINGEN, 26 AOÛT 2024/INA FASSBENDER/AFP)*

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN
@delphnerbollier

Olaf Scholz a attendu deux jours pour se rendre à Solingen, sur le lieu de l'attaque au couteau qui a fait trois morts, vendredi 23 août. L'assaillant présumé est un réfugié syrien qui aurait prêté allégeance à l'organisation Etat islamique. Deux jours après les faits, l'émotion restait vive hier dans cette ville de l'ouest du pays comme dans l'ensemble de l'Allemagne. «C'était un acte terroriste […] qui menace notre vie, notre coexistence, notre façon de vivre […]. C'est quelque chose que nous ne tolérerons jamais», a lancé le chancelier, en annonçant «tout faire pour qu'un tel acte ne se reproduise pas».

De fait, la classe politique allemande multiplie les propositions depuis ce week-end pour tenter de répondre à l'émoi qui a saisi le pays. Devant la presse, Olaf Scholz a confirmé vouloir améliorer le processus d'expulsion des migrants au sein de l'Union européenne. L'assaillant présumé avait en effet vu sa demande d'asile rejetée et se trouvait depuis un an sous le coup d'un renvoi vers la Bulgarie.

Pourquoi n'a-t-il pas été mis en œuvre? Politiciens locaux et fédéraux se rejettent déjà la responsabilité. Olaf Scholz dit aussi vouloir continuer à accélérer les expulsions vers des pays tiers, se dit favorable au renvoi de criminels vers la Syrie et l'Afghanistan et confirme maintenir les contrôles aux frontières avec la Suisse, la République tchèque et la Pologne. Le chancelier annonce enfin vouloir durcir la réglementation sur les armes blanches comme son parti en avait fait la proposition en mai, après la mort d'un policier par un réfugié afghan, à Mannheim. Le nombre de blessures par couteau a en effet grimpé de 6% l'an dernier.

Avec ces propositions, Olaf Scholz est toutefois loin de répondre aux attentes de l'opposition de droite et d'extrême droite, vent debout depuis vendredi. Dans une lettre intitulée «Ça suffit», le chef du Parti chrétien-démocrate (CDU) Friedrich Merz exige de Berlin un arrêt simple et total de l'accueil des Syriens et des Afghans. Un de ses collègues, Alexander Throm, exige, lui, la fin du statut de protection subsidiaire souvent attribué aux personnes ne pouvant pas obtenir l'asile politique.

«Protégez vos enfants!»

«Le droit d'asile est un droit individuel qui exige que chaque cas soit traité individuellement, indépendamment de la nationalité de la personne», rappelle Niklas Harder de l'Institut DeZIM à Berlin. «En ce qui concerne l'arrêt de l'accueil des Syriens et des Afghans, comment et où cela doit-il se faire? Cela impliquerait de fermer les frontières et d'enfreindre le droit européen. Toutes ces propositions nécessiteraient des changements législatifs fondamentaux en Allemagne. Les politiciens qui font ces propositions le savent, mais réagissent dans le cadre des élections à venir», ajoute-t-il.

> **«Il est à craindre que l'attaque fasse gagner des électeurs à l'AfD»**
>
> CHRISTINE BARWICK-GROSS, DE L'UNIVERSITÉ HUMBOLDT DE BERLIN

Plus radical encore, le chrétien-démocrate Thorsten Frei estimait hier que si l'Allemagne a accueilli «1 million de Syriens», «l'intégration n'a pas pu être assurée». Faux, réagit Franck Düvell, de l'Université d'Osnabrück. «L'attaque de Solingen concerne une seule personne. On peut d'ailleurs se demander pourquoi les forces de l'ordre ont échoué à repérer le processus de radicalisation de l'assaillant. Mais de là à jeter le doute sur l'ensemble des Syriens, c'est tout à fait irresponsable. Les Syriens se sont très vite et très bien intégrés si on les compare avec d'autres groupes de migrants dans le passé», ajoute cet expert.

A une semaine d'importantes élections régionales en Thuringe et en Saxe où elle est donnée favorite, l'extrême droite se frotte en revanche les mains. Le leader du parti AfD en Thuringe, Björn Höcke, n'a pas attendu confirmation de l'identité de l'assaillant pour instrumentaliser cette attaque. «Allemands, Thuringeois, voulez-vous vraiment vous habituer à cette situation? Libérez-vous, mettez enfin fin à l'aberration du multiculturalisme forcé! Protégez vos enfants! On ne peut pas continuer comme ça!», écrivait Björn Höcke sur le réseau social X, deux heures à peine après les faits. Depuis, les appels à «Höcke ou Solingen» se multiplient sur les réseaux sociaux. «Il est à craindre que l'attaque fasse gagner des électeurs à l'AfD», juge Christine Barwick-Gross, de l'Université Humboldt de Berlin. «Sans surprise, elle a immédiatement utilisé l'attaque au couteau à ses propres fins. Les électeurs encore indécis pourraient voter AfD. Les déclarations très populistes de Friedrich Merz peuvent bien sûr aussi être interprétées comme une tentative de contrer cet éventuel afflux d'électeurs. Il n'est pas certain que cela aboutisse», note-t-elle.

Parmi ceux qui s'engagent auprès des réfugiés, cette attaque est un nouveau coup dur. «L'atmosphère politique va continuer à se détériorer. On entend dans la bouche de certains politiques des choses qu'il était impossible d'exprimer il y a dix ans, et cela se reflète au sein de la population», constate Birgit Naujoks, du Centre de conseil aux réfugiés de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où a eu lieu l'attaque de vendredi. Pour cette militante, il faut donc s'attendre «à encore plus de racisme et d'attaques contre des centres d'accueil». ■

La question migratoire agite la Suisse alémanique

INQUIÉTUDES Après l'attaque en Allemagne, la presse d'outre-Sarine a tiré à boulets rouges sur la politique de l'asile de Berlin. La capacité du Service de renseignement de la Confédération à prévenir de tels incidents est également remise en question

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
ET BORIS BUSSLINGER, ZURICH
@BoeglinP @BorisBusslinger

«L'Allemagne a un problème de violence», estime le *Tages-Anzeiger*. «Le gouvernement allemand n'a jamais pris au sérieux la lutte contre la migration irrégulière», embraie la *NZZ*. «Les autorités migratoires allemandes sont-elles trop laxistes?» se demande le *Blick*. Quelques jours après l'attaque perpétrée par un requérant d'asile syrien en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les médias alémaniques présentaient, ce lundi, un avis particulièrement tranché sur la gestion des flux migratoires en Allemagne – tout en tirant de nombreux parallèles avec la situation suisse.

Outre la question de savoir comment améliorer le système d'asile actuellement en place, la capacité du Service de renseignement de la Confédération (SRC) à détecter une attaque avant qu'elle ne survienne suscite de nombreuses préoccupations. Alors que l'organe dirigé par Christian Dussey traverse une passe difficile.

«Un sous-effectif important»

La Suisse est-elle cependant comparable à l'Allemagne? Pas exactement. Mais elle partage plusieurs caractéristiques similaires: elle connaît une recrudescence des attaques au couteau – les polices de Bâle et Zurich ont récemment lancé des campagnes dédiées en la matière. Elle accueille de nombreux individus traumatisés déboutés par le système d'asile mais impossibles à renvoyer (souvent en raison de la situation dans leur pays d'origine ou de l'échec du fonctionnement du système Dublin). Et, bien qu'elle ait jusqu'ici été relativement épargnée, elle n'est pas non plus à l'abri d'un risque terroriste, a fortiori celui d'un élément isolé qui se serait radicalisé en ligne – ce qui serait le cas de l'agresseur présumé de Solingen.

En début d'année, un adolescent, qui avait grandi en Suisse, avait ainsi, lui aussi, poignardé un homme, en l'occurrence un juif orthodoxe en pleine rue de Zurich (la victime a survécu), après s'être convaincu de passer à l'acte sur internet. Or, tout comme en Allemagne, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) n'avait rien vu venir – malgré les nombreuses vidéos alarmantes postées par l'individu sur le web des mois avant son passage à l'acte. Le chien de garde suisse serait-il devenu meilleur aujourd'hui? La question se pose.

> **«La radicalisation ultrarapide des jeunes augmente. Si on veut la garder sous contrôle, il faut absolument du personnel»**
>
> RETO NAUSE, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE), DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ DE LA VILLE DE BERNE

Actuellement, estime le SRC, un «sous-effectif important» a pour conséquence «une diminution continue de la capacité de résilience du SRC et une dégradation de sa capacité à détecter, entraver et prévenir à temps des actions contre la sécurité de la Suisse et de ses habitants». Appelant à la vigilance, Christian Dussey, son directeur, vient de demander des ressources supplémentaires. Le service a pourtant vu ses équipes quasiment doubler numériquement depuis 2010, et compte aujourd'hui quelque 430 postes. En ajoutant les spécialistes du renseignement dans les cantons et à l'armée, l'effectif se rapproche même des 1000 personnes.

Pour un initié, le problème ne se résume donc pas au volume des effectifs. La transformation interne au service, entreprise par Christian Dussey, serait aussi en cause, et déstabiliserait certains collaborateurs. Ce que réfute le SRC: d'après l'organe fédéral, la transformation en cours «vise à permettre un travail plus efficace et plus facile. En particulier, une organisation en réseau a été créée afin d'augmenter l'agilité du SRC et de répondre au mieux à l'évolution de la situation, tout en garantissant les tâches essentielles du service». Renforcer les ressources humaines serait devenu inévitable pour faire face à la juxtaposition des crises (Ukraine, Proche-Orient, risque terroriste).

«L'Etat a un intérêt légitime à bloquer certaines plateformes»

Critique dans une période troublée, la situation du SRC trouve de l'écho au parlement. Même à gauche, pourtant historiquement sceptique concernant l'institution à la suite du fichage des siens durant la Guerre froide. «Ce ne serait sûrement pas faux de renforcer le SRC, et de ne pas se focaliser que sur l'armée, car il est aussi décisif pour la sécurité. La surveillance d'une seule personne nécessite de nombreux collaborateurs», appuie la socialiste Priska Seiler Graf (ZH), présidente de la Commission de sécurité du Conseil national. Elle rappelle en sus l'importance de l'intégration, de l'école et de la formation étatique des imams afin de garder le contrôle.

Dans le camp bourgeois, plusieurs élus offrent aussi un accueil positif à l'idée de muscler les équipes du service. «La radicalisation ultrarapide des jeunes augmente. Si on veut la garder sous contrôle, il faut absolument du personnel», plaide ainsi Reto Nause (Le Centre), directeur de la sécurité de la ville de Berne. Pour le conseiller national, d'autres mesures entrent en ligne de compte, comme agir à l'encontre des réseaux sociaux où la radicalisation se produit. «Certaines plateformes sont discutables en soi et ne collaborent pas avec les autorités. L'Etat a un intérêt légitime à éventuellement les bloquer», estime-t-il. L'homme d'exécutif évoque aussi la création possible d'un ministère public de la Confédération des mineurs pour le terrorisme, et le placement en détention des personnes étrangères et dangereuses ne pouvant pas être expulsées.

Dans la Berne fédérale, certains connaisseurs parlent encore d'une révision à venir de la loi sur le renseignement, pour moderniser le dispositif en vigueur. «Beaucoup de choses ont été mises en place en 2015-2016, sous la pression des grandes vagues d'attentats. Puis le mouvement s'est essoufflé. La stratégie de lutte contre le terrorisme du Conseil fédéral, approuvée en 2015, n'a pas changé. Il y a eu des tentatives de la réviser, sans succès. Il est maintenant primordial de boucler la révision dans les mois à venir», souligne André Duvillard, ancien chef du Réseau national de sécurité. Le Neuchâtelois détaille les améliorations possibles: renforcement de la prévention du terrorisme d'extrême droite, lutte contre la désinformation, parquet fédéral pour mineurs et prolongation de la durée de détention administrative pour les immigrés suspectés de radicalisation et destinés au rapatriement.

Un dernier point qui résonne avec le drame de Solingen: débouté en procédure d'asile, le coupable présumé attendait son renvoi en toute liberté. ■

Le désert, nouveau cimetière des migrants

ASILE La diminution drastique des arrivées de réfugiés en Italie cet été cache une hécatombe dans le Sahara ainsi qu'en Méditerranée

ANTONINO GALOFARO, MILAN
𝕏 @ToniGalofaro

Plus d'une centaine de personnes ont disparu cette année en tentant de traverser le Sahara. Elles se dirigeaient vers la côte nord du continent africain dans l'espoir de prendre la mer et de débarquer en Europe. Ce chiffre calculé par le projet Missing Migrants de l'OIM, l'Organisation mondiale pour les migrations, n'est qu'une estimation et le manque d'informations l'empêche de parler clairement de «morts». Le site recense les disparitions depuis plus de dix ans. Mais ce qui est certain, comme l'atteste un rapport du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) publié au début du mois, c'est que le désert est toujours plus meurtrier: depuis début 2020, près de 1200 personnes sont mortes dans le désert. Selon les témoins et des chercheurs, ces données sont largement sous-estimées.

1200

C'est le nombre de personnes qui, depuis début 2020, sont mortes dans le désert du Sahara, d'après un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

L'UNHCR le concède lui-même: «Le nombre de décès de réfugiés et de migrants dans le désert représente le double de ceux qui surviennent en mer». Selon Missing Migrants, 1312 personnes sont portées disparues cette année dans les eaux au sud des côtes européennes, dont 1023 dans son couloir central emprunté par les bateaux de fortune au départ de la Tunisie et de la Libye. L'agence onusienne met en lumière non seulement cette hécatombe mais aussi «les dangers beaucoup moins documentés et médiatisés auxquels sont confrontés les réfugiés et les migrants sur ces routes terrestres». Ainsi, elle dénonce «la torture, la violence physique, la détention arbitraire, la mort, l'enlèvement contre rançon, la violence et l'exploitation sexuelle, la réduction en esclavage, la traite des êtres humains, le travail forcé, le prélèvement d'organes, le vol, la détention arbitraire, les expulsions collectives et le refoulement» subis par les migrants.

Des voies «plus coûteuses, et plus longues»

Cette situation est la conséquence non seulement «de la détérioration de la situation dans les pays d'origine» et les pays de transit mais aussi des politiques migratoires de l'Union européenne. «Il faut admettre que la stratégie «d'externalisation» des frontières porte effectivement ses fruits», lance Francesca Campomori, professeure de sciences politiques à l'Université de Venise. La spécialiste pense notamment à l'accord conclu l'an dernier entre la Commission européenne et la Tunisie, grâce à l'impulsion de la première ministre italienne Giorgia Meloni, ainsi qu'au renouvellement, en 2023 toujours et pour trois ans, des aides économiques envoyées par Rome aux autorités libyennes et à leurs gardes-côtes.

Les flux migratoires se sont déplacés vers d'autres pays, comme l'Espagne, ouvrant des voies «plus coûteuses, plus dangereuses et plus longues», détaille le professeur de sciences sociales et politiques à l'Université de Milan Maurizio Ambrosini. D'où l'augmentation des morts dans le Sahara. «Mais de ce point de vue, du moins du côté italien, il n'y a pas alliance qui tienne, analyse-t-il cyniquement. L'objectif de Rome est très clair: donner la priorité à la diminution des débarquements sur son propre sol. Donc le déplacement des flux vers la péninsule Ibérique est un objectif prévu. Nous savons que les débarquements en Espagne et sur les territoires sous contrôle espagnol, comme les îles Canaries, sont désormais supérieurs aux chiffres italiens.»

La funeste victoire de Giorgia Meloni

Il lui aura fallu près de deux ans, mais la présidente du Conseil des ministres, Giorgia Meloni, peut désormais revendiquer le maintien de sa promesse de campagne. En octobre 2022, lors de son discours d'investiture, la première ministre et présidente du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia posait «un principe simple: en Italie, comme dans n'importe quel autre Etat sérieux, on n'entre pas illégalement». Cet été, les arrivées de migrants sur les rives italiennes ont drastiquement baissé. Le mois dernier, 7465 personnes sont arrivées en Italie contre 23 420 en juillet 2023. La même tendance s'observe pour juin. Cette année, l'Italie compte le débarquement de 37 389 migrants contre 99 522 pour la même période de l'an dernier.

> «Le déplacement des flux migratoires vers la péninsule Ibérique est un objectif prévu par Rome»
>
> MAURIZIO AMBROSINI, PROFESSEUR DE SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE MILAN

Caroline Abu Sa'Da, directrice générale de l'ONG SOS Méditerranée, confirme que la route centrale n'est plus aussi battue que les autres: «Il y a toujours ce mouvement de balance entre la Grèce, l'Italie et l'Espagne, détaille-t-elle. En ce moment, l'Espagne est en train d'exploser.» Le navire de son organisation, l'Ocean Viking, observe cette situation dans les eaux au nord de la Tunisie et de la Libye, où il effectue des opérations de sauvetage. Mais le bateau humanitaire est victime lui aussi des politiques anti-immigration de Giorgia Meloni. Depuis l'an dernier, il ne peut effectuer qu'un seul sauvetage à la fois, même si sa capacité de transport lui permettrait d'en faire plus, et doit débarquer dans des ports situés dans le nord du pays plutôt qu'en Sicile. Les autorités italiennes augmentent ainsi son temps de navigation d'une dizaine de jours par sauvetage. Si avec cette politique, l'Italie diminue le nombre de débarquements sur son territoire, elle réduit aussi les possibilités de sauvetage des migrants en mer ayant survécu à la traversée du désert.

MAIS ENCORE

Un incendie à Bâle prive plusieurs communes d'électricité

Un incendie dans une station de transformation à Münchenstein (BL) hier en fin d'après-midi a laissé plusieurs communes bâloises sans courant. Les communes bâloises de Muttenz, Arlesheim, Binningen, Reinach et Münchenstein ont notamment été touchées ainsi que deux lignes de tram et différents feux de signalisation. Il n'y a pas de blessés. (ATS)

«Jamais je n'ai vendu de vin étranger sous l'AOC Valais»

PROCÈS Accusé d'avoir vendu des crus schaffhousois et étrangers sous l'appellation AOC Valais, l'encaveur sédunois Cédric Flaction nie en bloc. Il avoue avoir réalisé de fausses factures pour camoufler l'achat de raisins hors quotas. Le Ministère public requiert 5 ans de prison ferme

GRÉGOIRE BAUR
𝕏 @GregBaur



> «Cédric Flaction a eu recours à un édifice de mensonges, il a travesti la réalité»
>
> CATHERINE SEPPEY, PROCUREURE GÉNÉRALE ADJOINTE



> «Je m'excuse auprès des vignerons dont j'ai utilisé le nom pour faire des fausses factures»
>
> CÉDRIC FLACTION, ENCAVEUR SÉDUNOIS

Le rebord du vitrail incarnant la Vierge Marie portant l'Enfant Jésus sert de support au dossier pénal de huit tomes et quelque 2300 pages. A cela s'ajoutent une quarantaine de classeurs fédéraux de pièces annexes et une trentaine de cartons de déménagement de pièces séquestrées. Le tout a été entreposé derrière la cour, offrant à la salle d'audience du Tribunal de Sion un décor inhabituel. Hier, l'encaveur sédunois Cédric Flaction fait face aux juges, accusé d'avoir vendu, entre 2009 et 2016, plusieurs centaines de milliers de litres de vins étrangers, schaffhousois ou hors quotas sous l'appellation AOC Valais.

D'entrée de jeu, à peine son interrogatoire commencé, l'homme s'excuse «auprès de toutes les personnes [qu'il aurait] pu léser de par [ses] actes». A qui pense-t-il exactement? Aux consommateurs? «Non, j'ai toujours fait des vins que je considère comme très bons et mes clients également.» Alors à qui s'adressent ces excuses? «Je pensais aux vignerons dont j'ai utilisé le nom pour faire des fausses factures.» Car l'œnologue a toujours reconnu avoir établi plusieurs fausses factures. Mais uniquement pour acheter, à ses producteurs de vendange, des surplus de récolte ou des raisins qui ne correspondaient pas aux acquits. «Jamais je n'ai vendu de vin de Schaffhouse ou provenant de l'étranger sous l'AOC Valais», assure-t-il face à la présidente de la Cour.

Selon son avocat, Me Julien Ribordy, les près de 105 000 litres de pinot noir alémanique ont été commercialisés en vin de pays, vin de table suisse ou en vrac comme pinot noir suisse. En toute légalité donc. Pour les quelque 730 000 litres de vin espagnol, l'avocat indique que son client n'a joué qu'un rôle d'intermédiaire pour un autre encaveur valaisan: Dominique Giroud, à qui Cédric Flaction dit avoir livré l'entier de cette cargaison. «Il faudrait lui demander à lui ce qu'il en a fait», répond l'œnologue à une question de la juge.

L'ombre de Dominique Giroud, également dans le viseur de la justice valaisanne pour des soupçons de coupage de vins valaisans, a plané avec insistance sur cette audience. Son nom a été cité à de nombreuses reprises. Ses avocats étaient dans le public. Plusieurs questions de la Cour lors de l'interrogatoire de Cédric Flaction ont porté sur les relations entre les deux hommes. «Des relations d'affaires uniquement», souligne Cédric Flaction. Avant d'ajouter: «Je suis protestant.» Une référence religieuse liée au fait que Dominique Giroud est un fidèle de la Fraternité traditionaliste Saint-Pie X d'Ecône. Mais le procès du jour n'était pas celui de Dominique Giroud, mais bel et bien celui de Cédric Flaction. Son avocat l'a rappelé en fin d'audience. Tout comme la procureure générale adjointe, Catherine Seppey, en préambule de son réquisitoire. Décrivant un homme «sûr de lui et un peu donneur de leçon», elle casse l'image de Robin des Bois qu'il essaie de se donner en prétextant aider les viticulteurs. «Il est l'inverse de Robin des Bois. Il n'a pas aidé le monde de la viticulture et encore moins les viticulteurs», indique-t-elle. Ses agissements n'ont servi que le principal intéressé. La procureure en veut pour preuve ses biens immobiliers ou encore ses 13 voitures séquestrées, dont des modèles luxueux comme des Porsche, des Ferrari ou des Aston Martin.

JUSTICE

Pour Catherine Seppey, «Cédric Flaction a eu recours à un édifice de mensonges, il a travesti la réalité et mis en place un système opaque et sophistiqué», lui permettant de réaliser des gains approchant les 12 millions de francs. La procureure estime que tous les faits qui lui sont reprochés ont été prouvés dans les deux rapports de police détaillés. «A chaque fois, on peut faire coïncider les achats de ces vins et les ventes, à quelques semaines ou mois près.»

Un avis partagé par Me Adam Kasmi, l'avocat de l'Etat du Valais, constitué partie civile. Il souligne que «les déclarations de l'encaveur ne font pas le poids face à ce qui ressort du rapport de police parfaitement circonstancié et détaillé». Il considère que Cédric Flaction a «porté atteinte lourdement à toute la branche». «Au fil du temps l'appellation AOC Valais est devenue synonyme de qualité, de terroir et de savoir-faire. Elle est devenue une fierté du canton. Toute une filière et de nombreuses familles dépendent de cette appellation. Tout cela a été mis en péril par les agissements du prévenu, qui a voulu faire de l'argent facile.» Tant la partie civile que le Ministère public voient dans une note trouvée sur le bureau de Cédric Flaction et écrite de sa main la preuve de «la cuisine qu'il faisait». Pour du vin qu'il aurait vendu comme étant du païen, l'homme aurait assemblé 3000 litres de ce cépage avec 650 litres de spécialités blanches, 250 de gewurztraminer et 5000 de nectar espagnol. «Ces écrits concernent des essais et cela n'a en aucun cas été commercialisé. Sur la base de quelques notes, le Ministère public élabore une théorie par rapport à des mélanges. Mais ce n'est pas un aveu», s'offusque Me Julien Ribordy. Selon lui, «rien n'indique concrètement dans le dossier que des vins ont été mélangés pour être revendus illicitement». Et d'appuyer: «Il n'y a aucune analyse qui démontre cette théorie avec certitude.»

Acquittement partiel ou prison ferme?

Pour la défense, le doute doit donc profiter à l'accusé. Julien Ribordy demande ainsi l'acquittement de son mandant en ce qui concerne les charges d'escroquerie par métier, de gestion déloyale et d'abus de confiance. Et enjoint la Cour à condamner son client, avec sursis, pour falsification de marchandises et faux dans les titres, en lien avec les fausses factures que ce dernier a reconnu avoir réalisé. La procureure, elle, estime que Cédric Flaction doit être reconnu coupable de toutes ces infractions et requiert contre lui une peine privative de liberté de 5 ans.

Durant toute l'audience, Cédric Flaction est resté stoïque, regardant la plupart du temps dans le vide. A l'heure de reprendre la parole une dernière fois, l'encaveur s'est à nouveau excusé auprès des personnes qu'il a blessées. Mais a aussi remercié sa «magnifique épouse» de l'avoir soutenu et la Cour «de mettre fin à son calvaire», la procédure ayant duré de longues années. Il sera fixé sur son sort le 2 septembre prochain. ▬

Un nouveau palier pour l'éolien en 2035

ÉNERGIE Grâce à l'évolution de la technologie, cette dernière pourra fournir jusqu'à 6% de la consommation électrique du pays dans dix ans

ATS

«D'ici à 2035, l'éolien pourra fournir jusqu'à 4 milliards de kilowattheures», soit jusqu'à 6% de la consommation électrique du pays, a affirmé hier Lionel Perret, directeur de Suisse Eole. Et cela, grâce à la loi relative à l'accélération des procédures.

«Une telle performance est envisageable avec environ 450 éoliennes», a déclaré Lionel Perret aux 180 personnes réunies à l'Hôtel de Ville de Berne pour le Congrès national de l'énergie éolienne, selon le communiqué de Suisse Eole. «Etant donné que deux tiers de la production des éoliennes sont générés en hiver, chaque kilowattheure éolien réduit les besoins de stockage et d'importation, comme le prouve l'étude «Wind Spore» réalisée par l'EPFZ», détaille le texte.

Selon Saskia Bourgeois, du Guichet unique de l'Office fédéral de l'énergie, «grâce à l'évolution de la technologie, la Suisse pourrait produire 8,9 TWh d'électricité d'origine éolienne par an, dont 5,7 TWh en hiver, en exploitant 30% du potentiel de 29,5 térawattheures durablement disponible. Ce qui représente près de 9000 installations éoliennes.»

Les parcs éoliens de Montagne de Buttes (NE), Mollendruz (VD), Grenchenberg (SO), EolJorat Sud (VD), Sur Grati (VD) et Charrat (VS) étaient, eux, chacun représentés à Berne par un responsable de projet. Tous sont venus présenter l'avancée de leurs travaux, le premier ayant obtenu le feu vert pour son plan directeur en 2021. Ils mettent en avant le fait que les promoteurs qui s'engagent «ont besoin de nerfs solides», car les procédures restent compliquées: «Chacun de ces projets est la preuve que la branche a besoin d'une accélération des procédures en discussion au parlement fédéral», insiste Lionel Perret.

Stefan Schindler, chef de projet de l'entreprise Windenergie Schweiz, a, lui, expliqué que l'Europe construisait déjà la nouvelle génération d'éoliennes: «Des éoliennes avec une puissance de 5,5 à 7,2 MW sont la norme européenne. Des éoliennes avec une production de 8 à 13 millions de kilowattheures sont réalistes.» Selon lui, une nouvelle éolienne construite est en moyenne 20 fois plus productive qu'il y a 30 ans. ▬

A Neuchâtel, un boulevard pour la gauche

CAMPAGNE Deux jours après que le conseiller d'Etat PLR Alain Ribaux a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat, le PS a accepté samedi une union en vue des élections cantonales de mars prochain. Les Vert·e·s et le POP doivent encore se prononcer

ALEXANDRE STEINER
@alexanstein

Les grandes manœuvres en vue des élections cantonales de mars prochain commencent à Neuchâtel, lançant une campagne qui s'annonce très disputée. Jeudi dernier, le PLR annonçait que parmi ses trois conseillers d'Etats sortants – Crystel Graf, Laurent Favre, Alain Ribaux – seuls les deux premiers se mettaient à disposition pour briguer un nouveau mandat. Après trois législatures, le dernier a décidé de céder sa place. Ce qui ne peut que réjouir une gauche qui souhaite ardemment reprendre la majorité de l'exécutif, perdue en 2021 à la surprise générale.

Alliance équilibrée

Pour atteindre cet objectif, pas une minute à perdre: les comités directeurs du PS, des Vert·e·s et du POP se sont longuement concertés et ont décidé de proposer à leurs membres d'unir leurs forces. Cette alliance a déjà été validée à l'unanimité par les socialistes en congrès ce samedi. Les popistes se prononceront mercredi et les écologistes le 30 septembre. «Une majorité gouvernementale ne sert cependant pas à grand-chose sans majorité au Grand Conseil», précise le président du PS neuchâtelois (PSN) Romain Dubois, qui compte clairement sur cette alliance pour renverser la situation actuelle, avec 48 députés de gauche contre 52 du centre droit et de la droite.



La photo officielle du Conseil d'Etat neuchâtelois actuel avec de gauche à droite, regardant l'objectif: Laurent Favre, Crystel Graf, Florence Nater, Alain Ribaux, Frédéric Mairy et la chancelière d'Etat Séverine Despland. (JULIEN HUMBERT-DROZ)

Afin de rendre cette union possible, le PSN s'est engagé à ne présenter que deux candidats – il ne fait nul doute qu'il s'agira des sortants Florence Nater et Frédéric Mairy – aux côtés de deux Vert·e·s et d'un popiste. «C'est une décision historique, relève le président. Il y a quelques années, nous n'aurions pu imaginer que notre parti ne soit pas majoritaire sur la liste.» En 2013, un ticket 3-1-1 avait débouché sur l'élection de trois socialistes et avait provoqué des tensions au sein de la gauche, encore palpables lors des élections fédérales de l'an dernier. L'élection de l'écologiste Céline Vara et du socialiste Baptiste Hurni au Conseil des Etats l'automne dernier a marqué le début du rapprochement. Ce printemps, les élections communales ont permis de premiers tests. En ville de Neuchâtel, l'alliance rose-verte a fait une razzia en décrochant quatre sièges sur cinq à l'exécutif. Au Locle, le PS et le POP ne sont pas parvenus à s'entendre et ont perdu leur majorité face au PLR. «On a vu ces dernières années que quand la gauche se tire dans les pattes, ça ne marche pas, souligne le président du POP Julien Gressot. Le canton devra répondre à des enjeux très importants lors de la prochaine législature, notamment en termes de politique climatique et sociale et de formation, et nous avons des visions suffisamment communes pour les défendre ensemble, sans pour autant sacrifier nos particularités.»

Coprésident des Vert·e·s, Yves Pessina insiste sur la nouvelle dynamique qui anime la gauche neuchâteloise: «Pendant longtemps au Grand Conseil, le POP et Les Vert·e·s étaient un peu vus comme la remorque du PS. Mais aujourd'hui, le groupe VertPOP compte davantage d'élus que le groupe socialiste. Les discussions sont apaisées et se déroulent sur un pied d'égalité. Tout le monde a quelque chose à gagner de cette alliance.»

> **Tout le monde attend désormais de voir si les locomotives écologistes sortiront du bois**

Avec le PS qui ne présentera que ses sortants et un POP qui entend surtout renforcer ses rangs au législatif, les Vert·e·s ont tout intérêt à valider cette union pour tirer parti du boulevard ouvert par le retrait d'Alain Ribaux. Tout le monde attend désormais de voir si les locomotives écologistes - en particulier la conseillère aux Etats Céline Vara, mais aussi le conseiller national Fabien Fivaz - sortiront du bois.

Situation délicate pour la droite

Pour la droite, et surtout le PLR marqué par des revers lors des dernières élections fédérales et communales, la bataille s'annonce difficile. Jeudi dernier, son président Francis Krähenbühl indiquait au *Temps* que des discussions étaient en cours avec Le Centre, les vert'libéraux et l'UDC pour une éventuelle alliance. Les relations entre le PLR et le parti agrarien étant souvent tendues au Grand Conseil, un tel rapprochement pourrait faire grincer des dents. Mais il sera sans doute incontournable pour laisser au camp bourgeois l'espoir de conserver sa double majorité. ▬

EN BREF

La Suisse doit coopérer en matière d'armement

La Suisse doit miser sur la coopération internationale pour renforcer sa position en matière d'armement, selon deux études publiées hier. Des experts de l'Université de Saint-Gall préconisent de recourir davantage aux affaires compensatoires directes. Commandée par Armasuisse, l'étude présente dix recommandations visant à combler des lacunes en matière d'armement. ATS

Le Valais veut mieux gérer ses déchets minéraux

Le canton s'est doté d'un plan cantonal pour la gestion de ses décharges et déchets minéraux, qui représentent 70% de la production totale de déchets. Ce plan fixe les grandes lignes à suivre pour les quinze prochaines années. Une gestion «pragmatique» est nécessaire pour gérer 1,5 million de tonnes de déchets de chantier minéraux et 63000 tonnes de résidus d'incinérations produites chaque année en Valais, indiquait-il hier. ATS

Certains jouets nuiraient à la vie privée des enfants

Selon une étude de l'Université de Bâle, certains jouets ne protègent pas suffisamment la vie privée des enfants. De nombreux jouets dits intelligents, comme la «Toniebox», collectent des données comportementales sur les enfants. Or «la vie privée des enfants mérite une protection particulière», note Julika Feldbusch, première auteure de l'étude, citée hier par l'alma mater bâloise. ATS

MAIS ENCORE

La gestion des substances problématiques est à revoir

La gestion des substances problématiques par la Confédération doit être améliorée. Dans un rapport publié hier, le Contrôle fédéral des finances (CDF) a relevé plusieurs lacunes. Il faut notamment renforcer le principe du pollueur-payeur. (ATS)

Un député UDC vole au secours des taxis vaudois

GRAND CONSEIL Philippe Jobin dénonce une nouvelle loi inapplicable qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 2025. Selon plusieurs professionnels, les nouvelles normes pourraient faire vaciller la branche et pousser certaines compagnies à la faillite

RAPHAËL JOTTERAND
@Raph_jott

C'est une vieille histoire politique à la vaudoise qui n'est toujours pas résolue. Et qui pourrait bien subir un nouveau retournement de situation ces prochaines semaines. En effet, début 2019, le Grand Conseil accepte, de justesse, un projet de loi qui impose aux taxis et à tous les véhicules de transport avec chauffeur (VTC) une émission inférieure à 118 g CO_2/km pour obtenir une autorisation de circuler à partir du 1er janvier 2023. Or, la filière en question s'indigne du délai, jugé trop court, et le Conseil d'Etat accepte de temporiser, n'interdisant ces véhicules trop polluants qu'à la fin de l'année 2024.

Un court moment de répit qui ne résout pas pour autant tous les problèmes des chauffeurs de taxi qui s'inquiètent aujourd'hui de leur avenir. A la tête de deux entreprises de transport privé, Cédric Delorme regrette que le secteur n'ait pas été consulté en amont. «Notre objectif n'est pas de mettre les pieds au mur à chaque fois qu'il y a une décision en faveur de l'environnement, mais nous avons besoin de plus de temps. La loi a été mal conçue car il y a des véhicules qui ne sont pas en fin de vie, ou qui ont été contractés en leasing, qui ne pourront plus rouler à partir du 1er janvier 2025.» Pour de nombreux acteurs du milieu, cette mesure est perçue comme un coup de massue qui intervient après plusieurs années de galère. «On a eu le covid, l'arrivée de nouveaux concurrents comme Uber qui n'ont pas les mêmes conditions que nous ou encore le contrecoup de la politique anti-bagnoles de certaines villes comme Lausanne. Alors imaginez qu'un indépendant de 60 ans soit contraint de changer de voiture pour les quelques années qu'il lui reste à pratiquer. C'est difficile à accepter», témoigne le gérant d'une compagnie de taxi de l'Ouest lausannois.

En plus des raisons précitées, le député UDC Philippe Jobin craint que certaines entreprises soient obligées de mettre la clé sous la porte. «Si vous avez une flotte de 25 véhicules et que du jour au lendemain vous devez remplacer toutes les machines qui émettent plus de 118 g CO_2/km, le coût de l'opération peut s'élever en centaines de milliers de francs. Soit ces compagnies stopperont leurs activités, soit elles déménageront dans d'autres cantons. Pour ceux qui exploitent des minibus, cette norme est impraticable.»

Après avoir déposé une première interpellation en septembre 2023, Philippe Jobin a décidé de revenir à la charge mardi dernier en se saisissant, cette fois, d'une motion. «On ne peut pas rester les bras croisés face à de tels enjeux, déplore celui qui est aussi syndic d'Echichens. On parle de 150 emplois, ce qui signifie que ça va engendrer une diminution des recettes fiscales, quelques mois après la fin de Vetropack. Je suis persuadé qu'Isabelle Moret (PLR), conseillère d'Etat chargée de l'Economie, ne peut pas rester insensible face à cette situation.»

Le texte de Philippe Jobin demande donc à ce que les VTC et les taxis puissent bénéficier d'un délai supplémentaire jusqu'au 1er janvier 2030 pour se mettre aux normes. «Ça serait l'idéal, commente Cédric Delorme. Les leasings seront terminés et on pourra dire que ceux qui ne sont pas aux normes ne font pas preuve de bonne volonté.» De son côté, le dépositaire de la motion estime que cette période laissera aussi le temps aux villes et aux compagnies d'installer des bornes de recharge électriques. «Contrairement à d'autres cantons, nous avons un grand retard en la matière à combler. Par exemple, Lausanne qui ne veut plus de véhicules thermiques dans ses rues ne propose rien aux taxis comme alternative.»

Hypocrisie

A l'origine de cette mesure, le député écologiste Pierre Zwahlen peine à accepter les critiques de ses adversaires. «La loi a été adoptée en 2019 et, moi-même, j'ai été favorable à la proposition du Conseil d'Etat de repousser les délais jusqu'à la fin de l'année 2024, avec la pandémie de covid. Par contre, avec ces ajustements, c'est un mensonge de dire qu'il n'y a pas eu assez de temps pour s'adapter. De plus, le seuil de 118 g CO_2/km est assez large et il peut être facilement respecté par des véhicules hybrides. Autrement dit, la motion de Philippe Jobin est excessive et à ce rythme-là, nous ne respecterons jamais le plan climat cantonal.»

En attendant, des mains de la commission jusqu'à celles du Conseil d'Etat, le chemin s'avère sinueux pour que la motion soit traitée avant la fin de l'année. L'objectif de Philippe Jobin est désormais de pouvoir obtenir un effet suspensif pour donner encore un peu de répit aux taxis. ▬

Ignazio Cassis appelle à «un signal politique»

CONFLITS Devant les pays du Conseil de sécurité de l'ONU – à l'exception de la Russie – réunis à Genève, le chef du DFAE a estimé que le droit international humanitaire était «mis à rude épreuve», du Soudan à l'Ukraine

ATS

Les pays du Conseil de sécurité de l'ONU, sauf Moscou, sont à Genève pour les 75 ans des Conventions de Genève. Celles-ci ne sont pas «un droit à la carte», a dit hier le conseiller fédéral Ignazio Cassis. Et d'appeler à un «signal politique» et à «montrer l'exemple».

Du Soudan au Proche-Orient en passant par l'Ukraine et le Yémen, «le droit international humanitaire (DIH) est mis à rude épreuve», a estimé le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Ni le multilatéralisme et ni lui «n'ont été capables d'empêcher» ces conflits et «encore moins de les résoudre», a-t-il ajouté devant les Etats de l'organe le plus puissant du système international mais aussi les ambassadeurs à Genève des autres pays membres de l'ONU. Sur le Soudan, il estime que la voie vers la paix «est de longue haleine». Les engagements pour des accès humanitaires après dix jours de pourparlers dans la région genevoise la semaine dernière sont «un pas dans la direction» qu'il faut prendre, a-t-il dit à la presse. Plus largement, les 75 ans des Conventions de Genève donnent une «occasion de réaffirmer nos responsabilités communes» face à un accord qui a sauvé des «millions de personnes», selon le conseiller fédéral. Le DIH est «ignoré, relativisé et parfois instrumentalisé», a-t-il déploré.

«Nos voix doivent être assez puissantes pour qu'elles résonnent jusque sur les champs de bataille», a-t-il encore dit. Il a rappelé que la Suisse avait fait approuver par le Conseil en mai dernier une résolution pour la protection du personnel humanitaire, conformément aux Conventions de Genève.

Et son homologue de la Sierra Leone Timothy Musa Kabba, dont le pays préside le Conseil pour août, a lui rappelé qu'il avait été enfant soldat. «Je ne serais pas la personne que je suis sans le soutien du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de la communauté internationale», a-t-il dit devant les participants à la discussion organisée au Palais des Nations. «Il n'y a aucune raison de célébrer» cet anniversaire, a insisté de son côté la présidente du CICR Mirjana Spoljaric. Elle a répété son appel lancé il y a deux semaines à faire du DIH une «priorité politique», une requête soutenue hier par le conseiller fédéral. Et à une «volonté politique» pour l'application des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels.

Parmi les 15 membres du Conseil, la Russie, fâchée avec Berne sur l'Ukraine, a décliné l'invitation, la considérant comme «une perte de temps». «C'est une réunion des Etats membres du Conseil de sécurité, pas du Conseil de sécurité», a fait remarquer M. Cassis, ajoutant également «que chaque pays devait décider» de participer ou non. En dehors de la Russie, les autres étaient tous représentés, mais souvent seulement au niveau de leurs numéros deux à l'ONU à New York.

> **«Nos voix doivent être assez puissantes pour qu'elles résonnent jusque sur les champs de bataille»**
>
> IGNAZIO CASSIS, CHEF DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Dimanche, les membres du Conseil avaient visité la salle de l'Alabama à l'Hôtel de Ville de Genève. Là où la première Convention de Genève de 1864 avait été signée. La communauté internationale se retrouvera fin octobre pour la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Suisse souhaite œuvrer activement pour la défense du DIH lors de cette réunion, de même que lors de sa seconde présidence du Conseil le même mois. Ignazio Cassis n'a toutefois pas souhaité en dire davantage sur les possibles initiatives que Berne pourrait prendre.

Les Conventions de Genève de 1949, ratifiées par les différents Etats, constituent de véritables lois de la guerre. Elles établissent des limites à ce qui est autorisé dans un conflit. ▬

MAIS ENCORE

La Suisse verse un million pour une campagne de vaccination à Gaza

La Suisse a décidé de financer à hauteur d'un million de francs une campagne de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la bande de Gaza. Hier, le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'est dit «très inquiet de l'escalade» dans la région. La Suisse soutient l'OMS qui souhaite mener une campagne de vaccination pour 640 000 enfants dans le territoire palestinien. Il faut garantir un accès pour que celle-ci puisse avoir lieu «rapidement et de manière efficace», a également insisté le conseiller fédéral. (ATS)

A Genève, une élection à la Cour des comptes tout sauf tacite

INSTITUTION L'organe de contrôle renouvelle ses membres le 22 septembre prochain. Dix candidats sont dans les starting-blocks pour six sièges à pourvoir. Face à la liste commune du PS, des Vert·e·s, du Centre et du PLR, plusieurs prétendants dont un indépendant

SYLVIA REVELLO
@sylviarevello

C'est le gendarme des comptes, le poil à gratter de la République, l'institution qui donne des sueurs froides aux administrations et autres régies publiques, petites ou grandes. Créée en 2006, la Cour des comptes a peu à peu gagné en importance pour s'imposer comme un acteur majeur de la gouvernance à Genève. L'organe de contrôle s'apprête à renouveler ses membres le 22 septembre prochain lors d'une élection inhabituellement convoitée. Dix candidats se disputent en effet les six sièges à pourvoir dont quatre sont laissés vacants par le départ des magistrats actuels: François Paychère, Myriam Nicolazzi, Isabelle Terrier et Dominik Spiess.

Des rapports fracassants

Loin des affrontements électoraux de la politique cantonale, les quatre partis gouvernementaux, à l'exception de Libertés et justice sociale, ont choisi de faire liste commune. Ils présentent l'expert-comptable et spécialiste des administrations publiques Pierre-Henri Pingeon (Les Vert·e·s), l'avocat Laurent Thurnherr (PLR), la professeur d'économie Nathalie Brender (Le Centre) et l'avocat Fabien Mangilli (PS), actuellement directeur des affaires juridiques de la Chancellerie cantonale. Les deux magistrats sortants, la présidente Sophie Forster Carbonnier (Les Vert·e·s) et le docteur en sciences politiques Frédéric Varone (PS), complètent ce ticket commun. Une stratégie déjà expérimentée en 2018 qui avait porté ses fruits. Mais contrairement à cette année-là, l'élection ne sera pas tacite car face au sextuor, plusieurs prétendants sont dans les starting-blocks. Deux candidats vert'libéraux, l'avocate Arev Salamolard et l'économiste Mark Brendow, mais aussi Sandra Golay, ancienne députée MCG et experte-comptable qui se présente sous la bannière Libertés et justice sociale. L'ancien procureur fédéral Félix Reinmann, passé par le département de Pierre Maudet, complète cette liste et concourt en indépendant. De leur côté, le MCG et l'UDC, qui s'estiment «mis à l'écart», ont renoncé à présenter des candidats et ne soutiendront aucun profil.

Chargée d'auditer le secteur public et les comptes du canton, la Cour des comptes, aussi crainte que respectée, peut s'autosaisir ou répondre à la demande de n'importe quel citoyen. De fait, certains de ses rapports ont fait grand bruit. Comme celui sur les notes de frais dispendieuses en ville de Genève en 2018, l'attribution problématique de mandats à l'Aéroport de Genève en 2019 ou encore les lacunes ayant conduit au scandale du foyer de Mancy en 2022. Dernier en date: l'audit sur une surfacturation de 22 millions de francs aux SIG, publié en début d'année. Dans le sillage de l'affaire Fabienne Fischer, elle a également été chargée par la Commission des finances d'enquêter sur la légalité des mandats attribués à des tiers par les différents services de l'Etat. Ses conclusions sont attendues pour novembre.

> **«En douze ans, je n'ai jamais senti d'a priori lié à un parti, même si chacun a ses sensibilités politiques»**
>
> FRANÇOIS PAYCHÈRE, MAGISTRAT SORTANT DE LA COUR DES COMPTES

Si plusieurs couleurs politiques cohabitent en son sein, la Cour n'a officiellement pas de vocation partisane. L'équilibre entre ses différents membres, trois magistrats titulaires à plein temps et trois suppléants qui travaillent à 20%, vise aussi à éviter que ses travaux soient instrumentalisés par un bord ou un autre. Pour défendre sa candidature, Félix Reinmann met en avant sa «totale indépendance» et sa «neutralité politique». Mais est-ce une réelle exigence? Plus largement, outre des compétences en droit ou en comptabilité, quel est le profil idéal pour siéger à la Cour des comptes?

Pour le magistrat sortant François Paychère, qui a passé douze ans à la Cour et l'a présidée à plusieurs reprises, l'enjeu est d'avoir une équipe complémentaire et bien outillée qui réunit différentes compétences. «Un des mandats étant la révision des comptes de l'Etat, il est nécessaire d'avoir un magistrat expert-comptable diplômé, reconnu en tant que réviseur auprès de l'autorité suisse de révision», précise-t-il. Dominik Spiess occupait ce poste jusqu'ici. «En matière d'évaluation des politiques publiques. Frédéric Varone qui enseigne cette thématique à l'Université de Genève remplit ce rôle. Il faut également un profil avec des compétences approfondies en droit public.» Pour François Paychère, la distance avec les partis est garantie d'office par l'aspect collectif du travail. «Aucune décision ne se prend seul. Pour chaque mission, des discussions ont lieu avec un minimum de trois membres», souligne-t-il, affirmant qu'en douze ans, «il n'a jamais senti d'a priori lié à un parti, même si chacun a ses sensibilités politiques».

Eviter une élection par «cooptation»

Face à la liste commune dont il dit avoir été exclu, le mouvement Libertés et justice sociale défend bec et ongles la nécessité de présenter une candidate. «LJS tient à ce que la Cour des comptes ne soit pas composée uniquement de personnes choisies par cooptation, par des partis installés qui s'attribuent des sièges entre eux, de façon opaque et sans légitimité autre que le fait d'avoir des magistrats sortants», lâche le secrétaire général Julien Pala, soulignant que Sandra Golay est une «candidate indépendante et de qualité, active de longue date dans le domaine de l'audit et de la révision».

Le président des vert'libéraux, Aurélien Barakat, n'est pas moins sévère. «En présentant six candidats pour six places sur une liste commune, les partis gouvernementaux ne laissent pas le choix aux électeurs», déplore-t-il, revendiquant un «véritable débat démocratique». A ses yeux, le fait de ne pas siéger au gouvernement est un atout. «Etant donné que la mission de la Cour est de contrôler le travail des politiques, ses membres doivent être les plus indépendants et impartiaux possibles pour éviter tout risque de collusion.»

Des critiques balayées par le président du PS genevois Thomas Wenger pour qui la liste commune est cohérente et se base sur un bilan qui a fait ses preuves. «Ce n'est pas une élection politique comme une autre. Au-delà des positions partisanes, les compétences et l'expérience professionnelle doivent primer», estime-t-il, reconnaissant qu'il est important de ne pas politiser le travail de la Cour des comptes. Un avis partagé par le président du PLR Pierre Nicollier. «Il ne s'agit en aucun cas de cooptation, dans la mesure où l'électeur est libre de voter», rappelle-t-il, estimant que l'équilibre politique au sein de la Cour des comptes lui permet de fonctionner correctement et de produire un travail reconnu. ▬

Cet asséchant tourisme de masse

EAU Nombre de destinations touristiques subissent des niveaux importants de stress hydrique. Elles offrent pourtant aux visiteurs l'illusion de l'abondance, en concurrence avec les habitants ou à coups d'usines de dessalement

NINA SCHRETR
@NinaSchretr

Congestion des rues, inflation des coûts de l'immobilier, sentiment de dépossession… Les désagréments que subissent les habitants de zones en proie au surtourisme sont bien connus. Il est une autre menace, moins perceptible et pourtant majeure: la pression sur les ressources en eau. De nombreuses régions touristiques sont en effet situées dans des zones arides, notamment dans le sud de l'Europe.

Un exemple emblématique: en février dernier, en pleine urgence sécheresse, les municipalités catalanes instauraient des restrictions d'usage de 200 litres d'eau par personne et par jour, même pour les hôpitaux. Avec une exception: le secteur du tourisme, pilier de l'économie espagnole avec 200 milliards d'euros de revenus attendus cette année. Face aux pressions des habitants, ces restrictions ont été étendues aux touristes en avril, relevait le média Politico.

Saison touristique et stress hydrique

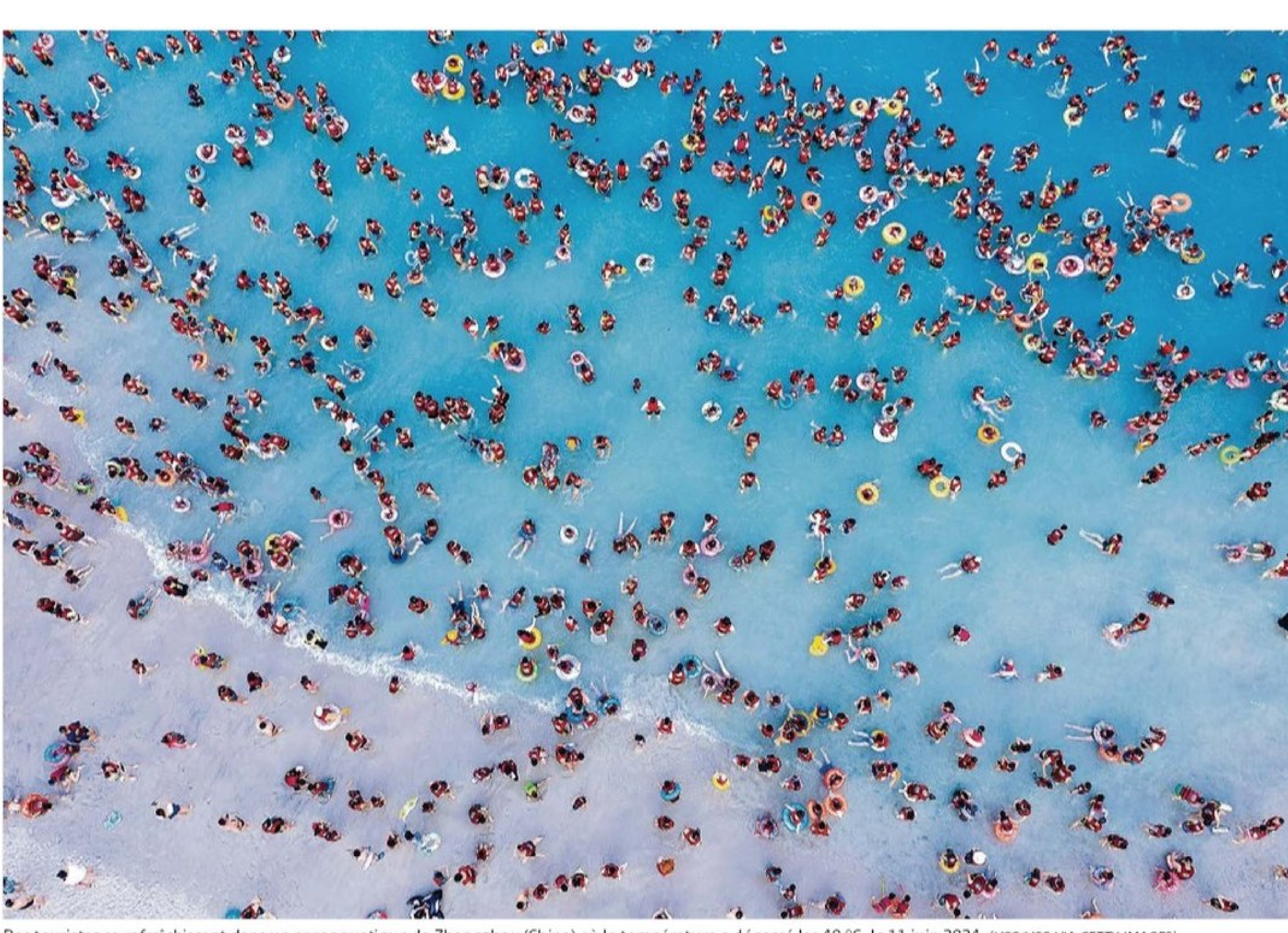
Les touristes peuvent mettre à rude épreuve les réserves hydriques des pays dont ils foulent le sol, alors que ceux-là sont souvent confrontés à une raréfaction de cette ressource: «68% de la demande en eau du secteur du tourisme provient de pays confrontés à des niveaux de stress hydrique «moyen» à «très élevé». Ces propos ne proviennent pas d'une ONG militante, mais du World Travel & Tourism Council, faîtière internationale du secteur touristique.

Une illustration chiffrée: d'après une étude publiée en 2014 – à défaut de données plus récentes – un touriste séjournant dans un hôtel en Malaisie consomme près de 900 litres d'eau potable par jour… trois fois plus qu'un résident local. L'iniquité est encore plus criante aux Philippines – un facteur 5 – ou au Sri Lanka, où cette valeur est presque décuplée.

Sur Tenerife, la plus grande île espagnole de l'archipel des Canaries, «le tourisme est devenu un secteur qui consomme beaucoup d'eau», s'inquiète Rafael Matos-Wasem, chercheur associé au sein de l'Equipe interdisciplinaire de recherches sur le tourisme (Eirest) de l'Université Paris-Sorbonne, qui a consacré un chapitre de sa thèse au sujet. «Entre les piscines, l'arrosage des jardins, le fait de prendre plusieurs douches par jour pour se rafraîchir ou s'enlever le sable en rentrant de la plage… La consommation d'eau explose.»

Officiellement, selon le bilan hydrique 2019 du Conseil insulaire des eaux de Tenerife, l'eau est dévolue à l'agriculture (46%), aux usages résidentiels (38%), puis vient le tourisme (11%), qui demeure donc minoritaire en termes de consommation. Mais ces deux dernières fractions ne sont guère étanches entre elles, reconnaissent les auteurs – infrastructures communes, locations de résidences en Airbnb, etc.

«L'île a construit des usines de dessalement pour répondre aux besoins croissants en eau liés au tourisme, mais ce système consomme beaucoup d'énergie, reste onéreux et présente l'effet secondaire de saliniser les sols avec les déchets», commente Rafael Matos-Wasem.



Des touristes se rafraîchissent dans un parc aquatique de Zhengzhou (Chine) où la température a dépassé les 40 °C, le 11 juin 2024. (VCG/VCG VIA GETTY IMAGES)

De la concurrence au conflit

Sans surprise, la concurrence pour l'or bleu peut générer des conflits entre locaux et voyageurs, tant sur l'allocation que sur la tarification de l'eau, rappelle l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). «L'arrosage des jardins autour des hôtels peut générer des tensions très fortes avec les agriculteurs, c'est le cas au Maroc, illustre Emmanuel Reynard, professeur ordinaire de géographie physique à l'Université de Lausanne, qui a organisé un colloque sur l'eau et le tourisme en 2017. La palmeraie de Marrakech est mise sous pression ces dernières décennies, en raison de la sécheresse mais aussi de la création de complexes hôteliers et de golfs.»

Rafael Matos-Wasem se remémore une visite à Lalibela, en Ethiopie, en 2008, pour l'Unesco. «J'ai pu constater que des hôtels étaient en train d'être construits sans planification, tout en sachant que l'eau est rare», relate le chercheur. Dans son rapport, il s'inquiète d'un potentiel conflit à venir entre locaux et touristes, alors que le secteur prélève environ 80% des ressources en eau de Lalibela et compte augmenter les volumes puisés.

Dans une zone géographique où la population peut être décuplée de manière transitoire, de sérieux enjeux d'infrastructures se posent, énonce Emmanuel Reynard. «Il faut prévoir des espaces de stockage, des stations d'épuration, des canalisations qui soient dimensionnées pour des pics de demande de quelques semaines dans l'année et quelques heures par jour.»

Lorsqu'ils sont sous-dimensionnés, ces équipements ne peuvent amortir une demande bien plus forte et traiter les eaux usées, générant une pollution des masses d'eau. Adaptés à la surfréquentation, ils deviennent surdimensionnés à l'issue de la saison touristique. Et «cela pose la question de leur financement, souvent pris en charge par les municipalités», interroge Emmanuel Reynard.

> **«L'arrosage des jardins autour des hôtels peut générer des tensions très fortes avec les agriculteurs, c'est le cas au Maroc»**
>
> EMMANUEL REYNARD, PROFESSEUR DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE À L'UNIL

Finalement, tourisme de masse et gestion durable de l'eau sont-ils conciliables? «Difficile de répondre, estime Emmanuel Reynard. Ce qui est sûr, c'est que la concentration de populations touristiques sur une courte période exacerbe un stress hydrique existant, et c'est particulièrement problématique dans les îles, qui disposent souvent de très peu d'eau.»

Le WTTC veut au contraire le croire: «Même si l'utilisation mondiale d'eau dans le secteur du voyage et du tourisme a augmenté entre 2010 et 2019, des progrès ont été réalisés dans certaines régions pour réduire l'intensité hydrique du secteur.» Même optimisme apparent chez l'OMT, qui voit de nombreux défis mais aussi, si le secteur est planifié et géré, «des opportunités de contribuer positivement à une utilisation consciente des ressources».

A la Sorbonne, Rafael Matos-Wasem est plus catégorique. «La massification du tourisme est incompatible avec une gestion durable de l'eau. Certes, il y a bien des villes qui commencent à mieux gérer cette ressource, comme Las Vegas. Mais le tourisme reste une concurrence pour les agriculteurs locaux. Les flux touristiques devraient être cantonnés aux endroits où l'eau est à disposition, et dans tous les cas, contenus, car il existe d'autres impacts, environnementaux et sociaux.»

A Zermatt, une taxe à la mode de Venise?

SURTOURISME La localité haut-valaisanne explore plusieurs pistes afin de contrer l'afflux de visiteurs éphémères, mais aussi de mieux tirer profit de ces déplacements. Rien n'est encore décidé mais l'idée d'une taxe fait son chemin, et constituerait une première en Suisse

LT

Nombreux sont les endroits dans le monde à vouloir agir contre le surtourisme. La Suisse ne fait pas exception. Personne ne sera surpris d'apprendre que le premier site du pays à envisager de faire payer une taxe aux visiteurs d'un jour est Zermatt, selon la radio alémanique SRF. Qui affirme que ce serait inédit en Suisse.

Un groupe de travail a commencé au printemps dernier d'explorer cette idée basée sur un modèle similaire à celui adopté par Venise. Depuis cette année, selon les périodes, les touristes à la journée doivent s'y acquitter d'un billet d'entrée de 5 euros. A Zermatt, le montant articulé durant les discussions est de 12 francs, correspondant à la taxe de séjour que les visiteurs doivent payer pour trois nuitées.

L'enjeu est triple pour la plus célèbre des stations valaisannes. Il s'agit tout d'abord de réduire l'important flux de touristes à la journée – qui dépensent globalement et comparativement moins que ceux qui restent plus longtemps, et qui ne font par définition pas «marcher» les hôtels et appartements de vacances. L'objectif est également d'inciter ces visiteurs éphémères à rester plus longtemps à Zermatt. Cette taxe, si elle était créée, viendrait, en outre, alimenter le fonds de durabilité de la commune. Son nom de travail est actuellement «Green Tag», explique la SRF. Elle ne concernerait pas les artisans qui travaillent dans la station sans y vivre, ni les fournisseurs ni, non plus, les personnes qui viendraient rendre visite à des habitants.

Mécontentement grandissant au sein de la population

On ne sait pas encore où en est exactement le groupe de réflexion, ni si cette taxe verra le jour. Il s'agit, selon les journalistes de la radio alémanique, de vérifier le cadre juridique. La SRF dit avoir contacté plusieurs responsables de Zermatt, dont le porte-parole de l'office du tourisme David Taugwalder. Lequel s'est contenté de dire que la station examine constamment de nouvelles mesures mais que toutes ne sont pas retenues.

Outre l'évident intérêt financier d'un tel type de taxe, l'idée vise aussi à répondre à un mécontentement grandissant dans la commune. Comme partout où le surtourisme sévit, les habitants de Zermatt considèrent ces flux presque incessants comme un fardeau de moins en moins supportable.

EN BREF

Inondations meurtrières en Thaïlande

Des inondations provoquées par des pluies diluviennes ont tué 22 personnes en Thaïlande, ont déclaré hier les autorités. Elles mettent en garde contre de nouvelles montées soudaines des eaux cette semaine. Plus de 30000 foyers ont été touchés dans 13 provinces du nord et du sud au cours des dix derniers jours, a indiqué le Département de la prévention et de l'atténuation des catastrophes dans un communiqué. ATS

Opérer un porc à 9300 kilomètres de distance

Des scientifiques suisses ont opéré un porc à Hongkong depuis leur laboratoire de Zurich. C'est la première fois qu'une sonde gastrique magnétique développée à cet effet était utilisée à distance sur un animal vivant, a annoncé l'EPFZ. Les auteurs de cette prouesse espèrent ainsi améliorer les soins chirurgicaux dans les régions reculées où l'expertise fait défaut. L'intervention a été réalisée en mai dans le cadre d'une étude de l'EPFZ et de l'Université chinoise de Hongkong. ATS

Le Japon débranche son module lunaire

L'agence spatiale japonaise (Jaxa) a annoncé hier avoir mis fin aux opérations de son module lunaire, qui a survécu à trois nuits lunaires glaciales, un an après son lancement. Le Smart Lander for Investigating Moon (SLIM) s'était posé en janvier sur la Lune, faisant du Japon le cinquième pays à réussir à se poser sur le satellite naturel de la Terre après les Etats-Unis, l'URSS, la Chine et l'Inde. AFP

L'«open science» à l'honneur à Lausanne

L'Unil, la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), la Haute Ecole pédagogique du canton de Vaud (HEP Vaud) et l'EPFL joignent leurs forces pour proposer quatre jours dédiés à la science ouverte (*open science*). Du 2 au 5 septembre, ces Open Science Days 2024 visent à faire de la recherche «un bien public accessible à tous». Le programme, entièrement gratuit et réparti sur différents sites, comprend conférences, workshops interactifs et séances plénières. ATS

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'emission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 26.08.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

PUBLICITE

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	145.50	5.4

S|Y|N|C|H|R|O|N|Y Funds



Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	95.13	2.0
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1e	99.70	1.0
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	107.91	2.8
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	95.98	3.6

Fonds en actions

Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD 1/1e	159.83	14.1
Synchrony (LU) High DivEuroP.St. A	EUR 1/1e	126.12	8.8
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD 1/1e	125.50	11.7
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	157.56	10.0
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/1e	156.94	7.8
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	131.61	4.9
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1e	216.54	7.8
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	137.40	11.1
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3f	98.53	6.2
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1e	132.79	9.6
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD 4/3f	104.08	6.7
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	140.15	5.6
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	106.22	10.4
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	108.27	10.6
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	106.25	-
Synchrony US Equity A	USD 4/3e	207.36	17.4

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	142.88	6.4
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1f	146.07	5.0
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	97.66	4.0
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	129.43	8.4
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	97.90	3.5
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	147.79	11.1
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1e	140.19	4.2
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1e	175.94	5.9
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f	124.62	5.2
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	130.17	6.5
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	118.64	6.2
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	131.99	8.8

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	162.80	13.1
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	119.50	20.5
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	89.10	16.5
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1e	161.10	18.0
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1e	99.90	18.1
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1e	134.00	19.4
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1e	110.20	9.5
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/1e	189.50	5.2
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/1e	70.30	-16.5

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	100.95	7.3
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.83	5.2
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	97.52	9.6
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	91.22	2.9
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	137.13	12.4
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	109.64	9.5
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	163.22	7.2
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	97.73	6.0
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	85.33	2.3
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	113.53	5.1
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	104.04	4.1

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	138.50	4.9
Immo Helvetic	CHF 5/5	214.00	5.4

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF FI Glb Ops D2 USD	USD 1/1e	17.19	4.3
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD 1/1e	16.35	4.1

Fonds en actions

BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD 1/1e	24.40	15.2
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD 3/3e	182.37	10.6

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD 4/4e	117.80	9.2
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/4e	105.91	3.2
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD 4/4e	116.98	5.0

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR 4/4e	160.77	6.7
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR 1/1e	150.31	7.2
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4e	192.59	6.2
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 4/4e	124.70	10.7
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4e	2413.53	17.3
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4e	233.55	16.7

BRUNOWALTER FINANCE SA

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/1e	214.95	1.4
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/1e	161.00	1.6
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/1e	229.26	1.7
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/1e	97.00	1.7
Allround Quadinvest Growth B	USD 2/1e	301.34	10.0
Allround Quadinvest Growth C	USD 2/1e	307.16	8.6
Allround Quadinvest Growth D	USD 2/1e	316.89	10.2
Allround Quadinvest Growth Da	USD 2/2e	265.92	10.2
Allround Quadinvest Growth OE	USD 2/1e	294.82	9.6

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	561.90	10.0
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	175.53	9.6

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	120.85	11.2
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1e	96.17	13.0
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	134.53	11.2

carne

Fonds en actions

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	251.86	32.8
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/1e	257.39	29.9
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/1e	318.44	36.3

CITÉ GESTION PRIVATE BANK



Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1123.81	6.0
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1043.64	4.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1f	1272.02	6.7

CREDIT SUISSE Part of UBS Group



Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1e	963.17	0.8
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1e	1057.00	2.2
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1e	1176.51	3.2

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	110.80	2.1
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/1e	117.76	6.2
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	112.83	1.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	130.08	2.4
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1e	160.49	3.8
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD 2/2e	147.16	4.5
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2e	142.59	7.3
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	506.43	2.0
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1e	178.39	5.3
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	161.01	6.1

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.33	9.5
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	433.69	4.1
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.71	7.4
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.31	10.2
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	558.33	9.9
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1467.69	7.2
UBS (Lux) Digital Health Eq Fd B USD	USD 2/2e	631.19	-1.1
UBS (Lux) European Entrepr Eq Fd B EUR	EUR 2/1e	4295.53	9.7
UBS (Lux) Ger SmallMid Cap Eq B EUR	EUR 2/1e	2744.64	-6.6
UBS (Lux) Glb Quality Dividend Eq Fd B	USD 2/1e	26.95	14.0
UBS (Lux) Infrastructure Eq Fd B	USD 2/2e	226.19	8.0
UBS (Lux) Security Equity Fund B	USD 2/1e	48.71	7.3

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int & Div Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	131.72	7.5
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	115.96	5.4
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	100.94	2.8
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	107.60	4.7
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	110.45	5.5
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	127.70	6.7
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	119.21	9.7
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1e	206.40	7.0
UBS (Lux) Syst Index Fd Balan CHF UB	CHF 2/1e	123.44	6.2
UBS (Lux) Syst Index Fd Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.81	8.5
UBS (Lux) Syst Index Fd Yield CHF UB	CHF 2/1e	108.83	4.2

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	99.80	5.5
CS REF Green Property	CHF 5/5e	120.50	-0.4
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	79.40	11.5
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	174.00	6.8
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	146.50	2.1
CS REF Siat	CHF 5/5e	228.00	7.6

Investissements alternatifs

CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	110.96	-3.6
UBS (Lux) Eur SmallMid Cap Eq LS Fd B	EUR 2/1a	157.05	-3.8

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	19.40	6.1
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	252.32	5.9
UBS (Lux) Com Idx PI USD Fd B	USD 2/1e	67.66	0.3
UBS (Lux) CommodityAllocation Fd B	USD 2/1e	72.01	1.7

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	113.50	-3.4

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/1a	202.72	4.3
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 4/4a	83.88	4.6
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	204.70	7.4
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	227.17	9.4
ENETIA Energy Infras. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17323.89	2.2
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	131.78	-7.2
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1e	11537.78	3.6
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD 1/1e	44.46	-8.3
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD 1/1e	207.64	15.7

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.68	6.3

Autres fonds

Physical Gold B3	USD 1/1e	137.20	21.4



Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	146.50	7.3

ethos

Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	497.42	7.3

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	107.65	2.8
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	106.60	3.8
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	561.52	1.8

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	411.16	11.6

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e	136.98	4.9
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e	91.64	12.2
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e	97.61	7.5
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e	111.30	5.7
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e	150.51	2.1
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e	93.50	1.7
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e	93.82	1.7
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e	94.83	1.6
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e	90.69	1.6
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e	94.86	1.5
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e	97.06	1.6
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e	102.02	2.9
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e	113.58	4.2
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e	125.09	5.3
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e	138.78	6.5

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND



Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	225.00	6.1

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	101.40	3.8

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	408.60	6.4
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	223.30	-1.3
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	67.10	7.0
Gutzwiller ONE	USD 2/1e	633.50	17.2

Investissements alternatifs

Gutzwiller TWO (USD)	USD 2/1bi	175.70	1.0

helvetia Asset Management AG

Fonds immobiliers

Helvetia (CH) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.50	5.4

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 2/1e	1336.64	10.2
IAM Global Equity CHF - A	CHF 2/1e	2011.95	8.7
IAM Immo Securities CHF - A	CHF 2/1e	1246.56	4.4
IAM Swiss Equity CHF - A	CHF 2/1e	3335.16	9.3

IMMOFONDS asset management



Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 2/2	538.00	-1.8

LA FONCIÈRE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 4/4	137.00	3.4

Lienhardt & Partner PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Stra.Fd A-CHF	CHF 2/1e	84.94	6.5

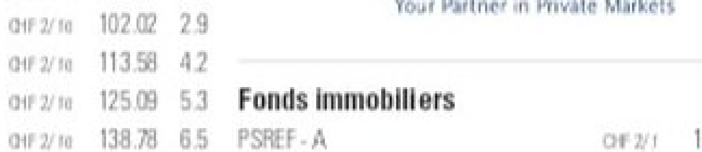
MIRABAUD ASSET MANAGEMENT

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. - Gl Strat Bd I USD	USD 4/4e	129.26	4.8

PATRIMONIUM Your Partner in Private Markets



Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 2/1	165.50	0.0

procimmo BUILDING INVESTMENTS

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 2/2	156.00	7.6
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 5/5	149.50	15.4
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	493.00	10.3

PvB

Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 4/4e	148.37	9.4

REALSTONE

Fonds immobiliers

RSF	CHF 5/5	127.50	2.8
Solvalor 61	CHF 1/1	300.00	4.2

UBP

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR 1/1e	266.14	3.4
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD 1/1e	257.18	4.6
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD 4/1e	232.06	6.8
UBAM - Med.Term US Corp.Bnd AC	USD 1/1e	214.63	4.1

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD 1/1e	285.72	6.8
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1e	18163.00	-9.3
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR 1/1e	2405.53	6.7
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1e	447.52	13.7

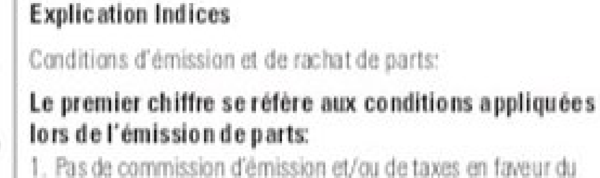
Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Mark. Corp. Bd B	USD 4/4e	106.93	7.4
Emerging Markets Debt B	USD 2/1e	140.12	11.3
Euro Corporate Bond B	EUR 2/1e	176.26	3.0
Global Corporate Bond A	USD 4/4e	104.37	4.2
Sust Bd CHF Concept A	CHF 1/1e	96.54	3.9
Sust Em Mkts Loc Ccy Bd B	USD 2/1e	101.00	1.6
Sustainable Global Bond HI (hedged)	CHF 4/4e	92.54	0.3
TwentyFour Str Inc Fund H (hedged)	CHF 4/4e	93.81	3.8
TwentyFour Sus S-T Bd Inc H (hedged)	CHF 4/4e	95.89	1.0

Fonds en actions

Global Env Change B	EUR 2/1e	568.24	9.6
Global Equity B	USD 2/1e	446.39	9.7
mtx Sust Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD 2/1e	376.33	5.9
mtx Sust Emer Mkts Leaders B	USD 2/1e	146.72	6.6
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 4/1e	668.29	8.6
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1e	283.77	8.8
Sustainable Swiss Equity Income Plus A	CHF 4/1e	105.14	-
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 4/1e	1298.27	6.9
Swiss Eq Mlti Factor A	CHF 2/1e	181.41	7.0
US Equity B	USD 2/1e	2436.65	11.4



Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts:

Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:

1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors de l'émission de parts

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors du rachat de parts

Particularités:

a) évaluation hebdomadaire
b) évaluation mensuelle
c) évaluation trimestrielle
d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts
e) valeur du jour précédent
f) évaluation antérieure
g) émission des parts suspendue temporairement
h) émission et rachat de parts suspendus temporairement
i) prix indicatif
l) en liquidation
x) après distribution de revenu et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie
NAV / Issue Price commissions non comprises

Economie&Finance

100%

LE GOUVERNEMENT CANADIEN A ANNONCÉ LUNDI QUE LE PAYS ALLAIT IMPOSER UNE SURTAXE DE 100% dès le 1er octobre sur les importations de véhicules électriques chinois, accusant Pékin de «concurrence déloyale». Une décision qui fait suite à celle prise aux Etats-Unis en mai dernier.

MAINA TALIA
Ministre du Climat des Tuvalu

Il a exhorté hier les pays qui génèrent le plus d'émissions de gaz à effet de serre à assumer financièrement les coûts croissants liés au changement climatique.



16,2 millions

LES PATRONS DES PLUS GRANDES ENTREPRISES SUISSES GAGNENT TOUJOURS PLUS SELON UNIA. Vasant Narasimhan, à la tête de Novartis, a ainsi vu son salaire presque doublé avec un revenu annuel de 16,2 millions en 2023, assure le syndicat. Les plus bas salaires, eux, ne bougent pas. L'UPS le conteste.

SMI 12 354,35 +0,06%	↑	Dollar/franc	0,8478	↓
		Euro/franc	0,9464	↓
Euro Stoxx 50 4896,69 -0,25%	↓	Euro/dollar	1,1163	↓
		Livre st./franc	1,1178	↓
FTSE 100 8327,78 +0,48%	↑	Baril Brent/dollar	81,04	↑
		Once d'or/dollar	2514	↑

Kuros, la coqueluche de la bourse suisse

MARCHÉS La biotech zurichoise spécialisée dans les dispositifs médicaux pour les greffes osseuses a vu sa valeur presque quadrupler depuis le début d'année. Une ascension qui s'explique par des ventes en hausse

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
@etiennemeyva

DES INVESTISSEURS FRIANDS

Cours de l'action Kuros, en francs



Graphique: Le Temps | Source: SIX

Ces derniers mois, sur les marchés boursiers, les performances éclatantes des entreprises actives dans le domaine de l'intelligence artificielle ont éclipsé les autres secteurs. Mais il n'est pas nécessaire de parler d'IA pour attirer l'attention et d'autres entreprises ont plus discrètement connu une envolée fulgurante. C'est notamment le cas en Suisse de Kuros Biosciences, active dans le domaine des dispositifs médicaux pour les greffes osseuses. Depuis le début de l'année, la valeur de l'action de la petite biotech zurichoise a augmenté d'environ 330%, passant de 3,57 francs à un peu plus de 15 francs.

Une ascension qui place le titre en tête des meilleures performances boursières de l'année jusqu'à présent en Suisse. Le récent recul des marchés financiers à l'échelle globale n'aura pas démenti cette tendance. A titre de comparaison, le cours de l'action du géant américain Nvidia, propulsé vers les sommets par l'IA depuis début 2023, affiche, lui, une progression d'environ 157% depuis le début de l'année.

Cette popularité s'explique en partie par les résultats de la biotech alémanique qui comptait 80 employés fin 2023. Lors de la présentation de ses chiffres pour les six premiers mois de l'année, publiés le 8 août, la société affichait des revenus à hauteur de 31,8 millions de francs contre 12,8 millions de francs sur la même période l'année passée. Elle a ainsi enregistré un bénéfice avant impôts d'un peu plus d'un million de francs contre une perte de 4 millions en 2023.

Dans son communiqué, Kuros Biosciences, qui dispose également d'activités aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, indique qu'elle espère atteindre cette année «l'équilibre en termes de flux de trésorerie d'exploitation» pour la première fois de son histoire. Au premier semestre, elle enregistrait encore une perte d'exploitation de 559 000 francs (4,5 millions en 2023), notamment du fait d'importants coûts de marketing et de commercialisation. Elle anticipe également des ventes au second semestre qui devraient représenter environ 60% de ses revenus de l'année.

Un marché à 2,9 milliards

Déjà marquée au second semestre 2023, la hausse des résultats de Kuros Biosciences est due à la progression des ventes de ses produits de la gamme MagnetOs. Ces solutions sont notamment utilisées dans les opérations de fusion vertébrale (qui lient deux vertèbres) destinée à réduire les douleurs en cas de lésion de la colonne vertébrale, par exemple une hernie discale. Ses dispositifs se présentent comme une alternative à la transplantation osseuse dans ce domaine. La biotech estime que le marché mondial dans ce domaine pèse environ 2,9 milliards de dollars.

En début d'année, elle a également reçu deux feux verts de la Food and Drug Administration, l'autorité américaine de régulation des médicaments et des dispositifs médicaux, pour l'un de ses produits. Outre sa gamme MagnetOs, elle mène aussi un essai clinique pour un médicament d'origine biologique, Fibrin-PTH, également destiné à permettre la croissance osseuse de manière ciblée.

Mais avant d'en arriver à ce stade, Kuros Biosciences a connu un parcours mouvementé qui illustre bien les problématiques de développement d'une biotech. La société est née en 2000 sous le nom de Kuros Therapeutics, en tant que spin-off de l'EPFZ. Les activités de l'entreprise dans le domaine des produits dentaires et des implants buccaux sont rapidement rachetées en 2002 par le groupe Straumann, spécialiste de la chirurgie et des implants dentaires. Le reste de ses projets est repris par une nouvelle société, Kuros Biosurgery.

Celle-ci donnera par la suite naissance à Kuros Biosciences après sa fusion en 2016 avec une autre biotech suisse, Cytos Biotechnology. Cette dernière, cotée en bourse, est alors en grande difficulté notamment après un échec clinique dans le développement d'un traitement de l'asthme. L'opération prend la forme d'une prise de contrôle inversée permettant à Kuros d'être à son tour cotée à la bourse suisse. ■

MAIS ENCORE

Le taux d'intérêt de référence devrait rester stable

Les locataires ne devraient pas pouvoir compter sur une baisse de loyer cette année, estime UBS. Le numéro un bancaire helvétique anticipait la publication par l'Office fédéral du logement (OFL) d'un taux d'intérêt de référence applicable aux contrats de bail inchangé à 1,75%. La Banque nationale suisse devrait encore une fois assouplir sa politique monétaire et abaisser son taux de référence fin septembre. Une baisse qui devrait toutefois être la dernière, le taux d'intérêt de référence pour les loyers devant donc rester à 1,75% ces deux prochaines années. (ATS)

Tamedia annonce une restructuration «radicale»

MÉDIAS Face aux difficultés du marché, le plus grand groupe de presse de Suisse entame cette semaine la plus importante refonte de son histoire. Les premières annonces concrètes sont attendues pour ce matin

YAN PAUCHARD
@yanpauchard



JESSICA PEPPEL-SCHULZ
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE TAMEDIA

Cette semaine pourrait s'avérer décisive pour l'avenir de médias suisses bousculés par la baisse des revenus et la transition numérique. Tamedia, le plus grand groupe de presse privé du pays avec ses 1400 collaborateurs, a entamé la plus importante restructuration de son histoire centenaire. Les annonces s'échelonneront ces prochains jours, lors d'une procédure qui a débuté hier soir par une présentation à l'interne de la nouvelle stratégie. La directrice générale, l'Allemande Jessica Peppel-Schulz, y a annoncé «une réorganisation fondamentale» à l'aide, pour l'anecdote, d'une traduction à l'attention des collaborateurs francophones.

Selon différentes sources, Jessica Peppel-Schulz a durant une heure égrainé, entre autres, les difficultés du marché et du groupe (trop forte prédominance du print, difficulté de valoriser les contenus…) qui, pour rappel, édite les titres *Le Matin Dimanche*, *24 heures* et *Tribune de Genève*. Pour beaucoup, la directrice générale a donné l'impression de préparer le terrain à une refonte «radicale», mais sans donner d'indications concrètes. Un journaliste romand ne cache pas sa frustration. «Tout est possible, rien n'est clair, grince-t-il. On nous a parlé d'organisation en hub, de transversalité, d'étapes appelées «horizons»… Mais le mot licenciement n'a jamais été prononcé.»

«On a compris que ça allait faire mal»

Le sentiment est partagé outre-Sarine. «C'est effarant et arrogant: après une heure à nous dire qu'il y aura des changements radicaux, à nous servir des concepts avec le sourire, on ne nous dit rien de plus. Mais on a tous compris que ça allait faire mal», peste un collaborateur alémanique. C'est lors d'une nouvelle séance prévue ce matin que des premières mesures doivent être annoncées. Dans la nuit, avant l'ouverture de la bourse, Tamedia communiquera également ses chiffres semestriels. Demain, il est enfin prévu que Jessica Peppel-Schulz soit présente à Lausanne pour une communication en français.

Le suspense demeure donc entier sur l'ampleur de la réorganisation. A l'interne, la tension est forte, tout comme les rumeurs, entre fermeture de l'imprimerie de Bussigny (l'une des trois que compte Tamedia), centralisation des rubriques Suisse-Economie-Monde, jusqu'à une fusion complète des régionaux *24 heures* et *Tribune de Genève*. Dans la foulée des annonces, aujourd'hui, des assemblées générales de collaborateurs sont prévues dans les différentes rédactions. D'ici là, les représentants du personnel ne font pas de commentaire.

Cette nouvelle restructuration porte la marque de Jessica Peppel-Schulz, entrée en fonction au 1er octobre 2023, après avoir été directrice générale de Condé Nast Germany, le groupe qui publie la version allemande des magazines people *Vogue*, *Glamour* et *GQ*. Avec son arrivée, le ton s'est encore durci au sein du groupe par rapport à son prédécesseur Marco Boselli. S'il avait procédé à des coupes, il avait également mené une longue réflexion pour développer l'offre journalistique, via la création d'une plateforme numérique de niveau national. Baptisé Aurora, le projet n'a cependant jamais vu le jour à cause, semble-t-il, des incertitudes financières.

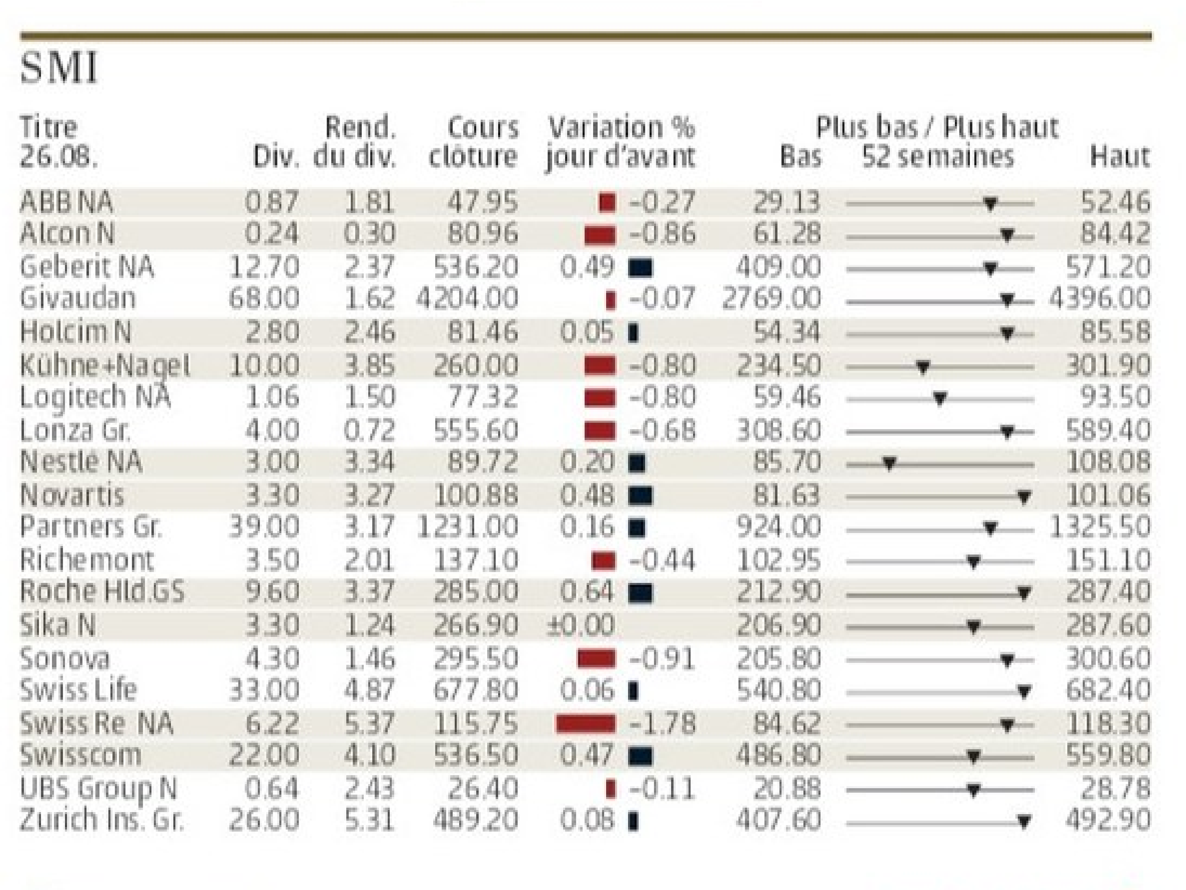
> **«C'est effarant et arrogant: après une heure à nous servir des concepts avec le sourire, on ne nous dit rien de plus»**
> UN COLLABORATEUR ALÉMANIQUE

Sur l'Arc lémanique, la réorganisation devrait frapper de plein fouet des équipes fragilisées par plusieurs réorganisations. Depuis 2019, Tamedia n'a plus connu d'année sans mesures d'économies. En septembre 2023, le groupe biffait 10% de ses effectifs romands, soit 28 emplois sur 247, provoquant débrayage et manifestation. «Inquiet pour l'emploi et la diversité de la presse», le Conseil d'Etat vaudois écrivait alors à la direction de Tamedia, suivi par son homologue genevois qui affichait lui «sa consternation». ■

BOURSE 26.08.2024

↑ SMI 12354.35 0.06% ↓ SPI 16389.74 -0.06% ↓ SLI 2004.25 -0.17% ↓ SMIM 2681.673 -0.48% ↑ VSMI 13.1533 1.03%

SMI



Titre 26.08.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines Bas	Haut
ABB NA	0.87	1.81	47.95	-0.27	29.13	52.46
Alcon N	0.24	0.30	80.96	-0.86	61.28	84.42
Geberit NA	12.70	2.37	536.20	0.49	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.62	4204.00	-0.07	2769.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.46	81.46	0.05	54.34	85.58
Kühne+Nagel	10.00	3.85	260.00	-0.80	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.50	77.32	-0.80	59.46	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.72	555.60	-0.68	308.60	589.40
Nestlé NA	3.00	3.34	89.72	0.20	85.70	108.08
Novartis	3.30	3.27	100.88	0.48	81.63	101.06
Partners Gr.	39.00	3.17	1231.00	0.16	924.00	1325.50
Richemont	3.50	2.01	137.10	-0.44	102.95	151.10
Roche Hld.GS	9.60	3.37	285.00	0.64	212.90	287.40
Sika N	3.30	1.24	266.90	±0.00	206.90	287.60
Sonova	4.30	1.46	295.50	-0.91	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	4.87	677.80	0.06	540.80	682.40
Swiss Re NA	6.22	5.37	115.75	-1.78	84.62	118.30
Swisscom	22.00	4.10	536.50	0.47	486.80	559.80
UBS Group N	0.64	2.43	26.40	-0.11	20.88	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.31	489.20	0.08	407.60	492.90

↑ GAGNANTS — Cours du SPI du 26.08.2024 — PERDANTS ↓

Gagnants			Perdants		
Curatis N	5.98	+19.60%	Meyer Burger	2.25	-45.09%
Evolva Hold.	0.94	+8.80%	Hochdorf	4.87	-14.56%
Addex Therap.	0.06	+6.79%	Leclanché NA	0.32	-8.57%
GAM NA	0.17	+6.38%	ams-OSRAM	1.02	-5.97%
Molecular Partn.	5.49	+4.57%	Kudelski	1.45	-5.84%

INDICES BOURSIERS

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)

S&P UK (UK) 1689.06* 0.46%
DAX (DE) 18617.02 -0.09%
SMI (CH) 12354.35 0.06%
RTS (RU) 948.67 3.61%
S&P TSX (CA) 23371.24 0.37%
HANG SENG (HK) 17788.23 1.02%
DOW JONES (US) 41273.44 0.24%
CAC 40 (FR) 7590.37 0.18%
NIKKEI (JP) 38110.22 -0.66%
NASDAQ 17762.73 -0.64%
BOVESPA (BR) 136489.84 0.08%
S&P SOUTH AFRICA (ZAR) 3680.18 -0.26%
STRAITS TIMES (SG) 3396.03 0.18%

AEX (NL)	907.49	-0.12%	OMX (SE)	992.90	0.21%
All Ordinaries (AU)	8311.50	0.76%	OMXC 20 (DK)	2704.40	-0.74%
ATX (AT)	3694.81	0.14%	S&P 500 (US)	5627.10	-0.13%
Euro Stoxx 50 (CH)	4896.69	-0.25%	SET Index (TH)	1364.81	0.73%
IBEX 35 (ES)	11265.50	-0.11%	SSE 180 (CH)	7454.39	-0.16%
Kospi (KR)	2698.01	-0.14%	Stoxx Europe 600 (CH)	518.05	-0.02%
Nasdaq 100 (US)	19560.19	-0.81%	Stoxx Singap. 20 (CH)	2014.44	0.40%
OBX (NO)	1353.23	0.54%	Taiwan Weighted (TW)	22240.12	0.37%

CHANGES

↑ $/CHF 0.8475 ±0.00%   ↓ €/CHF 0.9467 -0.18%

La Banque 26.08.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9458	0.9460	0.92	0.98	102.04
1 Dollar US	0.8465	0.8467	0.81	0.89	112.68
1 Dollar canadien	0.6265	0.6267	0.59	0.67	149.81
1 Dollar australien	0.5734	0.5736	0.54	0.62	162.60
100 Dollar hongkong	10.8585	10.8615	10.20	12.00	833.33
100 Yens	0.5880	0.5881	0.54	0.63	15810.28
1 Livre sterling	1.1163	1.1167	1.04	1.19	83.86
100 Couronnes suédoises	8.2812	8.2872	0.00	9.20	1086.96
100 Couronnes norvég.	8.0154	8.0211	0.00	9.00	1111.11
100 Couronnes danoises	12.6756	12.6796	0.00	13.45	743.49

1 Bitcoin USD 63753.10 (26.08.) 64419.95 (25.08.)

Monnaies 26.08.							
Franc suisse	-	1.1799	1.0562	0.8941	170.4757	1.5896	108.5232
Dollar US	0.8475	-	0.8952	0.7578	144.4860	1.3472	91.9810
Euro	0.9467	1.1170	-	0.8465	161.3955	1.5049	102.7428
Livre sterling	1.1183	1.3196	1.1813	-	190.6552	1.7777	121.3837
Yen	0.5865	0.0069	0.0062	0.0052	-	0.0093	0.6364
Dollar canad.	0.6290	0.7422	0.6645	0.5625	107.2436	-	68.2686
Rouble	0.0092	91.9810	0.0097	0.0082	1.5706	0.0146	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Titre	Cours 26.08. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Accelleron	41.84	-0.81	44.3	21.4
Addex Therap.	0.06	6.79	0.26	0.04
Adecco Gr. NA	29.14	0.14	42.2	27.3
Adval Tech	85.00	±0.00	116	83.0
Aevis Vict. NA	14.75	±0.00	19.0	13.8
Airesis S.A	0.44	-	0.72	0.25
Allreal NA	159.00	0.13	159	140
Also Holding	254.00	0.99	282	205
ams-OSRAM	1.02	-5.97	3.48	0.92
APG SGA NA	200.00	1.27	226	165
Arbonia NA	13.00	±0.00	13.5	7.10
Arundel NA	0.12	±0.00	0.27	0.08
Aryzta NA	1.73	-0.46	1.83	1.34
Ascom NA	5.74	-1.37	11.0	5.29
Asmallworld	1.45	±0.00	1.94	1.25
Autoneum H. NA	122.40	-1.29	167	98.8
Avolta	33.34	-0.95	39.8	29.0
Bachem H. NA	81.70	-0.61	91.7	54.0
Bâloise NA	160.00	-0.06	163	126
Barry Callebaut	1373.00	0.37	1627	1215
Baselland. KB	856.00	0.47	894	830
Basilea Pharm.	44.70	-1.11	49.0	32.0
Basler KB PS	66.00	0.30	69.6	62.0
BB Biotech	39.50	-1.00	49.8	35.4
Belimo	557.50	-0.18	559	369
Bell Food	260.00	-0.95	285	238
Bellevue Gr.	16.40	-1.20	25.0	16.0
Bergb. Engelb.	40.30	-0.74	45.9	39.7
Berner KB	233.00	0.43	253	231
BKW	152.90	-0.91	168	122
Bossard	215.50	-3.58	230	173
Bq. Cant. de G.	274.00	-0.36	317	213
Bq. Cant. de J.	58.50	-0.85	66.5	49.2
Bq. Cant. Vaud.	91.45	-0.65	113	89.0
Bucher Ind.	356.00	-0.14	402	314
Bündner KB	1710.00	0.59	1815	1630
Burckhardt	584.00	0.17	666	436
Burkhalter	89.80	-0.77	101	83.0
BVZ	960.00	-	1080	820
Bystronic	316.00	-1.86	598	299
Calida Holding	28.60	1.42	32.0	25.0
Carlo Gavazzi	244.00	-0.81	354	232
Cembra Money	77.35	-0.26	78.9	60.0
CI Com	1.25	-	2.38	0.90
Cicor Technol.	51.00	-1.54	53.4	43.0
Clariant	13.27	0.08	15.3	10.8
Coltene	50.20	-1.95	72.4	44.1
Comet	337.00	-2.18	389	171
Comp. Fin.Tr.	150.50	0.33	157	113
Cosmo Pharma.	78.60	-1.50	80.5	33.7
CPHG	65.00	1.25	73.6	52.0
Curatis N	5.98	19.60	35.8	0.90
Dätwyler	172.40	-0.23	207	154
DKSH Hold.	67.90	0.15	69.1	54.0
DocMorris	38.92	-2.75	102	35.2
dormakaba	518.00	-0.19	535	401
Dottikon	259.50	-1.33	270	190
Edisun Pow.	67.50	-2.17	116	66.5
EFG Int.	12.20	0.16	13.7	9.30
Emmi NA	883.00	-0.34	964	820
Ems-Chemie	707.00	-0.56	785	581
Epic Suisse	73.00	0.27	75.0	59.2
Evolva Hold.	0.94	8.80	4.10	0.62
Feintool Int.	15.65	-1.57	22.9	15.5
Flugh. Zürich	204.20	-0.87	209	166
Forbo Hold. NA	875.00	-0.34	1200	863
Fund. Real	16.05	±0.00	17.3	15.2
Galderma Gr.	82.04	-1.25	84.9	60.0
Galenica NA	72.25	-0.07	78.2	65.1
GAM NA	0.17	6.38	0.54	0.13
Georg Fischer	64.95	-0.31	72.2	45.6
Glarner KB N	21.30	0.47	24.3	20.8
Grp. Minoteries	234.00	±0.00	290	216
Gurit Hold.	37.10	1.92	99.8	34.5
Helvetia	133.40	-0.45	137	115
HIAG Immo.	78.40	2.62	81.4	69.4
Highlight	8.00	-4.19	15.3	4.00
Hochdorf	4.87	-14.56	29.0	1.23
Huber+Suhner	84.90	±0.00	85.0	59.9
Hypo Lenzburg	4100.00	±0.00	4380	3780
Idorsia	2.33	2.47	5.32	1.29
Implenia	31.05	-1.27	36.8	25.8
Ina Invest	18.00	0.84	19.0	15.7
Inficon	1190.00	-1.98	1508	940
Interoll	2490.00	-1.39	3080	2245
Intershop N	122.60	1.16	130	113
Investis	110.00	±0.00	110	91.4
IVF Hartmann	137.00	0.74	144	103
Julius Bär NA	50.28	-0.12	62.1	43.0
Jungfraubahn	204.50	±0.00	211	141
Kardex	251.50	-1.76	278	163
Klingelnb.	16.15	0.62	19.0	15.0
Komax	130.00	-1.66	226	124
Kudelski	1.45	-5.84	1.99	1.11
Kuros Bios.	15.02	-1.31	16.6	1.76
Landis+Gyr	76.20	-0.13	83.4	60.5
lastminute	19.86	0.10	27.0	15.2
Leclanché NA	0.32	-8.57	0.63	0.30
Lem	1238.00	0.65	2120	1108
Leonteq	27.60	3.18	41.3	21.7
Liechten. LB	75.20	-0.53	76.5	59.3
Lindt & Spr.	108800.00	±0.00	113600	95000
Lindt & Spr. PS	10930.00	-0.73	11430	9385
Luzerner KB	65.80	-0.15	76.4	64.0
MCH Group N	3.90	2.63	5.88	3.50
Medacta Gr.	129.40	-1.07	135	98.1
Medartis	65.50	1.87	94.0	61.0
Medmix	10.96	1.48	26.8	10.1
Meier Tobl.	26.20	-0.76	44.1	25.0
Metall Zug	1245.00	0.81	1570	1215
Meyer Burger	2.25	-45.09	123	1.82
Mikron	18.40	-0.81	20.0	12.5
Mobilezone	13.44	-0.30	15.3	12.7
Mobimo	271.50	±0.00	273	241
Molecular Partn.	5.49	4.57	9.50	3.04
Montana A.	18.62	-1.59	19.9	9.68
Newron Pharma	7.92	0.76	11.5	4.09
Novavest Real Est.	32.70	±0.00	37.0	31.7
OC Oerlikon NA	4.73	-1.09	5.12	3.30
Orascom Dev.	3.99	-3.16	6.02	3.20
Orell Füssli	76.00	±0.00	83.6	69.0
Orior	55.30	-5.31	77.1	52.5
Peach Prop.	7.14	1.28	14.2	6.30
Perrot Duval	65.00	±0.00	80.5	35.2
Phoenix Mec.	441.00	0.68	536	342
Pierer Mob.	24.75	-5.17	73.4	24.1
Plazza	315.00	0.32	315	291
PolyPeptide	34.35	-0.15	35.8	14.1
Private Equity	73.00	-0.54	78.0	63.0
PSP	125.00	0.24	126	105
R&S Group	16.20	-1.82	16.9	9.55
Relief Therap.	1.06	-0.94	4.89	1.06
Rieter	103.80	1.76	138	74.1
Roche I	306.60	0.52	312	229
Romande Energie	52.60	-0.75	58.8	50.6
Sandoz	37.48	-0.16	38.8	22.7
Santhera Pha.	9.01	0.11	14.6	7.14
Schindler N	229.50	-0.43	237	171
Schindler PS	234.80	-0.42	243	176
Schlatter Hold.	22.00	-1.79	28.0	21.0
Schweiter Tech.	416.50	-1.07	638	372
Schweizer NB	3720.00	0.54	4790	3440
Sensirion	70.00	-1.41	88.1	57.5
SF Urban Prop. N	93.20	1.08	96.0	82.5
SFS Group	126.80	-0.94	130	88.9
SGS	93.90	-0.40	96.2	69.6
SHL Telemed.	2.95	1.72	10.4	2.74
Siegfried	1090.00	-1.62	1108	655
SIG Group	17.64	0.40	23.9	15.9
SKAN Group	79.50	-0.63	86.6	65.0
SoftwareONE	15.76	-1.13	19.3	14.0
Spexis	0.057	-	1.06	0.01
St. Galler KB	421.00	0.36	508	415
Stadler Rail	27.50	-0.36	36.3	24.7
StarragTornos	45.00	-0.88	57.0	44.6
Straumann	123.45	-2.41	152	97.0
Sulzer NA	127.40	0.16	139	72.3
Swatch Group I	181.90	0.25	258	167
Swatch N Gr.	36.05	0.14	48.9	33.3
Swiss Pr. Site	95.35	0.90	95.6	81.3
Swiss Steel H.	5.00	-0.79	26.5	4.63
Swissquote	306.40	±0.00	309	158
Tecan	286.20	0.07	392	251
Temenos NA	58.80	-0.34	89.7	52.7
Thurgau. KB PS	122.50	0.41	130	117
TX Group	159.20	-1.00	171	81.7
u-blox Holding	77.70	-1.52	102	73.2
Valiant Hld.	98.30	0.10	111	92.8
Varia US Prop.	32.50	1.56	41.0	30.7
VAT Group N	425.70	-2.25	528	309
Vaudoise	449.00	-0.66	462	413
Vetropack N	31.35	1.46	48.0	29.8
Villars	560.00	-	715	550
Vontobel	55.70	-0.54	59.4	47.6
VP Bank	76.00	0.53	97.6	69.0
VZ Holding	126.80	-1.71	129	85.7
V-ZUG	57.00	-2.06	69.2	48.1
Walliser KB	114.50	±0.00	118	107
Warteck Invest	1700.00	±0.00	1907	1610
Wisekey	3.84	-1.54	5.47	2.80
XLife Sciences	27.90	2.95	51.4	25.9
Ypsomed	385.00	-5.17	432	244
Zehnder Gr.	53.50	-1.11	62.2	45.2
Züblin Immob.	26.20	±0.00	27.4	23.8
Zug Estates	1825.00	-0.27	1915	1480
Zuger KB	8300.00	±0.00	8580	7460
Zwahlen&Mayr I	160.00	-	180	112

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		26.08.			26.08.
Saron		1.207	Euribor	1 mois	3.583
€STR		3.664	Euribor	3 mois	3.523
€STR	3 mois	3.730	Euribor	6 mois	3.401
€STR	6 mois	3.843	Euribor	12 mois	3.116
€STR	12 mois	3.913			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES

↑ Brut 81.06 2.58%
Londres Brent, $/Baril

	26.08.	23.08.
Baril NY WTI (Nymex) $/bar.	77.11	74.96
Baril RBOB (Nymex) $/gal.	2.14	2.12

Mazout Comb. ECO	26.08.
de 3001 à 6000 litres	105.40 - 107.50

Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.

MATIÈRES PREMIÈRES

	26.08.	23.08.
Cuivre (LME) $/t	9173*	1.81%
Etain (LME) $/t	32862*	2.13%
Plomb (LME) $/t	2093*	2.77%
Aluminium hg (LME) $/t	2537*	3.01%
Blé (CBOT) €/t	524.25	-1.13%
Maïs (CBOT) $-Cts/bu	386.25	-1.28%

MÉTAUX PRÉCIEUX

↑ Or 2134.43 0.20%
CHF/Once

CHF Pièces	achète 26.08.	vend 26.08.
8 Florin	401.50	426.50
Krugerrand	2105	2220
Maple leaf	2105	2211
Napoleon 20 Fr.	391.00	440.00
Souverain ancien	493.00	554.00
Souverain nouveau	493.00	549.00
Vreneli 20 Fr.	392.00	440.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2524	2525
Kg/CHF	68460	68960
Argent (Zurich)		
Once/USD	30.10	30.15
Kg/CHF	813.00	828.00
Platine (Zurich)		
Once/USD	968.50	978.50
Kg/CHF	26123	26873
Palladium (Zurich)		
Once/USD	962.00	967.00
Kg/CHF	26068	26438

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; **Div.** = dividende ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **St.** = actions ordinaires ; **Vz.** = actions privilégiées ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal** et **devises étrangères** données fournies par UBSGroup AG. Toutes les données sont sans garantie,
cours 26.08.2024 / 18.51 h CE(S)T
Source: Infront

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mardi 27 août 2024

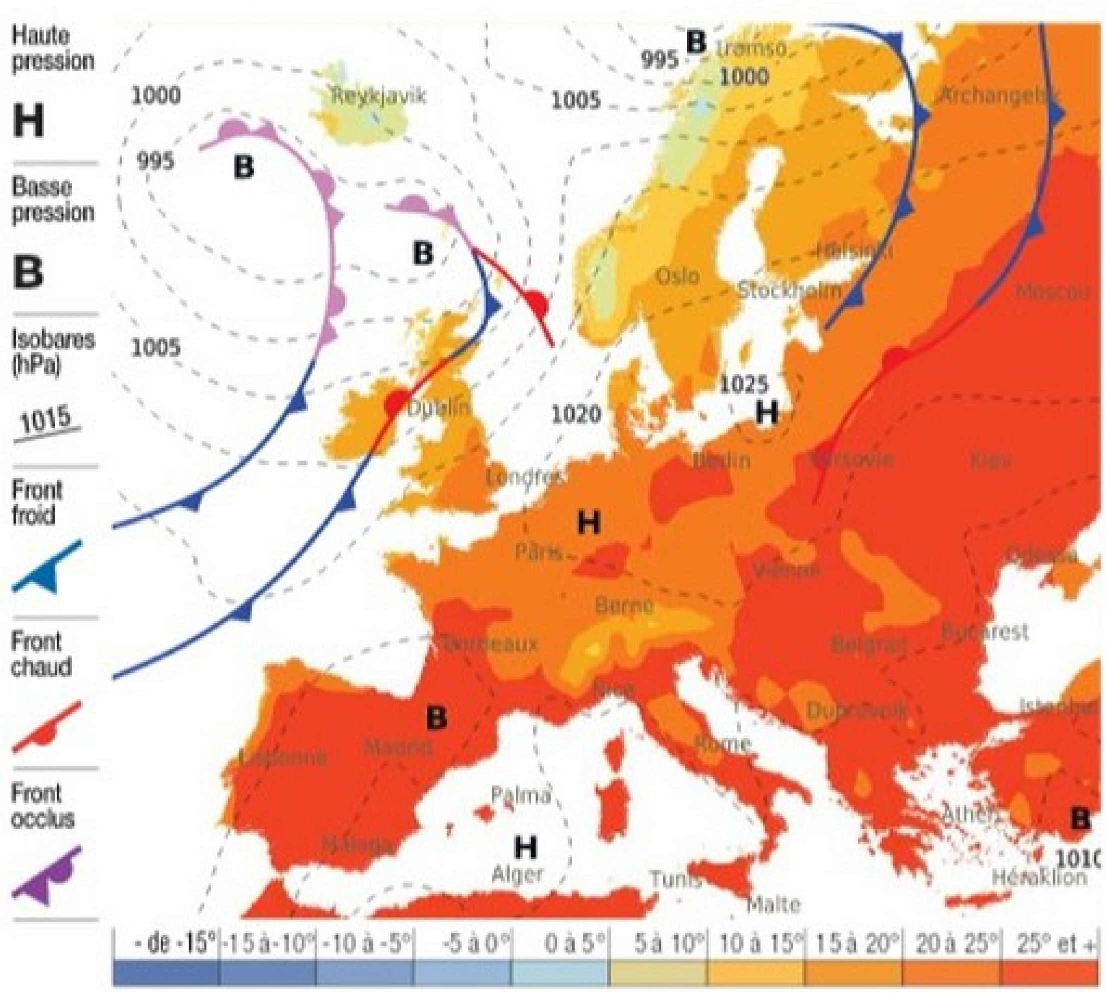


lever: **06h50**
coucher: **20h23**
3 minutes de soleil en moins

lever: **---**
coucher: **16h40**

lune décroissante
taux de remplissage: 38%

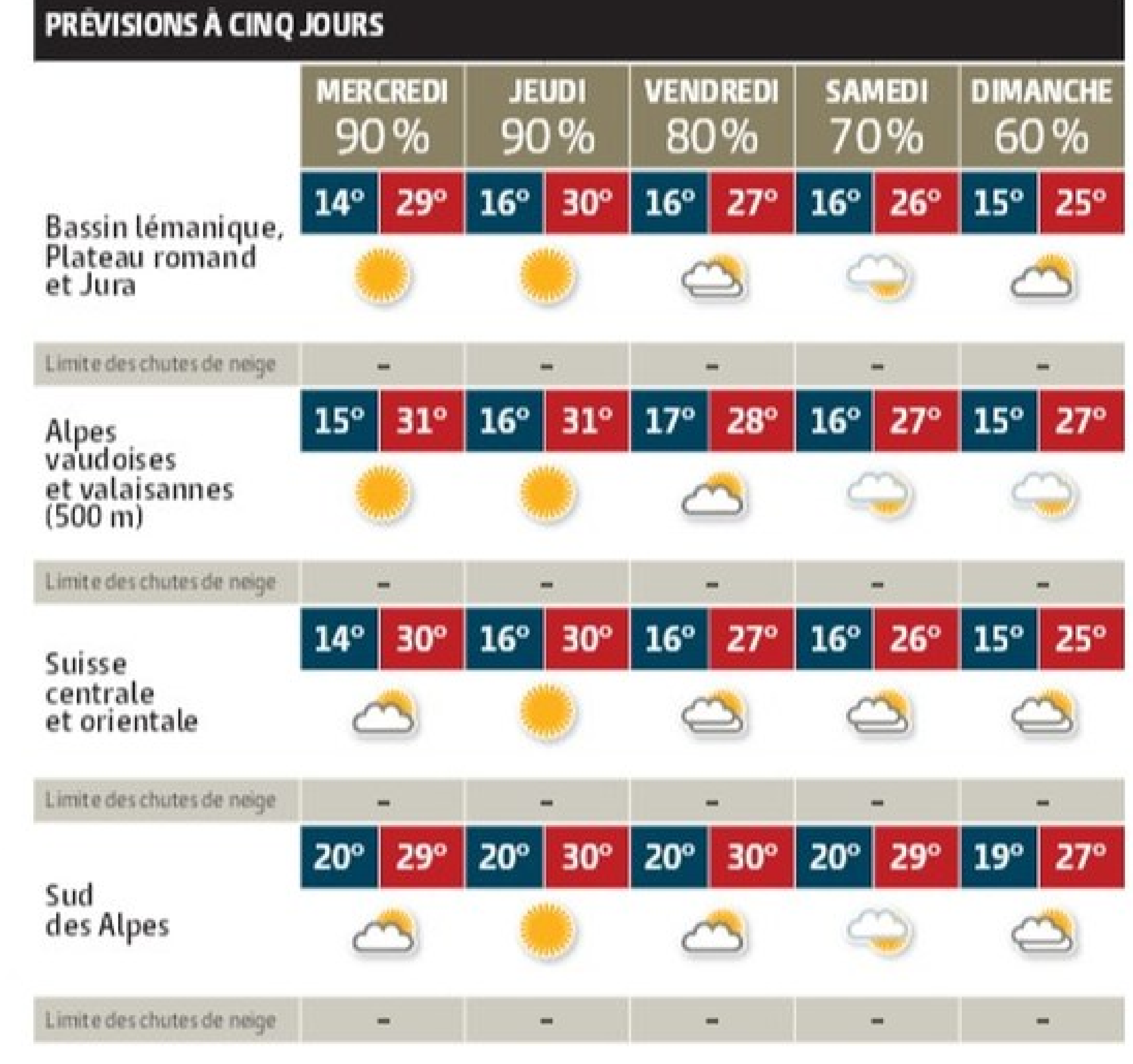
Situation générale aujourd'hui à 13h



Bâle 12° 26°
Zurich 14° 25°
Saint-Gall 13° 22°
La Chaux-de-Fonds 10° 23°
Berne 12° 25°
Coire 15° 27°
Lausanne 15° 25°
Saint-Moritz 8° 19°
Genève 14° 26°
Sion 14° 29°
Locarno 19° 28°
Verbier 11° 22°

CE MARDI SIGNE LE RETOUR À DES CONDITIONS ESTIVALES, résultant de l'arrivée d'air plus chaud et de la réapparition d'un généreux soleil en toutes régions. Si la bise sera encore sensible sur le bassin lémanique, le vent sera calme en montagne où des cumulus fleuriront l'après-midi et pourraient donner lieu à une averse l'après-midi. Mercredi et jeudi, ces conditions se maintiendront avec toutefois des températures qui monteront encore d'un cran, avant une progressive dégradation entre vendredi et samedi.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS



	MERCREDI 90%	JEUDI 90%	VENDREDI 80%	SAMEDI 70%	DIMANCHE 60%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	14° 29°	16° 30°	16° 27°	16° 26°	15° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	15° 31°	16° 31°	17° 28°	16° 27°	15° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	14° 30°	16° 30°	16° 27°	16° 26°	15° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	20° 29°	20° 30°	20° 30°	20° 29°	19° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse **tél. 0900 162 666**
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

Tour de cadran de la culture horlogère à Genève

ÉVÉNEMENT Les fabricants exposent leurs nouveautés aux Geneva Watch Days, du 29 août au 2 septembre. Officiellement, ce n'est pas un salon mais un point de rencontre avec le public. Et il y a deux ou trois spécialités à ne pas manquer

STÉPHANE GACHET

Genève capitale de l'horlogerie, *bis repetita*. A partir de jeudi et pendant cinq jours, la Rade se mue en jardin des senteurs du garde-temps. Le rendez-vous se nomme Geneva Watch Days. Officiellement, 53 fabricants y exposent leurs dernières créations. Officieusement, ils seront beaucoup plus à arpenter les quais et les couloirs des grands hôtels. L'occasion pour les amateurs de montres de se faire une idée de l'état de l'art. Le tout agrémenté de symposiums, conférences, débats, expositions et même une vente aux enchères caritative.

Demandez le programme

Les Geneva Watch Days ont vu le jour en 2020, comme une mesure compensatoire après l'annulation du salon maxima, Watches & Wonders verrouillé par le corona cette année-là. Au départ, il s'agissait d'une initiative privée, amorcée par une poignée de fabricants indépendants. Le rendez-vous est toujours orchestré par les marques elles-mêmes, mais profite aujourd'hui d'un large soutien de la ville de Genève et de toutes les instances locales ayant un lien avec la culture horlogère, comme le Grand Prix d'horlogerie de Genève, l'Ecole d'horlogerie et la Fondation de haute horlogerie – officieusement baptisées «le culture club».

Sur le principe, l'événement est gratuit et ouvert au public. Il n'y a pas d'entrée à payer. Les visiteurs sont juste invités à suivre le programme. Il suffit de s'inscrire en ligne. Les événements principaux se tiennent sur le quai du Mont-Blanc, place de la Rotonde. Deux tentes y ont été dressées: le Pavillon et le Glass Box – que tout le monde nomme «le Cube». Le menu est généreux. La Fondation de la haute horlogerie, par exemple, propose des tours complets, discussions, parcours dans les showrooms, découverte de nouveautés, et point de chute au pont de la Machine pour une visite guidée de l'exposition *Watches and Talents*, autour des métiers de l'horlogerie.

Le salon est aussi l'occasion de rencontrer quelques influenceurs parmi les plus colorés du secteur, comme l'inénarrable Wei Koh, créateur du magazine *Revolution*. Sous sa houlette, le public pourra assister à des tables rondes où toutes les thématiques les plus chaudes du moment sont dissertées: la durabilité, le rôle du second marché, les femmes d'influence, les montres dans lesquelles il faut investir.

D'une rive à l'autre

Certaines marques tiennent des présentations publiques sous tente. Les horaires sont disponibles en ligne, il suffit de cliquer sur le nom du fabricant. Sinon, les hôtels sont ouverts et il est toujours possible d'y faire un tour, même si l'entrée de certaines suites est exclusivement réservée aux personnes invitées.

Le point névralgique des Geneva Watch Days est l'hôtel Beau-Rivage, où 27 marques sont rassemblées. C'est là que loge la crème de l'horlogerie indépendante, comme le genevois MB&F, chef de file de la montre de haute créativité. En principe, le fabricant ne reçoit pas le public, si les portes restent closes, les montres restent visibles en tout temps, à la M.A.D. Gallery de la rue de Verdaine, en Vieille-Ville.

> **Le rendez-vous est toujours orchestré par les marques elles-mêmes, mais profite aujourd'hui d'un large soutien public**

Parmi les raretés figure la manufacture De Bethune, basée à L'Auberson, près de Sainte-Croix, qui occupe une partie du rez-de-chaussée du Beau-Rivage. Les visiteurs sensibles à l'horlogerie contemporaine doivent impérativement s'y arrêter. Ils auront peut-être la chance d'échanger quelques mots avec l'horloger Denis Flageollet, sommet d'inventivité et d'érudition. Un tour chez Greubel Forsey permettra d'étendre encore le champ de compréhension de ce qui fait d'une montre une pièce d'exception. Et pour les amateurs de technique, un passage chez Armin Strom s'impose, on vous y exposera les principes de la résonance.

Des Russes et Swatch Group

Pour les exotismes, il faut pousser jusqu'à l'Hôtel d'Angleterre, une rue plus loin. Deux fabricants russes y exposent. Il y a l'horloger indépendant Konstantin Chaykin, basé à Moscou. Il ne manie ni le français ni l'anglais, mais ses réalisations parlent pour lui – il est notamment à l'origine d'une montre «Jocker» qui a fait florès. Il a pour voisin Raketa, dernière manufacture russe, à Saint-Pétersbourg, connue pour ses créations à affichage sur 24 heures et celles dont les aiguilles tournent en sens inverse.

L'une des singularités des Geneva Watch Days est aussi d'accorder une bonne place à la montre abordable, dont les prix publics ne dépassent pas quelques milliers de francs. Dans cette catégorie, deux maisons indépendantes sont incontournables: le franc-montagnard Louis Erard (à l'Hôtel d'Angleterre), reconnu pour ses collaborations avec d'autres horlogers et artistes, et le bâlois Oris (à l'hôtel Beau-Rivage), ainsi que deux spécialistes de la montre sportive, Doxa (Beau-Rivage) et Edox (Fairmont).

Autre singularité de cette édition: trois marques de Swatch Group apparaissent au programme. C'est la première fois que des maisons du groupe prennent part à un événement collectif depuis le retrait de Baselworld, en 2018. Pour cela, il faut traverser le pont du Mont-Blanc et rejoindre les boutiques de la rue du Rhône, où les marques Breguet, Blancpain et Glashütte Original attendent les visiteurs. ■

MAIS ENCORE

Fermeture des gisements pétroliers libyens

Les autorités de l'est de la Libye ont annoncé hier la «fermeture de tous les gisements et terminaux pétroliers» ainsi que «l'arrêt des exportations jusqu'à nouvel ordre», sur fond de crise politique majeure avec le gouvernement rival de Tripoli, reconnu par l'ONU. Cette décision intervient en riposte à une prise de contrôle hier matin de la Banque centrale de Libye (BCL) et au remplacement de son gouverneur par les autorités de Tripoli. La BCL centralise les recettes des exportations d'hydrocarbures et gère le budget de l'Etat qui est ensuite redistribué entre les différentes régions, y compris à l'est. (ATS)



NICOLAS JUTZET
DIRECTEUR ADJOINT DE L'INSTITUT LIBÉRAL

L'Atelier de la liberté

Faut-il rendre un portemonnaie perdu?

Cet été, au retour de mes vacances, j'ai oublié mon portemonnaie dans un bus, dans le sud de la France. Commence alors un rituel de perte de temps et d'argent. Blocage de cartes, renouvellement de ces dernières et, finalement, sans grande conviction: tentative de signalement de la perte. Evidemment, le millefeuille administratif français s'observe aussi dans ce genre de procédure. Il existe plusieurs sites, et il est peu clair de savoir lequel est l'endroit pertinent pour signaler une perte dans un car régional. Après moult pérégrinations, je finis par trouver la lumière dans ce labyrinthe bureaucratique. Mais même muni de ce que j'imagine être le bon formulaire, je suis au fond convaincu que ce signalement ne débouchera jamais sur rien. Ma certitude, pleine de préjugés, est alors la suivante: même si quelqu'un le retrouve, personne ne va m'envoyer un portefeuille contenant des cartes de visite suisses et de l'argent liquide. Le premier venu va s'emparer du cash et jeter le reste. Je fais donc mentalement le deuil.

Le temps passe et, faute de nouvelles, vient renforcer cette intuition. Puis, surprise. Des semaines plus tard, je reçois un mail privé me signalant avoir retrouvé un portefeuille à mon nom, et qui demande à quelle adresse l'envoi peut être fait. Toujours aveuglé par mes préjugés, mon premier réflexe est de croire à une arnaque. Mais vérification faite, la personne qui m'écrit existe. Elle semble simplement être un citoyen modèle qui souhaite aider son prochain et s'engage même à faire l'envoi postal à ses frais en prenant le risque de ne pas être remboursé. Au moment de faire le versement pour les frais d'envoi, un doute me hante toujours. Mais le portemonnaie finit par arriver. Et son contenu est intact. Tant d'altruisme me perturbe.

Cette question troublait également Alain Cohn et ses collègues spécialistes de l'économie comportementale. Dans une étude parue en 2019, ces chercheurs ont testé «l'honnêteté civique» des gens, dans 350 villes de 40 pays. Leur but était de voir combien des plus de 17 000 portefeuilles qu'ils ont déposés à la réception d'hôtels, banques, commissariats, etc., allaient être retournés et avec quel contenu. Chaque portefeuille perdu contenait une carte de visite et une somme d'argent liquide, qui variait. Avec l'intention de tester à quel point les enjeux monétaires affectent les taux de retour.

Leur hypothèse de travail était la suivante: la malhonnêteté des gens se renforcera avec l'augmentation de l'incitation matérielle. C'est aussi l'avis d'un panel de citoyens et d'économistes qu'ils ont interrogés dans le cadre de l'étude. Leur demandant de prédire le comportement des gens, ils répondent qu'ils partent du principe que plus un portemonnaie contient de l'argent, moins il sera renvoyé à son propriétaire. Or, au moment de décortiquer les résultats, c'est l'exact inverse qui est observable. Les citoyens sont massivement plus enclins à signaler la perte de portefeuilles contenant de l'argent. Retrouver un contenant avec une clé ou de l'argent liquide, déclenche en nous un sentiment que l'objet a de la valeur pour le propriétaire. A cette culpabilité s'ajoute le fait que plus la somme est élevée, plus nous avons l'impression d'être des voleurs si nous ne restituons pas l'objet.

Du sentiment de valeur

Le fait de sous-estimer ces deux émotions explique le fossé entre ce que nous pensons de nos prochains, et leurs actes dans la réalité. Il est par ailleurs intéressant d'observer que le taux de retour diffère fortement selon les pays. En tête, parmi les plus honnêtes, on retrouve la Suisse, les Pays-Bas et les nations scandinaves. Dans une autre étude, Niclas Berggren et Therese Nilsson ont démontré que les institutions et les processus du marché libre ont une influence positive sur la confiance entre citoyens au sein de la société, car elle les habitue à collaborer de façon volontaire et à tenir des engagements. Alors, évidemment il est conseillé de ne jamais perdre ses affaires. Mais un conseil si cela devait arriver: perdez-les dans un pays qui aime la liberté. ■

Vous avez une remarque? Une lecture à me conseiller pour une prochaine chronique? N'hésitez pas à me le faire savoir par e-mail à info@nicolasjutzet.ch

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE
14 h: **Mme Monique Lehmann;** chapelle Saint-Roch
14 h: **Mme Monique Roux;** chapelle Saint-Roch

VAUD
Bex – 14 h: **M. Vital Charbonnet;** église catholique
Cheseaux-sur-Lausanne – 14 h: **M. Pierre Burgy;** temple
Gingins – 14 h: **M. William Bally;** temple
L'Auberson – 14 h: **Mme Edith Duperrex-Recordon;** temple
Morges – 14 h: **Mme Yvonne Grin-Amelot;** église catholique Saint-François de Sales
Morges – 14 h: **Mme Eliane Moresi;** église catholique de La Longeraie
Prilly – 14 h 30: **Mme Gertrude Buchillier;** église catholique du Bon-Pasteur
Pully – 15 h: **M. Fernando Riba;** église catholique de Saint-Maurice

FRIBOURG
Châtel-Saint-Denis – 14 h: **M. Jean-Pierre Maillard;** église
Fribourg – 14 h: **Mme Thérèse Perritaz-Berset;** église Saint-Paul, au Schoenberg

JURA
Saint-Ursanne – 14 h: **Mme Marianne Miserez-Girardin;** collégiale

NEUCHÂTEL
Le Landeron – 14 h: **Mme Bernadette Frank-Quellet;** chapelle des Dix-Mille-Martyrs
Neuchâtel – 14 h: **Mme Isabelle Kipfer;** collégiale
Travers – 14 h: **Mme Maria-Lucia Giovenco;** église catholique

VALAIS
Basse-Nendaz – 17 h: **Mme Marie-Jeanne Clerc-Délèze;** église
Fully – 16 h 30: **M. Roger Carron;** église
Saillon – 16 h 30: **M. Jean-Claude Praz;** église
Sion – 10 h 30: **M. Henri Jansen;** cathédrale

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse carnets@letemps.ch jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

VAUD
Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA:
Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA:
Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél 024 466 46 56
Aubonne: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél : 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55
Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Vuibroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24
Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av.William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97
Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91
François Schneiter et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.
Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres:
Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43
Bière: Tél. 021 809 51 60
Nyon: Tél. 022 361 05 05
Perroy: Tél. 021 825 30 40
Gavillet SA Pompes funèbres:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32
Vevey: Tél. 021 922 89 11
Générales SA:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43
Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13
Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51
Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44
Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20
Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78
Pompes Funèbres de la Riviera:
Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00
Clarens, Tél. 021 961 11 12
La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00
Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: Moudon, rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL
Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.
Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04
Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42.
Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chaux-de-Fonds: rue de Chasseral 79, Tél. 032 968 38 33

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints: Vincent Bourquin, Célia Héron, Sylvie Logean, Grégoire Nappey, Julien Pralong
Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats: Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Sport: Laurent Favre
Sciences: Pascaline Minet

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

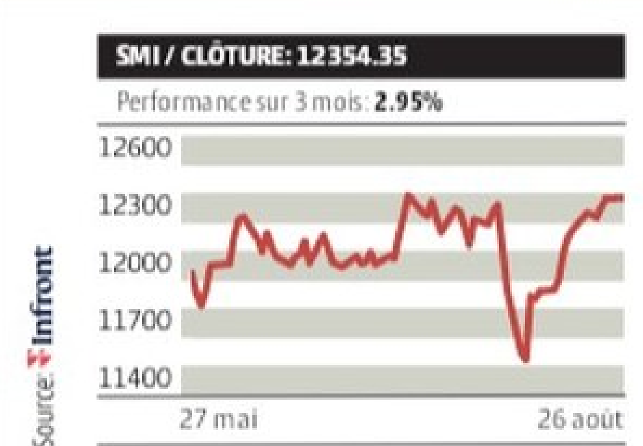
Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

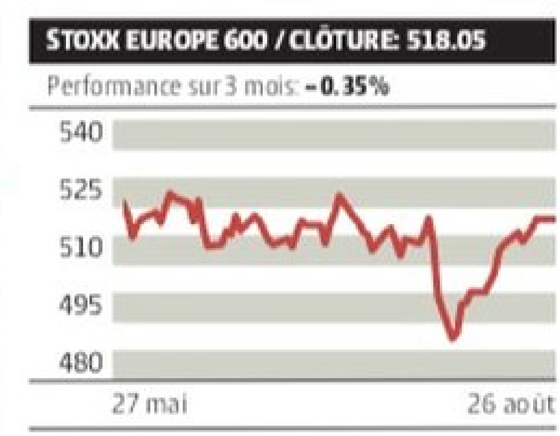
Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

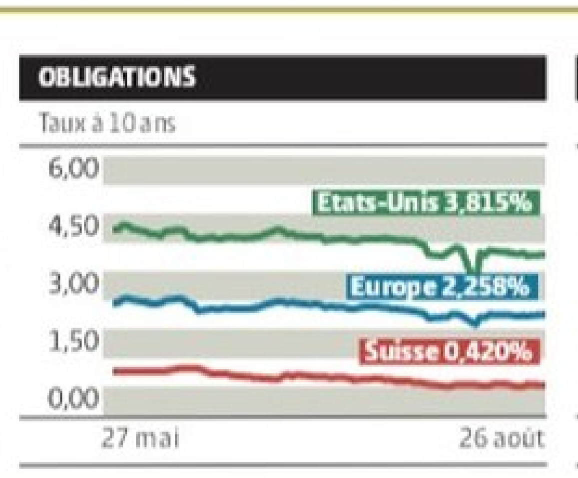
Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé













La faillite de FlowBank fragilise un stablecoin

BANQUE La réserve garantissant la valeur d'une cryptomonnaie stable était déposée auprès de l'institution, fermée par la Finma en juin et dissoute le 24 juillet. Ne pouvant plus assurer le remboursement de cette devise, son émetteur zougois suspend l'activité le concernant

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

Basée à Zoug, la société Anchored Coins avait déposé auprès de la défunte banque genevoise les fonds qui servent de réserve à ses stablecoins. A la suite de la mise en liquidation de FlowBank par la Finma le 13 juin dernier, ces capitaux sont tombés dans la masse en faillite de l'établissement de trading en ligne. Ne pouvant actuellement pas accéder à cet argent, Anchored Coins a suspendu le remboursement de ses cryptos et leur émission, tout en arrêtant d'accepter de nouveaux clients. Et a dorénavant recours aux services de Swissquote.

Un véhicule de transit

Dans cette histoire, FlowBank devait protéger les utilisateurs des stablecoins d'Anchored Coins contre une éventuelle faillite de la société zougoise. Mais c'est la banque genevoise qui s'est écroulée, lorsque la Finma l'a fermée, à la suite d'un manque de fonds propres et de nombreux autres dysfonctionnements.

Les stablecoins sont des actifs numériques dont la valeur est adossée à celle d'une monnaie classique. Ce type de cryptomonnaies permet, par exemple, à un investisseur qui souhaite vendre des actifs numériques comme le bitcoin de ne pas devoir les changer en monnaies traditionnelles, ce qui occasionne des coûts et des impôts. Les stablecoins sont ainsi un véhicule de transit entre deux investissements en cryptos.

L'un des deux stablecoins d'Anchored coins, l'AEUR, vaut ainsi 1 euro. Ses utilisateurs peuvent en tout temps les changer contre de la monnaie européenne. Pour assurer cette parité, les émetteurs de stablecoins déposent une somme équivalente à la valeur de l'ensemble de leurs stablecoins dans une banque – on parle de «réserve». Cela permet d'éviter qu'en cas de faillite de l'émetteur, les clients ne puissent plus échanger leurs stablecoins contre des monnaies traditionnelles. Anchored Coins avait ainsi déposé auprès de FlowBank une partie de la réserve de 57 millions d'euros qui sous-tend son stablecoin AEUR, lancé en août 2023.

Perte possible

Mais, a annoncé Anchored Coins sur son site internet, cette somme est tombée dans la masse en faillite de la banque genevoise, qui a été officiellement dissoute le 24 juillet, selon le Registre du commerce. Ne pouvant pas accéder à ces fonds tant que la faillite n'est pas réglée et les différents créanciers remboursés, Anchored Coins n'émettra plus de nouveaux AEUR, ses clients ne pourront plus en retirer et ils ne pourront plus les échanger contre des euros.

Ses clients pourraient donc subir une perte si Anchored Coins, détenue par un ancien diplomate et député singapourien, ne récupère pas l'intégralité de son dépôt. En Suisse, les dépôts en liquide des clients des banques sont assurés jusqu'à hauteur de 100 000 francs. Chaque banque doit ainsi détenir l'équivalent de 125% des dépôts garantis qu'elle héberge. Contacté, le liquidateur indique au *Temps* qu'il est en train de faire le tri dans la liste des clients ayant formulé des prétentions, une étape qui peut prendre plusieurs mois.

En attendant que soit réglée la faillite de FlowBank, qui se trouve toujours à un stade préliminaire, Anchored Coins a constitué un dépôt auprès de la banque en ligne Swissquote. Anchored Coins n'a pas pu être jointe à temps pour cet article. ■

MAIS ENCORE

Le bénéfice net de PDD Holdings (Temu) bondit de 144%

Le groupe chinois PDD Holdings, qui détient la populaire plateforme d'e-commerce à prix cassés Temu, a vu son bénéfice net bondir de 144% sur un an au deuxième trimestre, selon un communiqué de l'entreprise publié hier. Son chiffre d'affaires, lui, a grimpé de 86% à 97 milliards de yuans (près de 11,6 milliards de francs). (AFP)

Coup d'arrêt pour Meyer Burger aux Etats-Unis

INDUSTRIE Le fabricant suisse de panneaux photovoltaïques ne pourra pas construire une deuxième usine outre-Atlantique, comme pourtant prévu ce printemps. Un contrecoup de plus pour ce groupe qui souffre de la concurrence chinoise

RICHARD ETIENNE
X @rietienne

De gros revirements, une démission et un titre en bourse qui s'écroule. Le moins que l'on puisse dire est que Meyer Burger, le fabricant suisse de panneaux photovoltaïques, a connu une nouvelle journée difficile le 26 août. Elle est symbolique des tergiversations et des difficultés d'un secteur qui, en Europe, n'arrive pas à régater face aux prix cassés chinois.

Meyer Burger a communiqué hier qu'il interrompait la construction d'une usine dans l'Etat du Colorado pour des questions financières. Le groupe basé à Thoune avait pourtant annoncé en mars miser sur ce projet outre-Atlantique où il pourrait bénéficier des subventions accordées par l'IRA (Inflation Reduction Act), cette loi en faveur des énergies renouvelables promues par Joe Biden en 2022.

«L'option la moins chère»

L'entreprise prévoit pour contre de continuer à utiliser un autre site de production en Allemagne, qu'il planifiait pourtant de fermer ce printemps. Ce dernier, à Thalheim (250 km au sud de Berlin), devait être remplacé par l'usine du Colorado. Il doit désormais de nouveau servir à fournir en cellules solaires une autre usine américaine du groupe, dans la cité de Goodyear, en Arizona. «C'est l'option la moins chère dans les conditions de marché actuelles», indique l'entreprise dans son communiqué. L'usine en Arizona fabrique des modules solaires et elle grandit même si un projet d'extension a été suspendu.

Meyer Burger a aussi annoncé hier qu'il allait se restructurer et prendre des mesures visant à réduire les coûts. Il a fait part de la démission d'un membre de son conseil d'administration, Mark Kerekes, sans préciser si ce départ était lié aux annonces du jour. Deux autres membres du conseil, Katrin Wehr-Seiter et Urs Schenker, ont déjà quitté le navire cette année. Il n'en reste plus que deux.

EN 2011, LES DERNIERS CHIFFRES NOIRS DE MEYER BURGER

Bénéfice net du fabricant bernois, en millions de francs

Graphique: Le Temps | Source: Meyer Burger

> **Son action, qui valait 4,50 francs ces derniers jours, a chuté à 2,248 francs hier à la clôture**

De quoi faire chuter la valeur de Meyer Burger à la bourse suisse. Son action, qui valait 4,50 francs ces derniers jours, a chuté à 2,248 francs hier à la clôture. En réalité, la valeur de l'entreprise – son titre s'échangeait à 600 francs en 2014 – décline depuis une décennie.

Un déclin symptomatique de ses difficultés, et de celles de tout un secteur en Europe, quand bien même le monde s'arrache les panneaux solaires. Le Suisse lutte contre des producteurs chinois, qui en fabriquent à des prix défiant toute concurrence. Au point qu'ils ont eu raison de la plupart des producteurs de panneaux européens. Meyer Burger figure parmi les derniers à survivre en Occident, mais plus personne ne semble encore y croire.

«Distorsions massives du marché»

Difficile d'ailleurs de trouver un analyste financier qui suit encore son action. Un chroniqueur du journal alémanique *Finanz und Wirtschaft* s'est notamment demandé si l'annonce d'hier «était un coup de grâce».

Meyer Burger devait publier ses chiffres semestriels le 16 septembre, une date reportée à la fin du mois, voire à plus tard si la bourse suisse lui en donne l'autorisation. L'entreprise, qui employait 1300 personnes à la fin de 2023, a essuyé l'an dernier une perte nette de 164 millions de francs, la plus importante de ces dix dernières années.

Lors de la présentation de ce résultat en mars, le directeur général de Meyer Burger, Gunter Erfurt, a dénoncé les «distorsions massives du marché» alimentées par la concurrence chinoise à bas prix. Un tel biais «n'a encore jamais eu lieu dans cette ampleur», avait-il alors déploré. ■

Quasiment inchangé

BOURSE Lundi, le marché suisse a entamé la séance en très léger repli de 0,07% à 12338,27 points. Vendredi, Wall Street avait progressé. Cette semaine, les investisseurs scruteront avec attention la publication de l'inflation allemande jeudi et l'indice des prix à la consommation dans la zone euro, vendredi. Après les propos du président de la Fed Jerome Powell la semaine passée à Jackson Hole, les intervenants tablent désormais sur une baisse des taux comprise entre 25 à 50 points de base lors de la prochaine réunion de la banque centrale. Le SMI a clôturé en légère hausse de 0,06% à 12354,35 points, tandis que le SPI s'effritait de 0,06% à 16389,74 points. Les poids lourds ont soutenu l'indice: **Roche** s'est apprécié de 0,64% à 285 francs, **Novartis** de 0,48% à 100,88 francs et **Nestlé** de 0,20% à 89,72 francs. Le groupe allemand Siemens Healthineers a fait une offre ferme de rachat pour les activités d'imagerie médicale de Novartis. Selon le *Financial Times*, le montant de la transaction s'élèverait à plus de 200 millions d'euros. **Geberit** (+0,49% à 536,20 francs) et **Swisscom** (+0,47% à 536,50 francs) ont également gagné du terrain. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE



Source: SIX

Mirabaud ferme son unité de courtage et supprime des postes en Suisse et en Espagne

RESTRUCTURATION La banque genevoise procède à une réorganisation afin de se recentrer sur son cœur d'activité. Des collaborateurs et collaboratrices seront touchés dans les deux pays par cette décision

LASSILA KARUTA, ZURICH

La banque privée Mirabaud compte fermer son unité de courtage afin de se recentrer sur son cœur d'activité, à savoir la gestion de fortune et d'actifs. Des personnes basées à Zurich et s'occupant notamment du suivi de titres liés aux petites et moyennes entreprises suisses ainsi que des spécialistes dans ce même domaine mais travaillant en Espagne vont perdre leur travail à l'issue de cette restructuration.

«Au total 20 collaborateurs, dont 5 en Suisse et 15 en Espagne seront touchés par la mesure», en septembre, a indiqué hier un porte-parole au *Temps*. La banque a toutefois réfuté l'arrêt de l'activité Research, qui s'occupe du suivi notamment des titres d'entreprises, comme rapporté par le site d'information spécialisé Tippinpoint. L'établissement genevois compte au total 700 personnes et la coupe concernera 2,9% des effectifs.

Chute du bénéfice semestriel

Ce recentrage a eu un impact négatif de 5 millions de francs sur le bénéfice net du premier semestre 2024, en raison de l'inscription d'une provision. Le résultat net a presque été divisé par deux, passant de 19 millions sur les six premiers mois de 2023 à 10,1 millions, des investissements pour la numérisation des activités de banque privée ayant également pesé, a précisé Mirabaud dans un communiqué publié fin juillet.

Le produit d'exploitation a également reculé de 9,4% à 147,6 millions de francs. Les recettes générées par les commissions sont restées quasi stables à 103 millions contre 102 il y a un an. Les opérations de négoce ont reculé à 11,7 millions après 12,9. Les activités liées au taux d'intérêt ont connu une chute de 30% à 26,6 millions. Par ailleurs, les charges d'exploitation ont augmenté de 1,7% à 125,9 millions.

En revanche les avoirs sous gestion (AUM) ont pour leur part augmenté de 7,3% à 32,4 milliards, dont 6,8 milliards pour l'asset management, grâce au dynamisme des marchés entre janvier et juin.

«En ligne avec notre stratégie à long terme»

«Les résultats de ce premier semestre 2024 sont en ligne avec notre stratégie à long terme et notre approche de service à haute valeur ajoutée pour nos clients. Nous poursuivons notre programme d'investissement et continuons à nous recentrer sur notre cœur de métier, la banque privée et la gestion d'actifs», a commenté la banque. ■

Antoine Bellier, saison 10

TENNIS Victime de sa première grosse blessure, dans l'incapacité de jouer de décembre à avril, le Genevois, que «Le Temps» suit depuis ses débuts sur le circuit ATP, a traversé une phase qui l'a fait douter de sa foi en son projet dans le sport professionnel

LAURENT FAVRE
X @LaurentFavre

Peut-être est-ce le cap anniversaire – déjà dix ans – souvent propice aux bilans. Peut-être était-ce juste l'humeur du moment, influencée par la douceur de l'été, la fraîcheur de la terrasse à l'ombre de la demeure familiale, sur le plateau de Vessy, près de Genève. Ce sentiment d'être bien chez soi et, peut-être pour la première fois, de n'avoir pas forcément envie de repartir. Depuis dix ans que nous suivons Antoine Bellier dans son aventure du tennis professionnel, jamais il n'avait abordé aussi nettement la question de la fin de sa carrière sportive. C'était d'autant plus perturbant à entendre que le jeune homme, 27 ans, a toujours été d'une très grande honnêteté vis-à-vis de lui-même dans ses rendez-vous annuels avec *Le Temps*.

A 21 ans, 700e mondial, il disait certes: «Je ne m'éterniserai pas si j'en suis encore au même point à 24 ou 25 ans.» Et puis, quatre ans plus tard, classé 500e à l'ATP, il était toujours plein d'ambition et de motivation. Le Covid-19 et une réforme du système de points désastreuse pour les mal classés lui avaient donné le sentiment d'avoir perdu deux ans, qu'il voulait reprendre. Et puis il n'avait pas l'impression d'en être «au même point», humainement et même tennistiquement. La suite lui donna raison avec une demi-finale au tournoi ATP de Majorque en juin 2022, une 168e place mondiale en avril 2023, un second titre dans la catégorie Challenger à Ismaning (Bavière) en novembre dernier.

Pourtant, mi-août à Vessy, commentant un millésime qu'il a d'emblée catalogué comme «compliqué», Antoine Bellier nous a dit à plusieurs reprises: «Je ne me vois pas à 30 ans toujours 300e…» Que s'est-il donc passé entre-temps? «Une blessure, la première grosse indisponibilité de ma carrière. Je n'ai pas joué et à peine touché la raquette de décembre à mi-avril.» Une ténosynovite (tendinite associée à une inflammation de la gaine tendineuse), petit nom: «syndrome du croisement». «On ne sait pas comment c'est venu… J'ai arrêté, repris, fait beaucoup d'exercices de renforcement, tapé avec des balles en mousse, subi une infiltration avant Noël à La Tour [clinique du sport basée à Meyrin]. Mais ça revenait. C'était frustrant, hyper-douloureux. L'échographie ne montrait pas de statut inflammatoire mais l'IRM si, je ne savais pas si je devais m'écouter ou forcer.»



Antoine Bellier: «L'après-carrière, j'y pense un peu.» (VESSY, 14 AOÛT 2024/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

«Tu es en train de sortir de ton projet»

En févier, il doit renoncer à faire son retour en Coupe Davis, alors que le capitaine Severin Lüthi l'avait appelé après trois ans d'absence pour affronter les Pays-Bas. La solution viendra de Lyon, où Antoine s'entraîne désormais au sein de l'Académie All In montée par l'ancien no 5 mondial Jo-Wilfried Tsonga. «Il avait déjà eu cette blessure. Son préparateur physique m'a donné des exercices à faire avec une consigne simple: «Tant que tu ne peux pas les faire à la salle de gym, tu ne peux pas jouer au tennis.» Au moins, c'était enfin clair et plus simple d'être patient.»

Le feu vert est donné fin mars, Antoine Bellier reprend mi-avril au Mexique, où il avait gagné son premier titre en Challenger deux ans plus tôt. «Il fallait que je rejoue. Je pouvais encore entrer dans les tableaux Challenger mais mon classement commençait à reculer. Le médecin observait encore un petit statut inflammatoire mais j'étais confiant et j'avais besoin de savoir où j'en étais. J'ai passé une dernière IRM puis je suis parti pour le Mexique via Madrid. Là-bas, le niveau était assez élevé. Je perds deux fois au premier tour, une fois au deuxième après avoir eu une balle de match… Il faut réapprendre à gérer le stress, l'attente avant les matchs, les balles de break.»

C'est là que se produit la faille, dans lequel s'insinue le doute. «J'avais du plaisir à rejouer… mais en même temps je sortais de quatre mois où j'avais eu une vie plus stable, plus sociale, où j'avais pu passer du temps avec ma famille, ma copine, où j'étais en mesure de répondre à une invitation au restaurant pour dans une semaine. J'étais sur le circuit et je pensais à cette autre vie, et le fait d'y penser m'a perturbé. Je me disais: si tu penses ça, c'est que tu es en train de sortir de ton projet.» Antoine, qui se définit comme «un bosseur, quelqu'un de très discipliné», se surprend alors en flagrant délit de pensée impure. Ne plus être à 100%, c'est déjà renoncer dans ce milieu porté par les valeurs du travail et de l'abnégation. «Mon préparateur mental m'a assuré que c'était quelque chose de normal, que tout le monde passait par là à un moment, mais j'avoue que je n'étais pas très à l'aise avec cette idée…»

«J'ai encore le temps»

Il n'était pas forcément plus confortable en s'imaginant faire autre chose. «L'après-carrière, j'y pense un peu. Je sais que je devrai travailler et je n'ai aucune envie de donner des leçons de tennis, même s'il est possible d'en vivre confortablement en Suisse. Ça ne sera pas forcément facile de trouver un travail où je vais pouvoir évoluer et être bon, mais pour le moment, ça m'intrigue plus que ça ne m'inquiète.»

Cette vie d'après, il l'esquisse notamment lors d'échanges avec ses sponsors, rencontrant d'autres gens d'autres milieux. Il a partagé un «clinic» (séance d'entraînement) et un déjeuner avec des invités de la société de gestion Bruellan, qui le soutient. «Plus que de taper la balle avec moi, les gens sont souvent friands de savoir comment ça se passe concrètement, au-delà de ce que l'on voit à la télé. D'une manière générale, je crois qu'il y a un goût du public pour les coulisses du sport. Ils comprennent qu'il y a beaucoup de concurrence et de sacrifices, que la différence se joue parfois sur des détails, et ils veulent comprendre de quoi naît la performance.»

> «Le tennis est parfois inégalitaire mais il permet à chacun d'être fier de ce qu'il a accompli»
> ANTOINE BELLIER

Entre autres, de moments de vertige et d'autres où l'on retrouve la foi. Elle est toujours bien là, ancrée en Antoine Bellier. Quand il dit: «Je ne me vois pas à 30 ans toujours 300e mondial», il ajoute: «mais j'ai encore le temps. Et puis la notion de réussite est propre à chacun. Le tennis est parfois inégalitaire mais il permet à chacun d'être fier de ce qu'il a accompli, parce que c'est un cheminement personnel. On le voit quand de grands joueurs gagnent des titres, comme récemment Novak Djokovic après sa médaille d'or aux Jeux olympiques: dans les émotions qu'ils expriment, il y a tout ce qu'ils ont mis d'eux-mêmes pour y arriver.»

Lui a déjà mis dix ans dans l'aventure. «C'est passé vite, même si je n'ai quand même pas le sentiment que c'était hier. J'ai beaucoup appris, beaucoup vécu. Cette dernière année a été compliquée mais elle m'a permis d'apprendre à gérer une blessure de longue durée et les questionnements qu'elle amène. C'est souvent dur, mais c'est la vie d'athlète. Et c'est pour cela que tout le monde ne peut pas le faire. Etre joueur de tennis professionnel, cela demeure un privilège. Je sais que je peux arrêter quand je veux; continuer reste mon choix.» ■

Fabian Schär et la fin d'une époque

FOOTBALL Après Xherdan Shaqiri et Yann Sommer, le défenseur de 32 ans a pris cet été la décision de ne plus porter le maillot de l'équipe de Suisse de football. De quoi confirmer que le bel Euro 2024 était moins le début d'une histoire que sa conclusion

LIONEL PITTET
X @lionel_pittet



FABIAN SCHÄR
FOOTBALLEUR

La série allemande *Dark* a appris aux amateurs du genre que le début et la fin d'une histoire pouvaient se confondre. Et si le bel Euro 2024 réussi par l'équipe de Suisse a pu être lu comme le prologue d'une saga palpitante, à poursuivre le 5 septembre au Danemark puis le 8 à Genève contre les champions d'Europe espagnols, il apparaît aujourd'hui clairement qu'il s'agissait davantage de l'épilogue de quelque chose.

Après l'attaquant Xherdan Shaqiri et le gardien Yann Sommer, le défenseur Fabian Schär a annoncé lundi sa décision de ne plus porter le maillot national. Il a 32 ans dont dix de bons et loyaux services, 86 sélections et huit buts au compteur, un pedigree qui légitime sa volonté de se «concentrer sur son club», Newcastle United en Premier League anglaise, ainsi qu'il l'indique dans un communiqué de l'Association suisse de football (ASF).

L'enfant de Wil, arrivé dans le sport professionnel après un apprentissage dans une banque, n'avait ni les fulgurances de Shaqiri, ni la constance de Sommer, encore moins la popularité de ces deux authentiques stars du football national. Mais il a joué «au moins deux matchs lors des sept tournois finaux disputés depuis 2014», fait remarquer l'ASF (en tenant compte du Final Four de la Ligue des nations 2019): c'est bel et bien un grand artisan des succès récents de la Nati qui embrasse la retraite – un troisième en un seul été.

Une telle transition générationnelle ne s'était pas produite depuis six ans quand, au sortir de la Coupe du monde en Russie, Vladimir Petkovic avait indiqué à Valon Behrami, Johan Djourou, Gelson Fernandes et Stephan Lichtsteiner qu'il ne comptait plus vraiment sur eux pour l'avenir. Le premier s'en était offusqué; les deux suivants avaient accepté leur sort sans faire d'histoire; le dernier était même revenu dépanner à l'occasion. Shaqiri, Sommer et Schär – comme d'autres sans doute – ont probablement retenu de l'épisode qu'il valait mieux dire au revoir avant de se voir montrer la porte.

Groupe rajeuni

Puisque le football n'est pas qu'une affaire d'aura, des trois «démissionnaires», c'est peut-être Fabian Schär qui manquera le plus à Murat Yakin. Xherdan Shaqiri avait dû se contenter d'un rôle de joker à l'Euro. La place de gardien pour la Coupe du monde 2026, et donc pour tout ce qui vient avant, semblait promise à Gregor Kobel. Mais le défenseur de Newcastle tient depuis quelques saisons la meilleure forme de sa carrière. Sa qualité de longue balle, sa taille et son jeu de tête offensif comme défensif en faisaient un incontournable de la charnière centrale à trois réinstaurée ces derniers mois par le sélectionneur. Avec Nico Elvedi, Cedric Zesiger ou un jeune talent (le Genevois Becir Omeragic?), les solutions ne manquent toutefois pas pour assurer sa relève.

Ce qui est sûr: l'équipe de Suisse abordera les prochains matchs avec un groupe passablement rajeuni, au sein duquel le statut de leader de Granit Xhaka sera assurément renforcé. Le capitaine sera à 31 ans l'un des rares trentenaires de la Nati, avec son pote Ricardo Rodriguez, second rescapé des champions du monde des moins de 17 ans en 2009, et Silvan Widmer, à moins d'une nouvelle annonce dans les jours qui viennent. Cela semble désormais peu probable. Jeudi après-midi, Murat Yakin dévoilera sa première sélection post-Euro 2024. Et la fin ressemblera alors forcément à un début. ■

Décès de Sven-Göran Eriksson

FOOTBALL L'ancien entraîneur suédois était âgé de 76 ans

ATS

Sven-Göran Eriksson est décédé dans son pays des suites d'un cancer. L'ancien entraîneur était âgé de 76 ans. Il avait notamment dirigé l'AS Rome, Benfica Lisbonne, Lazio Rome et l'équipe d'Angleterre.

Eriksson avait annoncé en janvier être atteint d'un cancer incurable du pancréas. Les médecins lui donnaient au mieux un an à vivre. De 2001 à 2006, il avait été le premier sélectionneur étranger de l'Angleterre, qu'il avait menée en quarts de finale des Coupes du monde 2002 et 2006, ainsi qu'en quarts de finale de l'Euro 2004.

Il avait réalisé en mars son «rêve» d'entraîner Liverpool, club dont il était un fervent supporter, le temps d'un match de charité avec d'anciennes vedettes du club. ■



Dans «BITBYBIT», les Belges Simon et Vincent Bruyninckx revisitent l'ancienne technique de la mâchoire d'acier. (KALIMBA)

La Bâtie selon Claude Ratzé en sept spectacles emblématiques

FESTIVAL Sur les 60 événements du festival de la rentrée, le directeur distingue sept rendez-vous, fers de lance des différentes tendances. Suivez le guide!

MARIE-PIERRE GENECAND

«Il y a Lucinda, dont la danse très écrite et sophistiquée exprime l'excellence.» A l'affiche de La Bâtie-Festival de Genève qui débute le 29 août et court jusqu'au 15 septembre, Lucinda Childs, grande dame de la scène contemporaine, dansera un solo au Théâtre de Carouge, ces jeudi et vendredi. A 84 ans, c'est une prouesse, un événement. La chorégraphe américaine fait partie des artistes que Claude Ratzé distingue parmi les soixante propositions de cette 48e édition. Le directeur, qui signe sa sixième et avant-dernière programmation, relève aussi la colère politique comme moteur de création, les envolées lyriques de Max Richter, les possibles humains de Wajdi Mouawad ou encore un duo de circassiens à l'œuvre au parc des Evaux, à Onex, nouvelle adresse pour ce festival nomade qui se produit sur 36 scènes, en ville de Genève et alentour.

Une autre mue? Le lieu festif quitte la salle communale de Plainpalais, de moins en moins plébiscitée, pour investir l'Usine Kugler, plus concentrée. «Cette année, le dancefloor de La Bâtie va à nouveau s'enflammer», espère le directeur qui dévoile ses sept péchés capitaux.

Lucinda Childs, l'excellence austère

«Cette chorégraphe qui a ouvert une voie dans le minimalisme est venue à de nombreuses reprises à Genève ces quinze dernières années, mais c'est la première fois qu'elle dansera un solo, en l'occurrence *Geranium*, qu'elle a créé en 1965 et qu'elle revisite à 84 ans. Dans cette pièce, Lucinda Childs évolue devant une grande installation vidéo d'Anri Sala représentant un mur noir et blanc, parfois constellé de scènes de football américain à peine perceptibles. Reliée à une corde qui l'entrave, la danseuse livre une lutte face à l'adversité qu'elle ponctue de ses pensées. Sa danse a quelque chose de spectral. Ce qui est rare aussi, c'est la présence en Europe de ses danseurs qu'elle a formés aux Etats-Unis. Dans le duo et les deux travaux de groupe créés sur les musiques de Bach, Philip Glass ou Hildur Gudnadottir, le public pourra réaliser à quel point ces danseurs excellent dans la maîtrise d'un vocabulaire très écrit, qui joue sur les décalages chorégraphiques et ne suit pas le cours naturel du mouvement.»

GROUP50:50, la nécessaire colère

«C'est un groupe composé d'artistes du Congo, d'Allemagne et de Suisse, 50% africain et 50% européen. Dans *The Ghosts Are Returning*, un spectacle qui a déjà été présenté à l'Equilibre à Fribourg il y a un an, dans le cadre des Journées du Théâtre suisse, ce collectif aborde la difficile question de la restitution des vestiges humains. En 1952, le médecin suisse Boris Adé a illégalement exporté sept «squelettes de Pygmées» du Congo qu'il a remis à l'Université de Genève où ils sont encore entreposés. GROUP50:50 s'est rendu en Haut-Uélé pour demander aux descendants s'ils souhaitaient récupérer leurs ancêtres et racontent cette épopée dans un spectacle très touchant qui mêle récit, musique et chant.

> «Wajdi Mouawad? Parce que c'est un monument du théâtre!»
>
> CLAUDE RATZÉ, DIRECTEUR DE LA BÂTIE

On associe ce spectacle à une rencontre et une visite commentée au Musée d'ethnographie de Genève qui mène une profonde enquête sur son histoire coloniale. En termes de colère nécessaire, impossible de ne pas citer aussi *Mothers – A Song for Wartime*, le spectacle d'ouverture réunissant 21 femmes ukrainiennes, biélorusses et polonaises, de 9 à 72 ans, qui ont été confrontées à la violence guerrière actuelle. Marta Gornicka les dirige dans des poèmes et des chants de résistance d'une grande puissance.»

Max Richter, l'émotion pure

«Je vais être très bref, car ce pianiste est célèbre pour sa musique magnifique, lyrique, sensible et imagée. Ce concert donné avec un quintet à cordes au Grand Théâtre de Genève marque la sortie de son nouvel album *In a Landscape* et le début d'une longue tournée internationale. On est très fiers qu'il commence ce long périple à La Bâtie.»

BITBYBIT, le cirque de Simone

«Ce spectacle de cirque déjà présenté au Castrum d'Yverdon est un ovni pour La Bâtie et symbolise tous les pas de côté qu'on tient à préserver dans notre programmation. Deux frères, les Belges Simon et Vincent Bruyninckx, revisitent l'ancienne technique de la mâchoire d'acier et, au-delà des portés sous haute tension, parviennent à créer une superbe intimité. Les représentations se dérouleront au parc onésien des Evaux, un lieu inédit pour le festival. Je cite aussi ce spectacle, car il a été choisi par Simone Toendury, qui quitte la programmation spectacles vivants de La Bâtie pour devenir la directrice artistique de l'association La Chaux-de-Fonds Capitale culturelle 2027. Bon vent à elle!»

Aurora Bauzà et Pere Jou, inédit jeu de mains

«Je parlais d'ovni plus haut, en voici un bel exemple. *A BEGINNING #16161D* est un spectacle bluffant et inédit, dans lequel les Espagnols Aurora Bauzà et Pere Jou proposent un voyage immersif, fait de musique, de chants et de jeux de mains qui surgissent de l'obscurité. C'est une proposition très contemplative et l'occasion pour moi de retourner à La Cité Bleue, où j'ai débuté avec Noemi Lapzeson dans les années 1990. Lors de la rénovation de cette salle, les architectes ont spécialement veillé à la qualité sonore. Ce spectacle qui propose un son spatialisé profitera de ce nouveau dispositif.»

Wajdi Mouawad, la valse des possibles

«Parce que c'est un monument du théâtre qui a déjà bouleversé les spectateurs de La Bâtie avec *Tous des oiseaux* en 2019 et parce que c'est un magnifique scénariste de tous les possibles humains. Dans *Racine carrée du verbe être*, programmé à Annemasse au Château Rouge, qui est la plus grande salle de la région, Wajdi Mouawad montre comment un destin peut se jouer sur un coup de dé et imagine les autres visages qu'aurait pu prendre la vie du narrateur si ses parents n'avaient pas quitté Beyrouth. Ce spectacle magistral de six heures croise cette question de la migration avec la terrible explosion qui a défiguré la capitale du Liban, le 4 août 2020. Une écriture bouleversante et une rare direction d'actrices et d'acteurs.»

L'Usine Kugler, le nouveau lieu de fièvre

«Sept, c'est aussi le nombre de soirées festives organisées à l'Usine Kugler durant cette Bâtie 2024. On a déplacé le lieu central, car on a fait le tour de la Maison communale de Plainpalais, très vaste et qui peinait à trouver son public, les dernières années. Direction les bords du Rhône, donc, dans cette salle plus concentrée, avec des soirées dont la programmation musicale sera composée exclusivement de femmes ou assignées femmes. Les DJ viennent d'ici et d'ailleurs – Irlande, Allemagne, Brésil –, mais j'adresse un salut spécial au collectif genevois Pink Juicy Club qui, avec la Colombienne LinaPary, mettra le feu à la dernière soirée du festival, le 14 septembre.» ■

La Bâtie-Festival de Genève, du 29 août au 15 septembre.

MAIS ENCORE

Guillaume Meurice rebondit Licencié en juin avec fracas de France Inter, l'humoriste Guillaume Meurice a été recruté par Radio Nova pour animer une nouvelle émission dominicale, où une plus grande marge de manœuvre lui est promise. «Fidèle à son esprit libre, son impertinence, et son indépendance, Radio Nova, qui a toujours donné le micro à des humoristes, accueille cette saison Guillaume Meurice, Juliette Arnaud, Aymeric Lompret (deux anciens de France Inter partis volontairement, ndlr) et Pierre-Emmanuel Barré» qui fait son retour en radio, selon un communiqué de Radio Nova. (AFP)

A Saint-Gervais, sosies saisissants et filles de feu

SCÈNES A la tête de la maison genevoise, Sandrine Kuster propose à partir de cette semaine 25 spectacles, autant d'échantillons brûlants de la création d'aujourd'hui

ALEXANDRE DEMIDOFF
@alexandredmdff

La flamme d'une sage-femme à ses débuts. Sandrine Kuster a beau diriger depuis sept ans le Théâtre Saint-Gervais à Genève, elle s'emballe comme si elle découvrait la ruche de la création romande, cette ruche dont elle est l'une des abeilles amicales et motrices. Au moment de lever le rideau sur une saison riche de 25 spectacles, cette accoucheuse-née rappelle ainsi son credo: «Saint-Gervais est une maison dédiée à la création et j'ai un amour énorme pour les artistes indépendants. J'aime les accompagner dans la durée, voir naître leur travail, le partager avec le public.»

Epauler les colporteurs d'histoires de la région, qu'ils aient le visage tanné par les projecteurs de leur fantaisie ou qu'ils émergent du cocon des écoles. C'est la vocation de Sandrine Kuster, déjà à Lausanne, à l'époque où elle tenait les rênes du Théâtre de l'Arsenic. «Produire un spectacle, cela implique d'investir de l'argent, rappelle-t-elle, mais aussi de mettre à disposition des espaces de travail et du temps. Cette saison, nous soutenons neuf projets, autant de créations maison, et en coproduisons 11 en nous alliant à d'autres partenaires comme le Théâtre de Vidy et l'Arsenic à Lausanne.»

Comment choisir alors? Le festival de La Bâtie, qui commence ce jeudi, offre deux bonnes raisons de s'aventurer rue du Temple. L'auteur et metteur en scène israélien Yuval Rozman déroule dans *Ahouvi* («mon amour» en hébreux) la fin d'une liaison sur fond de déchirure moyen-orientale. Un affrontement épidermique et musical, drôle aussi, «une pièce superbement interprétée» annonce la directrice, à l'affiche du 31 août au 3 septembre. Plus allégorique, le danseur américain Bryan Campbell dialogue avec les arbres dans *Deep Cuts*, performance qui allie copeaux cinglants, scie récalcitrante et bain de sueur forestier – les 7 et 8 septembre.

Funérailles à Hollywood

Saint-Gervais a aussi ses fidélités, souvent des virtuoses de l'irrévérence, à l'image de Marielle Pinsard. L'autrice et metteuse en scène lausannoise a de nouveau pioché dans la pop culture la matière d'une folle échappée. Dans *Mais qui a donc tué Bill Murray plusieurs fois?*, elle orchestre du 26 septembre au 6 octobre les funérailles de Bill Murray, escorté de Céline Dion, Susan Sarandon, Amy Winehouse, etc. Particularité: ce sont des sosies campés par la troupe de l'artiste. Vous avez dit hallucinant?

Les facétieux Louise Belmas et Joël Maillard allumeront eux aussi leurs pétards fantasques. Dans *Nos adieux (remake)*, du 27 novembre au 1er décembre, ce duo romand fait ses adieux au public, deux fois, mais oui, l'une aujourd'hui, l'autre en 2064. Rien de sérieux, tout de ludique dans cette variation sur la fin qui emprunte ses ficelles à la science-fiction et au stand-up. La comédienne Jeanne Balibar enfourchera Rossinante, le cheval de Don Quichotte, accompagnée sur des chemins piquants par les comédiens Thierry Dupont et Marie-Noëlle Genod. A la mise en scène, Gwenaël Morin annonce des ruades poétiques – du 20 au 23 novembre.

La Maison des jeunes de Saint-Gervais regarde vers l'avenir. Depuis sa naissance en 1963, elle ne fait que ça. Sandrine Kuster en est la vigie inspirée. Diplômée en 2017 de la Manufacture à Lausanne, Sarah Calcine est l'une de ses pupilles. Dans *Falta Lady* – en décembre – elle portera un regard féministe sur le destin de ces idoles que sont Audrey Hepburn, Marilyn Monroe et Brigitte Bardot.

La sage-femme de la scène romande collectionne ainsi les naissances. «C'est un risque de coproduire ces nouveaux venus, on n'est jamais sûr qu'ils rencontreront le public. Mais c'est notre mission de le faire. Si nous ne le faisons pas, qui le fera?» ■

Saint-gervais.ch

«J'ai fait de Qasti une adresse accessible, avec un énorme buffet de midi à 27 francs et un brunch le dimanche»


(LAUSANNE, 14 AOÛT 2024/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

PROFIL

1975 Naissance au Libéria.

1978 Arrivée à Tripoli, Liban.

1999 Départ vers Paris.

2007 Ouvre son premier restaurant.

2018 Gagne son étoile.

2024 Ouverture de Qasti à Lausanne.

De la rue à l'étoile

ALAN GEAAM

Le chef libanais inaugure aujourd'hui son restaurant, Qasti, à Lausanne. Son parcours lui a fait fuir son pays, vivre sans abri ni papiers à Paris, avant d'apprendre le métier en cuisine

AÏNA SKJELLAUG

Il y a deux personnages en Alan Geaam, 48 ans, et depuis quelque temps, il cherche à les réconcilier. Le bosseur, premier arrivé en cuisine, dernier parti, qui apprend tout ce qu'il peut auprès des chefs parisiens et gravit les échelons, sans jamais rien laisser filtrer de son passé. Mais aussi l'enfant meurtri du Liban, qui raconte malgré lui les cicatrices de son parcours à travers sa cuisine.

A ses débuts, il n'est que plongeur dans un snack libanais à Paris, lorsque le chef se blesse et voilà Alan Geaam qui le remplace au pied levé. Le patron s'étonne: «Tu sais cuisiner?» et entend répondre: «C'est mon rêve de devenir cuisinier.» C'est ainsi que ce SDF, sans papiers, obtient petit à petit un permis de séjour et de quoi se payer une chambre de bonne. Il a 24 ans. Il passe de resto en resto, apprend le métier, place plus haut que tout la cuisine française, jusqu'à acheter son premier établissement en 2007, le plus vieux de Paris, l'auberge de Nicolas Flamel, datant de 1407. Au menu, rien que de la gastronomie hexagonale: tourteau au caviar, homard de Bretagne, pigeon de Racan. Hors de question de laisser transparaître ses origines libanaises: «Durant dix-sept ans, je n'ai pas assumé mon histoire», témoigne l'homme attablé à sa terrasse lausannoise.

Fuir la guerre pour la retrouver

Et quelle histoire! Celle d'un petit garçon fuyant la guerre au Libéria avec sa famille à l'âge de 3 ans, voyant son père perdre tout ce qu'il avait investi dans une épicerie sur place. Retour dans leur ville d'origine, Tripoli, au nord du Liban, où la famille vit chichement dans une cave, embaumée par les épices de la cuisine maternelle. Le quotidien y est dur, la guerre civile fait rage. A 18 ans, il entame son service militaire, et son œil gauche aveugle le relègue aux cuisines, où il doit nourrir 4000 soldats. «Je faisais dans la finesse, portais trop d'attention à mes plats, alors on m'a envoyé cuisiner pour le mess des officiers.»

En 1999, il arrive à Paris après un premier essai d'émigration raté, où il s'était fait renvoyer au Liban. «La deuxième fois fut la bonne. J'ai payé 5000 euros à un passeur et me suis retrouvé à l'aéroport d'Orly. Paris pour moi, c'était la ville de tous les rêves possibles». Il se rend sur le Champ-de-Mars, dort sur un banc, joue au basket avec un type qui lui trouve du boulot dans la construction. Le soir, il fait la plonge dans les cafés. Voilà comment ses deux histoires se rejoignent. «Si j'ai l'air d'un chef qui a réussi, il faut savoir tous les échecs que j'ai connus», souligne-t-il aujourd'hui. Ses cheveux tirés en arrière dessinent son visage rond comme une assiette, qui voudrait toujours être gourmande.

En 2017, il ouvre, toujours à Paris, un restaurant à son nom, «Alan Geaam», et propose enfin de la cuisine française aux inspirations libanaises. Volaille laquée à la mélasse de grenade, crustacés pochés dans de l'arak, la crème est remplacée par du labneh. Il ressort l'eau de rose de ses placards et de ses souvenirs enfouis, parfume au zaatar sa nouvelle vie parisienne. Il commence à raconter son histoire aussi, avoue n'avoir jamais fait d'école de cuisine, l'évocation du Liban reste empreinte de douleur et encore aujourd'hui, il n'y fait que des sauts de quelques jours. «C'est trop émotionnel, je n'ai que de l'inquiétude envers ce pays.» Pourtant, il se sent un certain devoir envers les jeunes cuisiniers libanais, leur donne régulièrement des conférences et des cours universitaires. Il présente au pays du Levant sa famille française – Chloé, sa femme lilloise et leurs trois enfants Enzo, Léa et Margaux.

En mai 2017, un client paie son addition et demande à voir le chef. Alan Geaam se présente à celui qui se révèle être un inspecteur Michelin. Quelques mois plus tard, il reçoit un coup de téléphone de Michael Ellis, le directeur des fameux guides: «Bienvenue dans la famille Michelin», le félicite-t-il, et Alan Geaam de devenir le premier chef étoilé libanais.

«Mon histoire»

Il lance ensuite Qasti, qui signifie «Mon histoire», des adresses de cuisine purement libanaises qui se déclinent en deux restaurants et un snack à Paris, et pour la première fois hors de France, à Lausanne. L'établissement, anciennement nommé «Obeirut», est situé rue Belle-Fontaine, à côté de la synagogue, dans le quartier juif. «Pour moi, les Israéliens et les Libanais ont la même culture. Bien sûr que la communauté juive est plus que bienvenue au restaurant. La politique, je la laisse là-bas, au Moyen-Orient», affirme-t-il.

Cela fait deux ans qu'Alan Geaam est chef consultant de ce restaurant libanais bien connu des Lausannois et lorsque son propriétaire le vend, «parce qu'il n'est pas du métier», le Libano-Parisien saute sur l'occasion. «J'en ai fait une adresse accessible, avec un énorme buffet de midi à 27 francs et un brunch le dimanche placé sous le signe de la convivialité». Selon lui, la cuisine libanaise s'inscrit parfaitement dans la tendance du moment: «Il fait plus chaud, on mange de moins en moins de poisson et de viande. Pour moi, les chefs ont un devoir de présenter une cuisine végétarienne riche et gourmande.» Ainsi, s'ouvre le premier chapitre suisse de l'histoire d'Alan Geaam; il sent la fleur d'oranger. ▬

Un jour, une idée

Tocciami, voyage olfactif à Genève


(DR)

FRANCESCA SERRA

Il est capital pour Binette Fall de souligner que Tocciami n'est pas un magasin. Dans cette arcade, les mots d'ordre sont exploration olfactive et co-création. Formée à la parfumerie à Grasse, la jeune femme partage ses connaissances et, avec grande empathie, initie la clientèle aux fondements de la parfumerie en l'accompagnant pour dénicher son identité olfactive propre, intimement liée aux souvenirs. Rien d'étonnant donc que le fait d'explorer nos préférences olfactives durant un atelier relève d'un moment sensoriel intense.

L'atelier démarre par un test où la personne exprime instinctivement ses premières préférences parmi 11 senteurs, pour écarter certaines familles olfactives et fournir ainsi à la parfumeuse des premières clés de lecture. Pour resserrer davantage la sélection, l'échange se poursuit de manière informelle, en goûtant d'autres propositions. Le client évoque son ressenti alors que Binette pose des questions et réussit facilement à évoquer nos sensations, en recourant à des images.

Instinct et rêverie

En échangeant avec elle, on se surprend à visualiser des promenades dans des paysages imaginaires, à marcher pieds nus sur un bout de terre entre la mer et une forêt plantureuse. Pour éviter que notre côté cartésien ne prenne le dessus, elle ne dévoile pas tout de suite l'étiquette des concentrés aromatiques qu'elle soumet.*

Peu à peu, nos orientations se précisent et on apprend à mieux se situer au milieu des effluves, à connaître les noms des extraits et à se repérer dans la fameuse pyramide olfactive, des notes de tête plus volatiles et reconnaissables à celles de fond, beaucoup plus puissantes, réconfortantes et mystérieuses.

«Avant chaque projet, le parfumeur pense comme un architecte, puis il compose comme un musicien», précise Binette. A partir des notes de fond, qui sont à la fois les fondations et le tempo, on complexifie progressivement avec d'autres facettes. De quoi s'amuser, et peut-être même d'éveiller des vocations pour le secteur de la parfumerie… ▬

Galerie olfactive Tocciami, rue Leschot 4, Genève. Atelier d'environ deux heures avec création de fragrance de 50 ml à 150 francs. E-mail: info@tocciami.ch